



POLITIK

Charité mal ordonnée

Après le détournement massif, Caritas se retrouve au bord de l'abîme, et sous tutelle de PWC

WIRTSCHAFT

Non grata

À Bordeaux, le divorce se consomme entre le président du club, le Luxembourgeois Gerard Lopez, et les supporters

FEUILLETON

L'agriculture, terre de discorde

Début d'une série d'été sur les sols

66 Seiten Dissens

Rentenbericht des WSR: Die Gewerkschaften verteidigen *acquis*. Die UEL macht einen Vorschlag für Kürzungen, ohne die Rentner zu ärgern

„Politik ass eng ganz, ganz aner Saach“

Ein Porträt von Francine Closener, neu-alte Ko-Parteipräsidentin der LSAP



LEITARTIKEL

Das Verbot ist weg

IIII Peter Feist

In seinem letzten Pressebriefing vor der politischen Sommerpause sagte CSV-Premier Luc Frieden am Mittwoch vergangener Woche ein paar seltsame Dinge. Zum Beispiel, dass die Regierung „die Steuerbelastung der Leute substanziell reduziert“ habe, „indem wir die Steuertabelle um sechseinhalb Indextranchen angepasst haben“. In Wirklichkeit gab es zum 1. Januar eine Anpassung um vier Indextranchen. Zweieinhalb hatte bereits die vorige Regierung beschlossen, nur wurde das erst Anfang des Jahres wirksam. Die CSV-DP-Regierung legte anderthalb Tranchen drauf.

Eine andere Seltsamkeit war Luc Friedens Fazit, in dem Dreivierteljahr seit Amtsantritt der neuen Regierung habe es „größere Änderungen in der Klimapolitik“ gegeben. Hin zu einer Politik, die „die Leute mitnimmt“. Denn aus dem nationalen Energie- und Klimaplan (Pnec) „haben wir rausgenommen, was zu weit ging, und das Verbot bei fossilen Heizungen abgeschafft“. In Wirklichkeit stand im Pnec-Entwurf der vorigen Regierung, mit der grünen Umweltministerin und dem grünen Energieminister, kein Verbot. Sondern eine Klausel für den Fall, dass trotz aller Beihilfen und staatlich bezuschussten Beratungen der Ersatz fossiler Heizungen nicht schnell genug gehen würde. Dann hätte der Ersatz durch eine Lösung, die „zu mindestens 70 Prozent auf erneuerbaren Energien beruht“, obligatorisch werden können (nicht müssen).

70 Prozent klingt kompliziert. Gemeint damit waren Hybridlösungen: Kann sein, eine Wärmepumpe alleine reicht nicht zum Heizen im Winter. Weshalb ein Mischbetrieb mit einer fossilen Heizung möglich sein sollte. Er wurde schon unter der vorigen Regierung bezuschusst und wird es unter der neuen auch. Sie ist ja nicht blöd, irgendwie weiterkommen mit den Heizungen will auch sie. Die Ironie der Pnec-Geschichte wollte es sogar, dass in der Endversion vor zwei Wochen die Passage mit den 70 Prozent gestrichen war, aber nicht, dass der Ersatz „obligatorisch“ werden könnte. Ein paar Tage lang war Schwarz-Blau die schlimmere Verbots-Regierung als Blau-Rot-Grün: Sie hätte die Leute im Winter frieren lassen mit Wärmepumpen, die es alleine nicht packen. Bis sie den Fehler bemerkte, weil unter anderem das *Land* darüber berichtete (Ausgabe vom 19.7.2024). Jetzt steht im Pnec kurz und bündig, der Heizungsersatz sei fakultativ.

Was ja vielleicht auch reicht, mit Beihilfen als Anreiz. Denn bei näherem Hinschauen zeigt sich, dass die Klimapolitik der CSV-DP-Regierung auf weniger Wachstum wettet. Dem „Verbot“ von vor einem Jahr lagen Schätzungen des Statec zugrunde, denen zufolge das BIP im Jahresschnitt bis 2050 um 2,75 Prozent wüchse. Die Einwohnerzahl stiege bis dann auf 920 000. Vor vier Wochen schätzte das Statec erneut: Bestenfalls 1,7 Prozent BIP-Zuwachs im Jahr sei langfristig zu erwarten. Die Bevölkerung werde ebenfalls langsamer zunehmen, mit mehr als 900 000 Einwohner/innen sei erst 2060 zu rechnen oder noch später. Und würde bis 2030, so das Statec in den neuen Projektionen, nur jede zweite fossile Heizung ersetzt, sei Luxemburgs Klimaziel dennoch nicht in Gefahr. Am wichtigsten sei, dass die Verkäufe von Diesel und Benzin weiter sinken.

An dieser Stelle zeigen sich dann doch „größere Änderungen“ in der Klimapolitik: Bleibt der Heizungsersatz fakultativ und würde bis 2030 nur jede zweite fossil betriebene Heizung ersetzt, hieße das, dass neu installierte Anlagen bis dahin auch einen Gas- oder Ölbrenner haben können. Mit einer Lebensdauer von 20 bis 25 Jahren würden sie verhindern, dass Luxemburg 2050 „klimaneutral“ wird, wie es eigentlich das politische Ziel auch von CSV und DP ist. Und das der EU, auch bei den neuen Kräfteverhältnissen nach den Wahlen vom 9. Juni. Offenbar aber ist das der Regierung von Luc Frieden egal. 2028 sind wieder Kammerwahlen. Da ist schon bis 2030 zu denken, eine politische Leistung. Sie lässt sich zusätzlich aufblasen, wenn von „Verboten“ geredet wird, als sei noch Wahlkampf. Oder von einer um sechseinhalb Indextranchen angepassten Steuertabelle. ●



Politik

« Un système hybride qui dilue les responsabilités »

IIII Interview : Bernard Thomas

L'historien Paul Zahren analyse le crash de Caritas et revient sur les origines du secteur paraétatique



Luc Frieden et Marie-Josée Jacobs, en mars 2023 lors d'un meeting CSV à Clairvaux

d'Land : « La Caritas, ce n'est pas l'État », a récemment déclaré Luc Frieden, en réaction aux 61 millions d'euros détournés. La formule du Premier ministre paraît un peu simple, voire simpliste. Vous avez beaucoup étudié l'action sociale et la forme qu'elle a prise au Luxembourg. Comment caractériseriez-vous ce qu'on appelle communément « secteur paraétatique » ?

Paul Zahren : Le secteur de l'assistance sociale est en réalité la seconde partie du « modèle social luxembourgeois ». Il y a, d'une part, le dialogue social dans le cadre de la Tripartite par exemple, où on discute index, fiscalité, niveau de vie, conditions de travail... Et puis il y a la partie « compassionnelle » du modèle, c'est-à-dire que l'État donne la possibilité à la société civile de participer à la mise en pratique de la politique sociale. Ce modèle existe aussi dans d'autres pays, mais il est rare qu'il soit poussé aussi loin qu'au Luxembourg. Pratiquement tout le secteur est porté par la société civile. Encore qu'il faudrait définir ce qu'est cette société civile qui s'est très fortement professionnalisée. On peut se demander quelles sont aujourd'hui ses marges d'indépendance et d'autonomie des organismes. On peut aussi se demander si l'État peut prendre une telle distance par rapport à des faits qui se produisent dans des associations avec lesquelles ses liens sont organiques. La Caritas c'est donc, du moins en partie, l'État. En ce qui concerne la subsidiarité, avec le libéralisme ambiant, elle a pris des

aspects de sous-traitance, dont la rationalité sous-jacente est fortement économique.

Luc Frieden qui se présente devant la presse et déclare que « plus un seul euro » ne sera versé à Caritas » (pour l'instant) ; c'est quand même une séquence extraordinaire. Cette phrase, du moins dans cette brutalité-là, il est difficilement imaginable que Jean-Claude Juncker, Jacques Santer ou Pierre Werner l'ait prononcée.

Oui, mais il ne faut pas trop personnaliser les choses. Il faut plutôt regarder l'évolution des structures socio-politiques dont ces personnes sont l'expression. La politique luxembourgeoise s'est dépolitisée dans un certain sens, et la prise de position de Luc Frieden est symptomatique de cette évolution. Aujourd'hui tout le monde utilise les mêmes mots, les mêmes concepts purement libéraux. Jusque dans une organisation comme la Caritas, avec ses CEO, COO, CFO, ses RH et ses audits. Comme si c'était un gage d'efficacité, d'efficacité, de transparence, d'absence de malversations. Or, la Caritas s'est bien donnée un modèle de gestion correspondant à cette vulgate ; cela n'a pas évité la catastrophe actuelle. Alors oui, bien-sûr, il faut des méthodes de gestion efficaces. Mais dans le domaine des organisations de la société civile on est passé, surtout dans les grandes associations, d'une logique de militantisme à une logique

[...]

Paul Zahren, historien et ancien conseiller économique au Statec

[Suite de la page 3]

entrepreneuriale. Ce qui ne permet pas nécessairement de réduire les risques de dysfonctionnement, de malversations ou de décisions erronées. Que l'État demande donc des comptes sur le fonctionnement de l'association est compréhensible et logique. Mais croire que les risques disparaîtront entièrement serait un leurre.

On a l'impression d'assister en direct à la dissolution des vieux réseaux du catholicisme politique. D'ailleurs, n'était-ce pas Luc Frieden qui avait préparé la vente du Wort...

Il y a beaucoup de posture là-dedans. Le CSV se prémunit, en disant : « On ne va pas privilégier une association qui, en principe, est proche de notre obédience politique ». C'est plutôt un écran de fumée pour ne pas être confronté à cette critique. Par ailleurs l'énormité de la somme et la facilité avec laquelle elle a pu être détournée laisse un goût amer aux responsables politiques. Ils peuvent penser qu'il faut agir de façon radicale pour rétablir la confiance dans le fonctionnement du système associatif, mais également la confiance dans l'État qui en est le pourvoyeur de fonds essentiel. Le fait que ni le gouvernement, ni les partis au pouvoir, ni l'évêché, ni le secteur associatif dans son ensemble ne prennent position sur la question du sort des salariés de Caritas est assez incompréhensible dans la mesure où de tels événements ne pourront être évités à l'avenir, tout comme ils n'ont pas pu être évités par le passé.

Serge Kollwelter a réagi sur Facebook, en regrettant que, avec Caritas, « risque de couler l'instance avec un grand 'i', qui marie travail de terrain et réflexion politique ». Aux yeux d'un Luc Frieden, les autres « prestataires de service » auraient le mérite « d'être muets ». Partagez-vous cette analyse ?

On ne peut nier que depuis un quart de siècle au moins, la Caritas a le mérite de dénoncer le scandale de la précarité dans un pays riche. Je ne dirais donc pas que Caritas n'a pas pris de positions politiques. Mais dans le grand public, ils abordent la question de la pauvreté sous l'angle de l'assistance, et moins de la justice sociale proprement dite. Et lorsque les concepts, beaucoup plus complexes, de justice sociale ou d'inégalités sont évoqués, on retourne pratiquement automatiquement à la question de la précarité et de la pauvreté ou de la richesse indécente. Il s'agit d'une approche humaniste et moraliste. Ce qui n'est pas une expression péjorative à mon sens. Mais cette approche évite la discussion sur la structure de classes, les milieux sociaux, la valeur comparative du travail, les rapports de pouvoir économique...

On peut se demander si l'État peut prendre une telle distance par rapport à des faits qui se produisent dans des associations avec lesquelles ses liens sont organiques. La Caritas, c'est, du moins en partie, l'État

La Fondation Caritas, n'est-elle pas *too big to fail* ?

Il me semble que oui. Cela pose évidemment la question de la structure du secteur social. Je vois le risque d'un oligopole de l'assistance sociale : Croix-Rouge, Caritas, Elisabeth, Inter-Actions, Arcus peut-être... Avec le temps il y a eu une concentration dans le secteur, les grandes associations reprenant les petites. Elles peuvent se comprendre comme prestataires de services auxquels l'État s'est habitué à faire appel. Les grands arrivent également à supporter des charges administratives et réglementaires beaucoup plus lourdes. En parallèle, il y a un pullulement de petites associations souvent basées sur le militantisme et le bénévolat et qui aspirent à un financement public. Elles apportent de l'innovation sociale et plus généralement un certain dynamisme au système. L'État est donc confronté à un foisonnement de demandes de la société civile auxquelles il lui est difficile de répondre de façon cohérente, surtout si ses priorités politiques ne sont pas clairement définies.

Suite à l'affaire Caritas, il faudrait donc revoir la structure même du secteur ?

À mes yeux, il faudrait se poser un certain nombre de questions : Est-ce qu'on doit par exemple diviser les grandes structures, selon les domaines thématiques ? Est-ce que l'on s'est demandé dans les cercles gouvernementaux et administratifs quel serait le degré de concentration optimal dans le secteur ? Il faudrait essayer de comprendre le fonctionnement du système et son évolution dans le temps. Prendre un peu de recul...

À propos de recul : Avant de devenir présidente de la Caritas en 2013, Marie-Josée Jacobs (CSV) avait réformé le système du conventionnement (en 1998) et introduit les chèques-service (en 2008) en tant que ministre de la Famille. Dans le privé, on parlerait d'un retour d'ascenseur.

Je ne dirais pas que c'est un retour d'ascenseur. Devenir présidente de la Caritas, cela apporte un certain pouvoir, celui de négocier avec l'État, de jouer un rôle dans ce système hybride. Mais se trouver à un moment du côté des décideurs politiques qui ont mis en place le système actuel pour devoir réagir plus tard en tant que responsable d'association à une malversation qui est attribuée, à tort ou à raison, à ce système, voilà ce qui me semble une situation redoutable.

Il y a énormément d'angoisse dans le secteur. On se pensait couvert par l'État et on se rend compte que cette assurance n'est finalement pas absolue.

Oui, et il est étonnant que l'employeur, même indirect, qu'est l'État, n'ait pas donné de signe clair d'apaisement.

Dans le milieu des ONG et ASBL, on se plaint souvent de la lourde superstructure bureaucratique, d'une avalanche de paperasse et de normes. La question du contrôle étatique se pose depuis longtemps déjà, au moins depuis l'introduction du système de conventionnement, dans les années 1970.

Elle se pose en fait depuis le XIX^e siècle. L'assistance et l'aide sociales au Luxembourg ont toujours fonctionné comme un système socio-politique dans lequel les responsabilités étaient diluées. D'abord ce sont les congrégations qui ont répondu de façon flexible aux demandes de l'État, des communes et même des grandes sociétés industrielles en matière de santé publique ou d'enseignement, par exemple. Le contrôle des pouvoirs publics est pratiquement absent à l'époque. L'État semble agir en fait comme un « philanthrope », sur la base de valeurs morales. Cet arrangement se consolidera avec le temps pour aboutir au système du conventionnement actuel. Le problème, c'est que l'État devrait aussi se contrôler lui-même, pour déterminer quels projets sont financés et pour quelles raisons ; et quels projets ne sont pas financés et pour quelles raisons. Concrètement, il faudrait se poser la question de savoir si certaines activités ne devraient pas être directement assurées par l'État ou les communes. Je pense au domaine de l'assurance-dépendance, mais également aux crèches et maisons-relais. Ça enlèverait une certaine flexibilité – ou ce qui semble correspondre à une certaine flexibilité –, mais il y aurait peut-être plus de transparence. On dira que l'on créerait ainsi un système trop lourd. Mais l'éducation nationale « formelle » est bien la preuve qu'un tel système peut être viable.

On pourrait également dire qu'une communalisation totale des maisons-relais ou des crèches anéantirait la force d'impulsion et d'innovation de certaines institutions conventionnées...

Il faudrait mener en parallèle une politique consciente qui favorise aussi les projets innovateurs. C'est-à-dire donner

La Caritas s'est bien donnée un modèle de gestion qui correspond à la vulgate néolibérale, avec ses CEO, COO, CFO, ses RH et ses audits. Cela n'a pas évité la catastrophe actuelle

ponctuellement la possibilité à des associations de jouer le rôle de laboratoires avec une réglementation adaptée et flexible, pour ensuite reprendre les bonnes expériences dans le système étatique. Je ne dis pas qu'il faille nécessairement tout étatiser ou communaliser, mais je pense qu'il y a quand même une marge pour aller dans cette direction.

La convention collective du secteur social lie les avancées salariales à celle de la fonction publique. C'est une quasi-étatisation du secteur, non ? On l'a vu en 2018, lorsque le gouvernement a mis fin à la grève dans des maisons de soins, en acceptant de régler l'ardoise.

Oui, mais dans le secteur, il y a une grosse différence entre ceux qui sont couverts par cette convention collective et ceux qui ne le sont pas. Alors que les deux font des travaux comparables dans l'intérêt des pauvres, des enfants, des personnes âgées, des réfugiés, des migrants. Par ailleurs, des pans entiers des activités sociales, je pense notamment aux activités de sécurité et de nettoyage dans les structures d'accueil, sont sous-traitées à des sociétés privées. Ce qui donne un patchwork foisonnant de conditions de travail.

Le conseil d'administration de la Caritas reste très fortement marqué par les anciens réseaux CSV. Côté Croix-Rouge, on retrouve toujours la vieille notabilité patronale. Il y a donc une étonnante permanence historique...

Et il est frappant de constater que les socialistes n'aient jamais eu un réel impact dans le domaine de l'action sociale proprement dite, à l'exception d'Objectif Plein Emploi peut-être. Historiquement, on rencontre des conceptions assez similaires de l'aide sociale chez les libéraux et les catholiques. Il s'agit de réparer, tant bien que mal et de façon pragmatique, les conséquences de la « misère » qui résulte du fonctionnement « normal » et jugé efficace de l'économie libérale. La gauche et le parti socialiste avaient, quant à eux, une approche de la société basée sur le fait salarial, c'est-à-dire les rémunérations, la sécurité de l'emploi, les conditions de travail, la santé au travail.

Au XIX^e siècle, des hommes politiques libéraux et (vaguement) anticléricaux ont favorisé l'essor des organisations catholiques. Cela reste quand même une des grandes ironies de l'histoire luxembourgeoise.

Je pense que c'était une nécessité, déjà au niveau de la main-d'œuvre. Comme il n'y avait pas de système d'études professionnelles avancées, il était très difficile de trouver des enseignants ou des infirmiers. Paul Eyschen voulait avancer et il a donc fait appel aux congrégations. Elles étaient les seules à pouvoir fournir la main-d'œuvre bon marché. La position libérale est bien résumée dans une intervention de Eyschen à la Chambre en mars 1914 pendant une discussion sur les écoles dites « ménagères », pour lesquelles il avait fait appel aux congrégations. Il explique sa façon de procéder en disant que l'État est uniquement intervenu « pour montrer le chemin », en ajoutant qu'il est impossible à l'État « de s'occuper de tous les détails dont moi je me suis occupé ».

Une nonne était payée quatre fois moins qu'une infirmière laïque, écrivez-vous dans une de vos études. En lisant cela, on se dit que la très grande majorité du *care work* était assurée par des migrantes rurales forcées dans les congrégations...

Pour les familles, c'était souvent une des seules solutions. Et pour les congrégations, c'était un moyen de se développer. Une demande communale et étatique rencontrait un besoin de la part de la société rurale à l'époque très pauvre et ayant une natalité encore élevée. On peut effectivement y voir une forme d'exploitation. ●

Charité mal ordonnée

IIII Bernard Thomas

Après le détournement massif, Caritas au bord de l’abîme, et sous tutelle de PWC

Spécialiste des réponses aux catastrophes, Caritas n’a pas su comment réagir face la sienne. Dépassé, le conseil d’administration a d’abord laissé le directeur général se cramer en direct sur *Radio 100,7*. Marc Crochet y exhiba sa naïveté comme un badge d’honneur. Sa seule faute aurait été d’avoir fait trop confiance : « Mir si déi Leit, déi vertrauen ». Entre défiance et déni, et manifestement sous le choc, il conclut sur la métaphore du « capitaine qui est le dernier à quitter le navire et à sombrer avec lui. » Une semaine plus tard, Crochet et les deux membres restants du comité de direction sont en arrêt maladie. Dans les faits, Caritas a été placée sous gestion contrôlée. Luc Frieden, qui pris le *lead* du dossier, a demandé un interlocuteur lui inspirant confiance. Le CA de Caritas lui en a trouvé un : Christian Billon vient d’être nommé président d’un « comité de crise » qui aura « le pouvoir et l’agilité » de prendre « les décisions nécessaires ». Il est assisté par PWC dans ses investigations.

Billon est lui-même issu de PWC. Il en avait repris en 2001 les activités « domiciliation » et « ingénierie financière ». En 2014, il a été nommé secrétaire général de l’administration des biens du Grand-Duc, avant de quitter ce poste vingt mois plus tard. Mais Billon a surtout un *track record* dans le domaine associatif. Il préside le Comité national de défense sociale (qui gère la *Fixerstuff*). Jusqu’à l’année dernière, il a également siégé dans le « comité audit et risques », instauré par la Croix-Rouge en 2009 et censé « jouer un rôle décisif et très en amont dans la prévention de la ‘destruction de valeur’ ». Les cinq autres membres du « comité de crise » sont, eux, tous issus du CA de la Fondation Caritas. On retrouve la présidente et ex-ministre CSV, Marie-Josée Jacobs, le lobbyiste des assurances, Marc Hengen, ainsi que deux avocats : l’ancienne candidate CSV aux communales de Hesperange, Nathalie Frisch, et Philippe Sylvestre, spécialiste en « restructuration et procédures d’insolvabilité ».

« Plus un euro à la Caritas », du moins pour l’instant. Le Premier ministre s’est affiché intransigeant la semaine dernière. Une manière de mettre la pression sur la direction de Caritas et d’en accélérer le départ. Crochet avait eu l’imprudence de déclarer sur *Radio 100,7* que le gouvernement avait « promis » de l’aide à Caritas. « Mir kréien dat do alles hin », il en serait convaincu, « d’Regierung huet dat sou an Aussicht gestallt ». Frieden a réussi à rappeler Caritas à l’ordre. Mais en matière de communication de crise, on peut mieux faire. Sa petite phrase a contrarié les derniers représentants de l’aile sociale de son parti. Elle a surtout exacerbé l’angoisse des 500 salariés. Informés via la presse et sans retours de leur hiérarchie, ils restent dans l’incertitude totale. (Ce vendredi, une délégation de l’OGBL devait être reçue au ministère d’État.)

Ses réserves lui permettraient de couvrir les frais courants pour deux mois encore, estime la Caritas. (Les salaires de juillet ont été versés cette semaine.) Laisser la Caritas mourir n’est pas vraiment une option politique ; du moins dans l’immédiat. Sinon, une bonne partie des foyers pour réfugiés et des accueils pour SDF fermeraient demain leurs portes. Or, Caritas commence à manquer de tout, même d’argent pour fournir ses épiceries sociales. (La Croix-Rouge a sauté dans la brèche et payé les factures des fournisseurs). Dans ses interventions, Luc Frieden fait clairement le distinguo entre, d’un côté, la Caritas et, de l’autre, les services qu’elle preste. Une manière d’impliquer que ceux-ci pourraient être assurés sans celle-là. Différents scénarios sont envisageables. À commencer par une reprise des services de la Caritas par d’autres ASBL et fondations. Cette option serait facilitée par la convention collective sectorielle. La « CCT SAS » permet aux salariés du secteur conventionné de changer d’employeur en gardant leur ancienneté et leur grille tarifaire. La Croix-Rouge, pendant libéral de la Caritas, apparaît comme un repreneur potentiel. Son directeur, Michel Simonis, n’a pas voulu paraître gourmand ce mercredi sur *Radio 100,7* : « Ce n’est pas notre ambition d’ajouter simplement encore d’autres activités ». Mais s’il le fallait, la Croix Rouge prendrait « sa responsabilité »

Caritas Jeunes et Familles (710 salariés) fut la première à réagir à la nouvelle du détournement de fonds. L’ASBL gérant des crèches et maisons-relais envoya un court communiqué à la presse, rappé-

lant être une entité juridique « complètement séparée » de Caritas Luxembourg. « La situation actuelle » n’aurait donc « aucune implication » sur ses activités. Conventionnée à cent pour cent, Caritas Jeunes et Familles s’était toujours montrée réfractaire à une union plus étroite avec la Fondation Caritas. En interne, on leur reprochait un manque de solidarité, voire des velléités sécessionnistes. Cette réticence leur permet aujourd’hui de sortir indemne du naufrage. Une restructuration de la Fondation Caritas autour de cette « good bank » pourrait être une option. Le président et la vice-présidente de Caritas Jeunes et Familles siègent d’ailleurs au « comité de crise ». À l’arrivée, on aurait probablement une nouvelle Caritas, affaiblie et dépolitisée. (Les onze projets internationaux pourraient être repris par Caritas Suisse, avec laquelle le Luxembourg a toujours entretenu des liens étroits.)

Entre février et juillet, plus de cent virements (à chaque fois en-dessous du seuil de 500 000 euros) sont partis de la Fondation Caritas vers des comptes en Espagne. Pour les banques impliquées, à savoir la BGL et la BCEE, de sérieuses questions de *due diligence* et de

sion-making », y lit-on. Face à l’énormité de la somme détournée, le secteur est resté stupéfait. Sa « confiance » aurait été abusée par une personne « malade », se plaignait Crochet, tout en précisant qu’une analyse de la gestion financière avait été lancée dès 2023. *Radio 100,7* a révélé ce jeudi que les virements vers l’Espagne auraient commencé « quelques jours » avant que ne soient présentées les conclusions de cet audit externe. Celles-ci se sont révélées très critiques envers la CFO et son « ton très, voire trop, direct » : « Il devrait être possible de faire du *feedback* de façon moins abrasive ». L’audit préconisait également une clarification des procédures. Selon la radio publique, la direction de Caritas aurait en outre été avertie de manière anonyme que des millions d’euros étaient en train d’être détournés vers l’Espagne. Or, le ou la *whistleblower* a tiré l’alarme trop tard, la majeure partie de l’argent et les nouveaux prêts s’étaient déjà évaporés. Selon l’analyse de *100,7*, ce serait « le problème structurel d’une mauvaise vue d’ensemble sur sa situation financière » qui aurait été fatal à Caritas.

Un tel drainage n’aurait pas été possible chez la Croix-Rouge, il en serait « certain », assurait Michel Simonis ce mercredi sur *Radio 100,7*. Il a exprimé sa « colère » que tout un secteur soit « a Verruff geroden ». Le directeur général de la Croix-Rouge a fait un inventaire des « dysfonctionnements » dans le secteur paraétatique depuis les années 1990 : de l’Hôpital Marie-Astrid au Village Benu, en passant par Proactif, OPE, l’Hospice civil de Remich et le Science Center. Cette accumulation aurait dû soulever quelques questions de fond. Pas sur le contrôle étatique, d’ores et déjà « très minutieux », de l’utilisation des subsides (« all Fac-ture vun 23 Euro 50 gött siwe mol ëmgedréint »), mais sur les structures de « gouvernance ».

Sur *Radio 100,7*, Simonis a mis en avant les normes et procédures internes de son organisation : code de bonne conduite, gestion des risques, le tout selon « les standards de Genève ». Or, il se trouve que la Caritas avait été un *early adopter* des nouvelles normes managériales. Il y a quinze ans déjà, ses rapports d’activités évoquaient fièrement les « audits internes et externes réguliers » ainsi que les certifications ISO-9001 « pour les systèmes de management de la qualité ». (Laborieuse à obtenir, la certification ISO a été abandonnée par la suite). Ce fut le *change manager* épiscopal, Erny Gillen, qui avait adopté ce style de gestion, souvent critiqué comme « top-down ». L’abbé Gillen abandonna « le caractère d’une entreprise de type familial avec une structure patriarcale », lit-on dans une monographie publiée en 2007 sur la Caritas.

Dans une question parlementaire, Laurent Mosar (CSV) a mis les pieds dans le plat : « Les ministres sont-ils d’avis que les règles de gestion, de supervision et de contrôle des associations qui reçoivent des deniers publics sont suffisantes ou estiment-ils qu’elles doivent être renforcées ? » Derrière cette question se cache une autre, celle de l’étatisation. La Cour des comptes l’avait implicitement soulevée en 2001 : « Quels sont les avantages en termes de bonne gestion financière qui résultent du transfert de l’exécution d’une mission de service public de l’État vers une autre entité ? » À l’opposé, il y a la tentation d’une privatisation du secteur social.

Il s’agit d’un marché convoité, comme le prouve l’installation de grands groupes français spécialisés dans les garderies d’enfants (People & Baby, Babilou) et les maisons de retraite (Sodexo, Orpéa). La tripartition du secteur (public, ASBL et privé) a tenu jusqu’ici, le gâteau à partager ne cessant de grandir. Aucun parti politique ne plaide ouvertement pour une libéralisation radicale du secteur. Ni d’ailleurs pour son étatisation.

Alors qu’une des principales organisations du catholicisme luxembourgeois est en train de sombrer, l’archevêque Jean-Claude Hollerich reste muet. C’est pourtant lui qui nomme les membres du CA de la Caritas. C’est également lui qui peut les révoquer « à tout moment », lit-on dans les statuts. (Sous le point « dissolution », on apprend que « le patrimoine net restant sera transféré à la Fondation Sainte-Irmine et subsidiairement à l’archevêché de Luxembourg ».) Alors comment interpréter ce silence ? Peut-être le cardinal *papabile* veut-il éviter d’attirer l’attention internationale sur un scandale financier dans son arrière-cour. Surtout avant la visite au Luxembourg de son frère jésuite, le pape François. ●



Le siège (potentiellement hypothéqué) de la Caritas, rue Michel Welter (quartier de la Gare)

compliance se posent. (La CSSF est sur le coup.) Détail piquant : Parmi les administrateurs de Caritas figurait un cadre de la Spuerkeess, Marc Entringer, par ailleurs conseiller communal CSV à Contern. Il vient de démissionner du CA pour conflit d’intérêts. Sur *Radio 100,7*, Crochet se montrait optimiste qu’un arrangement pourrait être trouvé avec les banques quant au remboursement des lignes de crédit (32 millions d’euros), frauduleusement contractées : « D’Banke kéinten och verstoen, datt et méi wichteg ass, datt mir Leit hëllefen ». La phrase sonne économiquement naïve, mais moralement vraie. Les banques affichent des résultats records en 2023 : 401 millions pour la Spuerkeess et 577 millions pour la BGL ; les 32 millions d’euros de Caritas peuvent paraître *peanuts* à côté.

Pour faire un virement, il fallait que deux des quatre membres du comité de direction signent. En pratique, il suffisait donc que la *chief financial officer* (CFO) obtienne la signature d’un des trois autres directeurs. Or, c’est justement la CFO (présumée innocente) qui vient d’être placée sous contrôle judiciaire, après s’être présentée à la Police à son retour de vacances. Son profil LinkedIn est toujours en ligne : « I like playing with numbers & building analytical models for deci-

B L O G



PERSONALIEN

Frank Engel,

Sprecher von Fokus und Ex-Präsident der CSV, wird „in die zweite Reihe“ treten, wie Fokus-Präsident Marc Ruppert am Montag im *RTL Radio* erklärte. Den Sprecherposten gebe Engel auf, neu besetzt werde er nicht. Fokus müsse das Image einer „Frank-Engel-Partei“ ablegen. Diese Einschätzung dürfte sich auf das Abschneiden bei den Europawahlen gründen, wo Fokus nur 1,6 Prozent der Stimmen errang, Engel trotz Vergangenheit als CSV-Europapaabgeordneter nur 8 562 persönliche Stimmen (Foto: sb). ^{PF}

Marc Gerges,

PR-Mitarbeiter der LSAP und bis 2001 *Land*-Redakteur, ist Autor einer Petition, die dafür eintritt, LGBTQ-Themen an den Schulen mehr Raum zu geben. Sie ist eine von vier Petitionen, die gegen jene eingereicht wurden, die solche Themen aus den Lehrplänen für Minderjährige auszuschließen verlangt und bis Mittwochabend mehr als 8 500 Mal unterzeichnet wurde. Der parlamentarische Petitionsausschuss gab am Dienstag Gerges’ Petition den Vorzug, weil sie „die Kriterien am besten erfüllt“, sagte Ausschussvorsitzende Francine Closener (LSAP) *RTL*. Eine Verbindung zu Gerges’ Petition wies die Ko-Präsidentin der LSAP zurück: Er habe sie als Privatmann formuliert. ^{PF}

INSTITUTIONEN

1-2/21

Christophe Schiltz est démissionné du Conseil d’État

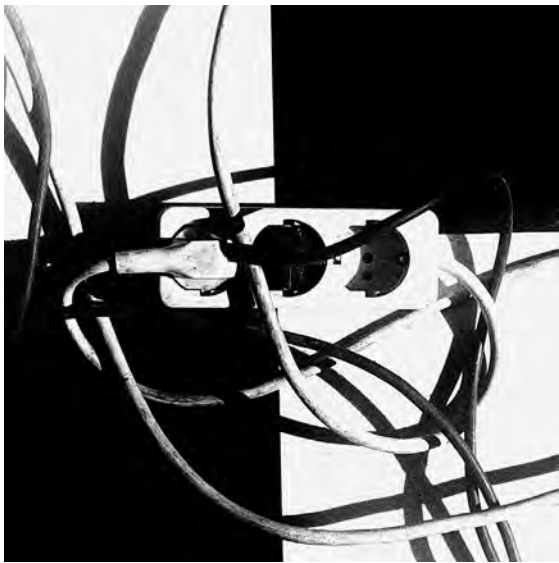
par un arrêté grand-ducal publié lundi. Celui-ci prendra effet le 16 septembre. À cette date, celui qui est encore vice-président de la haute juridiction rejoindra la tête de l’ambassade du Luxembourg à Rome. Interrogé par le *Land* sur son bilan, l’ancien président (2021-2024) et membre du Conseil d’État depuis 2013 dit espérer avoir contribué « au bon fonctionnement du Conseil d’État et, à travers cette institution, à l’amélioration de la qualité de notre cadre législatif et réglementaire ». Son successeur, sur le ticket du LSAP, n’est pas encore connu. L’on sait en revanche depuis lundi aussi, que Thierry Schuman (membre de la direction de BGL et maire CSV de Kopstal) rejoint l’institution que Patrick Santer (avocat chez EHP, CSV) a quittée en mai. ^{PSO}

ENERGIE

Halber Deckel

Eine Indextranche hinauszögern, den Preis für

Strom nicht zu stark steigen lassen, und den Aufwand für die Staatskasse in Grenzen halten. Das ist das politische Kalkül der Regierung hinter der am 5. Juni beschlossenen Verlängerung des Strompreisdeckels auch für nächstes Jahr. Lex Delles, der DP-Wirtschaftsminister, reichte dazu am Montag den Gesetzentwurf im Parlament ein. Von den 60 Prozent Preiserhöhung, die der Wegfall des Deckels für die kleinen Verbraucher mit sich brächte, wie das Stateg Anfang des Jahres schätzte, soll allerdings die Hälfte an sie weitergegeben werden. Die Inflationsrate stiege dadurch um 0,5 Punkte, statt um einen Prozentpunkt, wenn der Deckel ganz entfie, informiert der Motivenbericht zum Gesetzentwurf. Mit dem halben Deckel würde eine neue Indextranche wohl erst im vierten Quartal 2025 fällig, ohne Deckel schon im dritten. Dass für einen typischen Haushalt der Preis pro Kilowattstunde bei rund 28 Cent liegen soll, während er ohne Deckel fast 35 Cent betragen könnte, soll den



Kauf von Elektroautos und Wärmepumpen attraktiv genug halten. Der halbe Deckel soll die Staatskasse 171 Millionen Euro kosten dürfen (Foto: Archiv). ^{PF}

SOZIALES

Noch im grünen Bereich

Die von der CNS verwaltete Pflegekasse verzeichnete im vorigen Jahr bei Einnahmen von 984,7 Millionen und 904,4 Millionen Euro Ausgaben einen Überschuss von 80,3 Millionen. Ihre Gesamt-Reserve stieg auf 481,1 Millionen. Das geht aus dem von der CNS publizierten Jahresabschluss hervor. Dass die Einnahmen aus Beiträgen um neun Prozent wuchsen, hat mit den Indextranchen zu tun. Die Sachleistungsausgaben für Pflege stiegen 2023 um 5,6 Prozent, damit weniger stark als 2022 (8,5%), weil die CNS den Geldwert zur Berechnung der Preise für die Pflegepauschalen herunterverhandelt hatte. Strukturell aber wird die Pflegeversicherung aufwändiger. Angesichts der Alterung der Bevölkerung und mehr chronischer Krankheiten ist das kein Wunder. Es zeigt sich zum Beispiel daran, dass die Ausgaben für die Zuhause-Betreuung vergangenes Jahr um 8,5 Prozent stiegen. ^{PF}

Von der Uni zur Adem

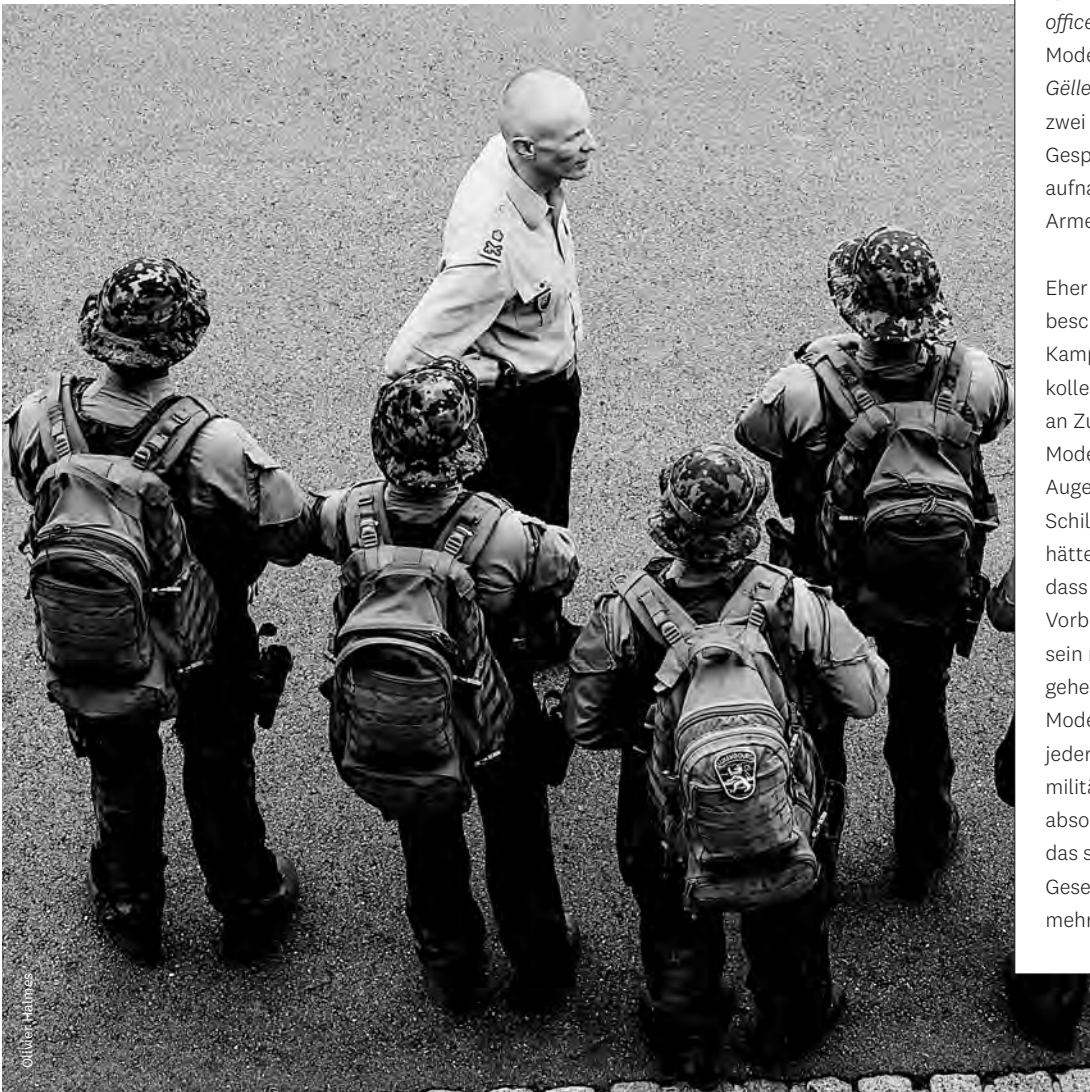
Von den Ende Mai 5 179 bei der Adem registrierten Arbeitsuchenden mit Hochschulabschluss suchen 1 397 schon seit zwölf Monaten einen Job. Das teilte

CSV-Arbeitsminister Georges Mischo auf eine parlamentarische Anfrage der LSAP-Fraktion mit. Die Hälfte hat einen Bachelor-Abschluss, 30 Prozent haben einen Master, 20 Prozent ein BTS. Unter den insgesamt fast 5 200 arbeitslosen Hochschulabsolventen haben die meisten (30%) Wirtschaft studiert, gefolgt von Technikwissenschaften (15%) sowie Sozial- und Erziehungswissenschaften (10%). Unter den 1 689 Arbeitslosen mit Master übertrifft die Zahl der Juristen (180) die aus den Sozial- und Erziehungswissenschaften (119). Mischo listet noch auf, welche Maßnahmen die Adem Arbeitslosen anbietet, um sie für eine Stelle zu qualifizieren, die nicht mit ihrem Studiengang übereinstimmt. Wer hätte gedacht, dass dergleichen für Ökonominnen, Juristen, Ingenieurinnen und Sozialarbeiter in Luxemburg erforderlich wäre. ^{PF}

WIRTSCHAFT

Le vrai influenceur

Neuf millions d’euros de chiffre d’affaires et cinq millions d’euros de bénéfice pour Beta Aquarii, entreprise de conseil d’Etienne Schneider, qui a publié ce jeudi ses résultats pour 2023. La PME compte trois salariés. Le socialiste ne connaît donc pas ces soucis de productivité ressassés par les patrons qui l’adulaient quand il était ministre de l’Économie. Le commerce de son influence (notamment auprès de l’oligarchie russe, comme révélé par *Reporter*) rapporte. ^{PSO}



Abnehmender Pazifismus

Ist ein Tag bei der Armee nicht spannender als *another day in the office*? Die beiden jungen Moderatoren des Video-Podcast *Gëlle Fro* vermuteten das, als sie vor zwei Wochen ein 70 Minuten langes Gespräch mit General Steve Thull aufnahmen, und der Stabschef der Armee widersprach ihnen da nicht.

Eher im Gegenteil: Steve Thull beschrieb, wie „eng Ekip“ Kampfaufträge erfüllt, dadurch eine kollektive Befriedigung erfährt und an Zusammenhalt gewinnt. Die Moderatoren stellten fest, dass die Augen des Generals bei dieser Schilderung „besonders geleuchtet“ hätten. Als er darüber referierte, dass ein militärischer Vorgesetzter Vorbild sein und besonders bereit sein müsse, an seine Grenzen zu gehen, inspirierte das die Moderatoren zu der Überlegung, ob jeder junge Mensch zumindest eine militärische Grundausbildung absolvieren sollte. Sie selber fänden das sinnvoll: Es würde „der Gesellschaft wieder zu ein bisschen mehr Disziplin“ verhelfen.

Für Thull war dieser Punkt natürlich zu politisch und er umschiffte ihn. Doch falls es zutrifft, dass die pazifistische Haltung in der Gesellschaft abnimmt, war der Podcast mit ihm ein Hinweis darauf: Der General traf auf zwei junge Männer, die keine Berührungsgänge mit Krieg als „worst case“ haben. Diese Gelegenheit griff er gerne auf und streute, wer die Grundausbildung im ersten Anlauf nicht packt, sei „willkommen“, es nochmal zu versuchen. Denn der größte Kampf des Stabschefs ist ja der um mehr Rekruten.

Wie üblich in der *Gëlle Fro*, gab Steve Thull (auf dem Foto mit Soldaten auf dem Herrenberg) den Moderatoren eine Frage an den Gesprächspartner im nächsten Podcast mit: Welcher Luxemburger Institution vertrauen die Bürger/innen am meisten? – Es ist tatsächlich die Armee, wie im Mai die letzte Polindex-Umfrage der Universität ergeben hat. Vielleicht noch ein Hinweis auf die abnehmende pazifistische Haltung in der Gesellschaft. ^{PF}

„Politik ass eng ganz, ganz aner Saach“

IIII Stépanie Majerus

Ein Porträt von Francine Closener, neu-alte Ko-Parteipräsidentin der LSAP



Francine Closener in der Parteizentrale in Gasperich

Oliver Halmes

Eigentlich kommt sie aus einer CSV-Familie: „Mein Vater war Mitglied der CSV und seine Freunde ebenfalls.“ Besonders konservativ seien ihre Eltern trotz CSV-Nähe nicht gewesen. Als sie im Gymnasium nicht mehr am Religionsunterricht teilnehmen wollte, haben ihre Eltern diese Entscheidung akzeptiert. Closener stammt weder aus einer Arbeiter- noch aus einer Bildungsbürgerfamilie: Ihre Eltern hatten einen Laden im Bahnhofsviertel von Luxemburg-Stadt; später, als der Gebäudeblock mit dem Laden verkauft wurde, arbeitete ihr Vater für verschiedene Möbelhändler. Mit sozialistischer Politik wurde sie erst an der Freien Universität Brüssel vertraut und durch den Journalismus: Als Reporterin war sie häufiger mit dem LSAP-Abgeordneten Mars Di Bartolomeo in Kontakt, der ihr Informationen für ihre Reportagen lieferte. Auch den Fraktionssekretär Etienne Schneider traf sie als Journalistin – er ist ein Freund aus ihrer Brüsseler Studienzeit. Als die CSV während der Srel-Affäre die LSAP als Strohmann opfern wollte und gesellschaftspolitische Reformen unter der CSV auf sich warten ließen, wollte sie die Seiten wechseln – und den Journalismus für die Politik eintauschen.

Letzte Woche wurde sie mit 73,5 Prozent neben Dan Biancalana zur Ko-Präsidentin wiedergewählt. Für eine Abstimmung ohne Gegenkandidatur ist so ein Ergebnis eher mau. Im Vorfeld hatten *Wort* und *Tageblatt* geschrieben, sie habe ihr Mandat auf internen Druck der Partei verlängern wollen, damit sich das Duo Paulette Lenert und Georges Engel nicht zur Wahl stellt. Diese Gerüchte will sie gegenüber dem Land aus dem Weg räumen. Sie hätte im Winter einen „Durchhänger“ gehabt und hatte zunächst gegenüber dem *Wort* geäußert, ihr Mandat als Ko-Parteipräsidentin ablegen zu wollen. Nachdem die Partei bei den Europawahlen an Zuspruch gewann, schöpfte sie wieder Kraft – „jetzt sind wir wieder wer“, zitierte sie das *Tageblatt*. „Außerdem stehen noch parteiinterne Reformen

Für Closener war es nicht möglich, unter Guy Kayser zu arbeiten, „wëll mir waren a ville Saachen net der selwechter Meenung“

an“, sie sei nicht jemand, der sich auf halbem Weg aus der Verantwortung stiehlt, erläutert sie am Dienstag in der Parteizentrale in Gasperich. Wer ihr zuhört, erlebt eine Frau, die weder besonders streng noch besonders freundlich wirkt.

Als Parteipräsidentin habe sie eine zeitgemäße Kommunikation eingeführt: Im März 2023 wurde ein Kongress mit einem klar getakteten Zeitplan und großer Kinoleinwand abgehalten. Sonst verliere man die Jugend; diese wolle nicht ihren ganzen Samstag mit Diskussionen über Grundsatzfragen verplempern. Eine Entscheidung, die polarisiert – beim Diskutieren, beim Umtrunk, in der Kaffeepause, beim Mittagessen entstehe der Geist einer Partei, nicht im Kinosessel – kritisierten Sozialisten der alten Schule. Sie sollte transparenter mit Mandatsfragen umgehen und weniger *top down* vorgehen, lautet eine andere Kritik an ihrem Vorsitz. Das *Wort* schrieb über den LSAP-Kongress Mitte Juli: „Die in früheren Zeiten äußerst lebhaft debattierten Kultur vermisste man, kritische Wortmeldungen sowie.“ Gelobt wird Francine Closener hingegen für die

Umstrukturierung des Generalsekretariats. Sie sei über die Partei hinaus gut vernetzt, unterstütze junge Politikerinnen, informiere gezielter über politische Haltungen und habe sich mit kompetenten Personen umgeben. Frühere Regierungskollegen meinen, sie sei „fleißig“. Sie selbst sagt, Freunde würden sie als „zäh“ beschreiben.

Dass Francine Closener heute an der Spitze der Partei steht, war kein Selbstläufer. Ihre politische Karriere war holprig. Etienne Schneider fragte seine Vertrauensperson und Kneipenkumpanin aus seiner Brüsseler Zeit 2013, ob sie daran interessiert sei, in die Regierung einzutreten. Hierfür musste Cécile Hemmen ausgeklammert werden, die gegenüber Closener einen Vorsprung von 611 Stimmen hatte. Doch kaum war sie als Staatssekretärin im Amt, stolperte die politische Quereinsteigerin über die „Dienstwagen-Affäre“. Die Sozialistin fuhr an Weihnachten mit ihrem Dienstwagen in den Urlaub – ob das „normal“ sei, fragte der ADR-Abgeordnete Gast Gibéryen. Die Presse hatte eine erste Beute, um den vermeintlichen Dilettantismus der Dreierkoalition – ein Zusammenschluss mit wenig Regierungserfahrung – vorzuführen. Francine Closener wollte sich auf RTL-Radio rechtfertigen, aber sie kam bei den Hörern überheblich rüber. Otto Normalverbraucher ohne mit Steuergeldern finanzierte Luxuskarossen zürnten. „Danach überlegte ich, das Amt abzugeben.“ Xavier Bettel und Etienne Schneider rieten ihr, sich auf ihre Arbeit zu konzentrieren und abzuwarten, bis der Shitstorm sich legt. Beim Neujahrsumtrunk 2014 stand Schneider am Podium und gab ihr öffentlich Rückendeckung, um ihren parteiinternen Tod zu verhindern: „Ich bin sehr froh, dich zu haben, Francine.“ Später mied Closener die politische Frontstellung, ihre Wahlumfragewerte waren und blieben schlecht. Sie brachte ohne besondere öffentliche Aufmerksamkeit ihre Dossiers

[...]



Die Parteipräsidentin
am Kongress Mitte Juli
mit Dan Biancalana
und Tom Jungen

[Fortsetzung von Seite 7]

voran; gelegentlich erledigte sie die Dreckarbeit, der sich Etienne Schneider entledigen wollte.

Das kostete sie 2018 die Wiederwahl. Zunächst arbeitete sie als hohe Beamtin am Nation-Branding-Projekt im Außenministerium; unter ihrer Leitung wurden das Logo und der Slogan *Let's Make It Happen* konzipiert. Als ihr Parteikollege Marc Angel ins Europäische Parlament gewählt wurde, rückte sie in die Kammer nach. „Nodeems ech mer dat puer mol iwwerluecht hat ... eigentlech zimmlech laang iwwerluecht hat. Politik ass schonn ee ganz spezielle Milieu.“ Und sie habe einige negative Erfahrungen in der Politik gemacht. Aber nachdem sie erfuhr, dass sie an bildungspolitischen Dossiers mitwirken kann, stieg sie wieder ins Geschäft ein. Sie bedauert die Bildungsungleichheiten, die durch die Klassenherkunft und den unkonstruktiven Umgang mit Sprachenvielfalt geprägt werden. „Ich hatte mir viel von den staatlich-europäischen Schulen erhofft. Heute bin ich skeptischer. Jede dieser Schulen bekommt ihr Gesetzesprojekt, wo bleibt ein verbindliches nationales Konzept?“ Auch böten die europäischen Schulen keine Berufsausbildung an, und sie sehe nicht, was den Klebstoff zwischen allen Schülern bildet – wird das Luxemburgische als Sprache zur sozialen Kohäsion ausreichend gefördert? Diese Fragen will sie im Oktober in der Chamber diskutieren. Wird die LSAP-Parteipräsidentin dabei auch eigene Akzente und bildungspolitische Ideen in die Debatte einbringen, statt nur Kritik zu üben? Das muss sich noch zeigen.

Francine Closener beschreibt sich als ein spracheninteressiertes „Nesthäkchen“ von drei Geschwistern gewesen. Ihr Abitur hat sie in der Sprachensektion A abgelegt; Goethes *Faust* fand sie „fantastisch“, auch weil ihr Deutschlehrer am Michel Rodange einem den Stoff nahebringen konnte: „Här Rinnen“ zeigte, dass Goethes Werk in alle Fragen hineinbohrt, die ein Menschenleben betreffen können. Für ihren Sommerurlaub wird sie allerdings den Unterhaltungsroman *Eine Frage der Chemie* von Bonnie Garmus einpacken. Die Spracheninteressierte zog es nach dem Studium in den Journalismus. „Et war eng aaner Zäit“, erinnert sich Closener an ihre Berufsjahre bei RTL. Es war eine Männerdomäne – sie arbeitete unter Roby Rauchs, Tom Grass und Marc Linster als Radio-Journalistin. Nachdem Marc Linster schwer erkrankte, übernahm sie seinen Chef-Posten. Doch als sie schwanger wurde, wollte RTL-Direktor Alain Berwick nicht, dass sie ihre Position als Chefin im Elternurlaub behalte –

und für Closener war es wiederum nicht möglich, unter Guy Kayser – dem neuen Chef – zu arbeiten, „wëll mir waren a ville Saache net der selwechter Meenung“. Deshalb sei sie in den audiovisuellen Bereich gewechselt. Insbesondere was Frauenquoten betrifft, gab es Meinungsverschiedenheiten mit Guy Kayser. „Ich war auch zunächst gegen Quoten, das war damals eine andere Generation.“ Aber dann habe sie sich intensiver mit dem Thema befasst und ihre Meinung geändert. Beim Fernsehen habe sie dann festgestellt: Eigentlich bereitet Radio mehr Freude. „Man kann autonomer und schneller arbeiten.“

Überhaupt war ihre Zeit vor ihrem politischen Mandat vom Journalismus geprägt. Ihr Mann Jay Schiltz war ebenfalls Journalist. Zunächst war er bei RTL-Radio und *Télee* angestellt, wurde 2002 Direktor des *Radio 100,7* bis Francine Closener 2013 in die Regierung berufen wurde. Sie zieht gerne Vergleiche zwischen Politik und Journalismus: Wer in diesen Feldern tätig ist, bleibt trotzdem an der Aktualität dran, „fir de Suivi ze maachen“ – auch in seiner freien Zeit. Über ihren Wechsel 2013 sagt sie, man möge denken, wer politischer Journalist ist, hat es leicht, in politische Dynamiken einzusteigen. „Awer Politik ass eng ganz, ganz aner Saach.“ Das aus dem Journalismus kommende Paar erlebte 2020 „eng schweier Zäit“. Ihr Mann erkrankte an Magen- und Bauchfellkrebs; von der Diagnose bis zu seinem Tod vergingen nur vier Monate. Sie verbrachte viele Stunden mit ihren Kindern (damals zehn und 15 Jahre alt) und ihrem Mann im Spital. Eine Zeit, die in die erste Phase der Pandemie fiel, in der man ohnehin bereits isoliert war. „Die Parteikollegen übernahmen meine politische Arbeit, dafür bin ich ihnen dankbar“, sagt Closener. Etwas nüchtern fügt sie an, wer Kinder hat, müsse zwangsläufig „funktionieren“ und Arbeit allgemein habe ihr geholfen, sich abzulenken. Ist sie unterkühlt? Womöglich will sie vor allem ihr Privatleben nicht in der Öffentlichkeit ausbreiten. Froh sei sie über den schwarzen Labradoodle, Meilo, der seit 2018 mit der Familie in Capellen lebt. „Er unterstützt uns emotional. Und so seltsam das jetzt klingen mag, über den Hund lernt man neue Leute kennen, also vor allem hundebegeisterte.“ Zum Abschalten gehe sie mit dem Hund spazieren – „so oft wie möglich“. Ins Kino oder ins Theater komme sie nur selten, abends stehen häufig Konferenzen und Einweihungen an.

In manchen Punkten ist sie von der aktuellen Regierung, und insbesondere der CSV, enttäuscht. „Eisen CEO“ Frieden irritiere sie: „Glaubt er wirklich, Klimawandelprobleme

Staatsminister Frieden beschränke die Digitalisierungsfrage auf den Ablauf von administrativen Prozeduren, „aber das hat nichts mit dem Wandel von Arbeitsplätzen durch Digitalisierung zu tun“, moniert Closener

würden sich auflösen, weil diese ihn nerven?“ Da wolle die LSAP gegensteuern. Die CSV verstehe nicht, dass das Problem disruptiv für unsere Gesellschaft sei, „so wie auch die Digitalisierung“. Staatsminister Frieden beschränke die Digitalisierungsfrage auf den Ablauf von administrativen Prozeduren, „aber das hat nichts mit dem Wandel von Arbeitsplätzen durch Digitalisierung zu tun“, moniert Closener. Man assoziiert Francine Closener darüber hinaus mit ihren Überlegungen über einen möglichen öffentlich-rechtlichen Fernsehsender und rezent mit ihrer Kritik an CSV-Medienministerin Elisabeth Margue, die der Alia eine einzige Kandidatur für den Direktorenposten „pour avis“ vorlegte, statt den Alia-Verwaltungsrat mit in die Rekrutierungsprozedur einzubeziehen. „Ass den CSV-Staat erëm do?“, provozierte sie daraufhin im *Radio 100,7*. Sie ist nun weit entfernt von ihrem CSV-nahen Elternhaus. Aber weil sie nicht über mühsame Gremienarbeit in die Partei hineinwuchs, sehen manche sie trotzdem weiterhin als Quereinsteigerin, die die sozialistischen Werte nur mangelhaft verkörpere. Sie ihrerseits „hofft, dass die Bürger vor den nächsten Nationalwahlen sehen, dass die LSAP eine bessere Alternative zur aktuellen rechts-liberalen Regierung darstellt“. ●

Was bisher geschah

IIII Sarah Pepin

In Esch/Alzette mühte sich die Opposition diese Woche weiter ab, Klarheit im Dossier Fresch zu bekommen. DP-Kulturschöffe Pim Knaff, der wegen schwerer Steuerhinterziehung verklagt wurde und dennoch weiter seine Ämter innehat, da es sich dabei „um reine Privatsache“ gehandelt habe, ist Präsident der Fresch Asbl. Der Verein finanziert das Bâtiment 4, das Mega-Event Francofolies, die Nuit de la Culture und die neu gegründete Plattform Elektron. Derzeit gibt es noch zwei weitere eigenständige Asbl, die Nuit de la Culture und die Francofolies – allerdings seien die im Prozess einer Fusion, heißt es von Fresch. Die Asbl verfügt über mehrere Millionen Euro, um ihre Kulturprojekte zu finanzieren; Geld, das sich aus Gemeindefinanzierung, Sponsoring und Ticketeinnahmen zusammensetzt. 4,5 Millionen Euro gab es für dieses Jahr von der Gemeinde.

Seit Monaten fordern die LSAP und Déi Lénk Einsicht in die Konten von Fresch. Die Schulferien haben mittlerweile begonnen, Politiker ziehen sich an die Côte d’Azur zurück und schalten ab. Oder versuchen es. Reporter publizierte diese Woche Informationen zur Finanzierung von Fresch, die Pim Knaff der Opposition bisher vorenthalten hatte. Die Rede geht von abenteuerlicher und intransparenter Finanzführung. Mehr als drei Millionen Euro sollen 2023 allein für Gehälter, Prämien und Sonntagsarbeit ausgezahlt worden sein; 30 000 Euro für eine Webseite; 1 500 Euro für eine Pizza-Rechnung. 8,2 Millionen Euro sind als Budget für 2024 geplant. Dieses Jahr soll mit diesem Haufen Geld auch die Architekturbiennale finanziert werden; vor allem soll Profit aus

den Francofolies hineingepumpt werden, denen für 2024 ein Gewinn von 2,4 Millionen Euro in Aussicht gestellt wird (im Vergleich zu 99 000 Euro Nettogewinn in 2022).

Die Escher LSAP-Sektion reagiert am darauffolgenden Tag mit einer Mischung aus Dankbarkeit für Pressefreiheit und Missmut, dass Informationen über Freschs Konten an die Medien kommen, bevor sie den Gemeinderäten offiziell präsentiert werden. Ebenfalls am Dienstagmorgen definiert CSV-Bürgermeister Christian Weis seine Rolle bei RTL als „Vermittler“. Er sei weder Mitglied der Asbl noch Kulturschöffe, noch sei er im Verwaltungsrat von Fresch. Der „Informationsfluss“ sei nach den Gemeindewahlen verloren gegangen. Seitdem sind nämlich nicht mehr alle Mitglieder des Verwaltungsrats von Fresch auch im Gemeinderat vertreten. Weiter erklärte er, die Gemeinderäte hätten Zugriff auf Freschs komplette Finanzführung aus den Jahren 2021 und 2022 – eine Aussage, die LSAP-Gemeinderat Steve Faltz am nachfolgenden Morgen förmlich dementierte. Es sei ein „Missverständnis“ gewesen, erklärte Weis im Nachhinein. Mittlerweile liegen den Gemeinderäten hunderte Seiten Finanzführung der drei Vereine aus den Jahren 2021-2023 vor. „Wir werden sehr genau hinschauen, wofür das Geld ausgegeben wurde, und Rechnungen beantragen, wenn Dinge unlauter erscheinen“, sagt Steve Faltz im Gespräch mit dem Land. Man wolle sichergehen, dass die 4,5 Millionen Euro für die Escher Bürger ausgegeben worden sind.

Am Mittwoch schaltete sich Fresch hinzu und erklärte, diverse Informati-

onen aus dem Artikel von Reporter seien bewusst irreführend. Die Pizzarechnung etwa wird in der Mitteilung von Fresch aufgeschlüsselt und relativiert: Für 310 Gäste habe es bei einer Vernissage in der Kongschthal Pizza gegeben. Das Budget über 8,2 Millionen Euro hänge damit zusammen, dass die Budgets von der Nuit de la Culture Asbl und dem Francofolies-Verein zusammengelegt würden. Außerdem sei das geplante Budget für die Francofolies angesichts des Erfolgs des Festivals und der Ticketverkäufe realistisch. Die Frage, weshalb diese Informationen nicht an den Journalisten weitergeleitet wurden, obwohl dieser einen Fragenkatalog an Pim Knaff verschickt hatte, wurde nicht beantwortet.

Zur Rentrée werden die Daten aus der Finanzführung ausgewertet sein und weitere aufklärende Sitzungen stattfinden können. Im Verwaltungsrat von Fresch ist man sich einig, dass sich an der – Achtung, zeitgenössisches Lieblingswort – Governance der Asbl etwas ändern muss. Der Druck ist ja auch zu groß geworden, dass man zu einer anderen Schlussfolgerung kommen könnte. Dass er nicht so ganz genau hinschaut, diesen Vorwurf muss sich der Verwaltungsrat gefallen lassen. Nicht wenige Mitglieder des CA sind von der Escher Gemeindefinanzierung abhängig, etwa Verantwortliche der Kulturfabrik, des Escher Theaters und des Ferroforums. Gemeinderat Marc Baum (Déi Lénk), der bei Independent Little Lies aktiv ist, hat sich vergangenen Monat aus dem Verwaltungsrat zurückgezogen. Sandra Laborier, Managerin des Rainbow Center und ebenfalls bei déi Lénk aktiv, hat seinen Platz übernommen. ●

ZUFALLSGESPRÄCH
MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Feldblumen

Sommer ’24 ist der Sommer der Freibeuter: Der Freiberufler und ehemalige DP-Abgeordnete Pim Knaff wird wegen schwerer Steuerhinterziehung verurteilt. Der Unternehmer und ehemalige Generalkonsul Nicholas Didier verrechnet dem Science Center beliebige Millionen. Der Unternehmer und Abgeordnete Sven Clement macht Geschäfte im Namen der Piratenpartei. Eine leitende Angestellte der Caritas unterschlägt 61 Millionen Euro.

„Wer Schätze häufte, die die Diebe stehlen können, der brach zuerst das Gesetz, indem er seinem Nächsten nahm, was ihm nöthig ist.“ Meinte Richard Wagner. Und fragte sich: „Wer ist nun der Dieb: der dem Nächsten nahm das, dessen er bedurfte, oder der dem Reichen nahm das, dess er nicht bedurfte?“ (Jesus von Nazareth, S. 35).

Des Komponisten Skrupel plagen die heutigen Freibeuter nicht. Sie nehmen dem Nächsten nicht das, dessen er bedurfte. Sie bereichern sich auf Kosten des Fernsten: des Staats. Steuerhinterziehung ist der Kampf des privaten Egoismus gegen einen Steuerstaat, der verhalten umverteilt. Science Center und Piratenpartei sind Tarngesellschaften privater Firmen. Caritas ist der Name privatisierter Sozialdienste mit staatlicher Finanzierung.

Die liberalen Unternehmer halten es mit Ronald Reagan. Der kündigte den Neoliberalismus an: „Government is not the solution to our problem; government is the problem“ (20.1.1981). Sie verachten den Staat. Weil sie von ihm profitieren können. Vom Dorffriseur bis zu Arcelor-Mittal fragen alle: Wer ist der Schlauste im ganzen Land? Der die meiste Staatsknete absahnt. Ob als Contrats de réinsertion-emploi oder als CO₂-Zertifikate. Der die meisten Steuern vermeidet.

Der liberale Staat gibt ihnen Recht. Er bietet Unternehmern eine Gewinnbeteiligung an. „Public-private partnership“ genannt. Er verfolgt Bettlerinnen, Obdachlose und fördert den „esprit d’entreprise“. Schulklassen sollen mit „mini-entreprises“ die Aneignung fremden Mehrwerts üben. Nicholas Didier ist ein fleißiger Schüler. Er stellte dem Staat 600 Prozent Mehrwert eines Angestellten in Rechnung.

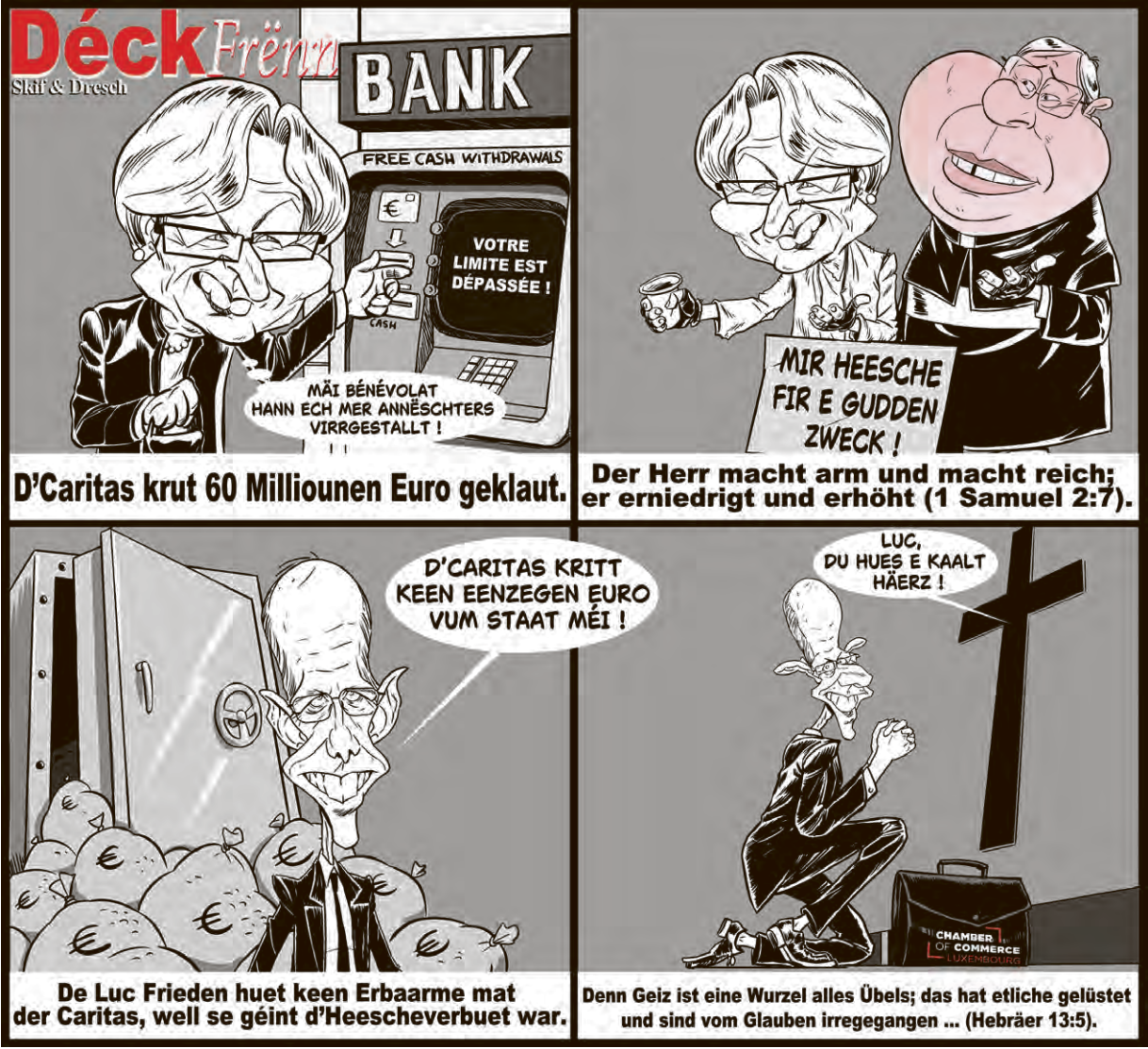
Der Staat ist anonym. Staatsgelder sind wie die Blumen auf dem Feld. Sie scheinen niemandem zu gehören. Oder allen: also auch den Freibeutern. Die nur raffen wollen, was ihnen ein wenig gehört.

Die Leitartikler kommen über den Sommer. Die Leserinnen gähnen. Sie zeigen sich wenig überrascht. Geld des Staats zu unterschlagen, zu hinterziehen, zu veruntreuen, muss verwerflich sein. Aber nicht über die Maßen. An einem Finanzplatz soll es genug davon geben.

Wird der Staat als Selbstbedienungsladen angesehen, ist die Hemmschwelle der Ladendiebe niedrig. Haben die Freibeuter umso willfährigere Komplizen. Geschäfte mit dem Staat sind notgedrungen mit der Politik verquickt. Man kennt sich.

Der Generalstaatsanwalt, der Innenminister, spielen die schwere Steuerhinterziehung zum Kavaliersdelikt herunter. Die CSV, die Grünen erklären sie zur Privatangelegenheit. Das staatliche Office national de l’accueil erteilt der Piratenpartei Geschäftsaufträge. Der Verwaltungsrat des Science Center stellt sich blind und taub. Der Erziehungsminister wirft schlechtem Geld gutes hinterher. Der Verwaltungsrat der Caritas missachtet seine Kontrollpflicht. Verlässt sich auf seine Präsidentin und den CSV-Staat.

In dieser moralischen Schwerelosigkeit übernimmt keiner Verantwortung. Niemand tritt zurück. Niemand wird zum Rücktritt gezwungen. Keiner der Freibeuter, keiner der Komplizen. Stadtschöffe Pim Knaff gibt weiter den ehrbaren Politiker. Die Piraten stellen sich dumm. Schieben sich gegenseitig die Schuld zu. Statt seiner Führung soll das Science Center seine Satzung ändern. Die Caritas-Führung tut sich unbefristet selbst leid. ● ROMAIN HILGERT





AFP / Thibaud Mortz

Gerard Lopez, président des Girondins de Bordeaux, au Haillan, centre d'entraînement du club, le 7 juillet 2022

Non grata

III | Pierre Sorlut

À Bordeaux, le divorce se consomme entre le président du club des Girondins, Gerard Lopez, et les supporters

« Gerard Lopez doit disparaître de notre cher Sud-Ouest. » L'ancienne gloire française des Girondins de Bordeaux (puis du Bayern München), Bixente Lizarazu, s'est emporté en fin de semaine dernière de manière inhabituelle. Sur Instagram, le champion du monde en 1998 a accusé l'entrepreneur luxembourgeois d'avoir géré de manière « désastreuse » l'équipe de foot de Bordeaux depuis qu'il en a pris la présidence en 2021. Le club fondé en 1881 évoluait alors en première division. Ce jeudi, les instances fédérales l'envoient en troisième division, en national 1. Et surtout, face à un mur de dettes et de déficit, les Girondins de Bordeaux ont été contraints de déposer le bilan et, du même coup, d'abandonner leur statut professionnel... qu'ils avaient acquis en 1937. « Des gamins jetés à la rue fin juillet sans perspective. Impardonnable », s'est offusqué le banquier d'affaires et observateur des Girondins, David Gluzman sur X (ex-Twitter), en référence aux pensionnaires du centre de formation qui, du jour au lendemain, se confrontent au risque que leur rêve de devenir joueur de foot professionnel ne s'effondre.

Ce mardi, le club a évité le pire : la liquidation. Le tribunal de commerce de Bordeaux a accepté le redressement judiciaire. Le club gagne un sursis avec un gel des dettes et la possibilité de repartir en national 1. Cette décision devait être confirmée jeudi par la direction nationale de contrôle de gestion des clubs (DNCG). De quoi (légèrement) rassurer les supporters. L'émoi est grand dans la ville et la région. La presse feuillette. Mercredi, le quotidien régional *Sud Ouest* rapporte que Gerard Lopez ne s'est pas présenté place de la Bourse (où se trouve le tribunal de commerce), car le Luxembourgeois a reçu des menaces de mort. 300 supporters se sont donné rendez-vous pour manifester leur mécontentement et « dégager Gerard Lopez ». La semaine dernière, le groupe Ultramarines 1987, jusque-là favorable au Luxembourgeois (grâce à une habile communication de ce dernier), avait retourné sa veste : « Il enterre le club vivant. Le futur doit s'écrire sans lui », a tweeté le principal groupe de supporters. Symbolique posthume : *L'Équipe* raconte qu'ils ont déposé devant le tribunal de commerce des écharpes aux couleurs des clubs de foot qui appartiennent ou ont appartenu à Gerard Lopez : Mouscron, Boavista, Bordeaux et Lille.

Gerard Lopez dirigeait auparavant le club du Nord de la France. Sous sa présidence, l'équipe du LOSC avait connu une saison très délicate au début puis avait progressé. L'homme d'affaires avait quitté le club en décembre 2020, en pleine saison, mais le LOSC avait fini champion. Bien pour la dimension sportive. Mais la gestion a été vivement critiquée. En juin, devant une commission du Sénat français dédiée à la financiarisation du football, le nouvel actionnaire du club de Lille avait vertement critiqué l'action de son prédécesseur luxembourgeois (sans le citer nommément). « Le club aurait pu et peut-être dû mourir en décembre 2020, car il était en situation de banqueroute, pour un certain nombre de raisons, celles qu'on peut citer étant une mauvaise gestion financière, de mauvaises décisions économiques et un certain nombre d'autres choses, comme le Covid-19 ou le retrait de Mediapro » (un manque à gagner en droits télé), avait commenté Maarten Petermann, patron du fonds Merlyn Partners.

Un semestre plus tard, Gerard Lopez a réapparu dans le Sud-Ouest de la France, cette fois non plus comme un fossoyeur, mais comme un sauveur. En juillet 2021, il a signé « un deal inédit », comme David Gluzman l'explique au *Land*. Une procédure était déjà ouverte devant le tribunal de commerce bordelais. Les propriétaires des Girondins de Bordeaux, le fonds d'investissement King Street, avait perdu 150 millions d'euros en trois ans, et ne souhaitait pas remettre au pot pour financer la prochaine saison d'un club

devenu structurellement déficitaire depuis le départ de l'actionnaire M6 (chaîne française détenue par RTL Group), en 2018. Gerard Lopez a réalisé « un coup de maître », commente Gluzman, en achetant les Girondins de Bordeaux pour vingt millions d'euros tout en sécurisant un emprunt auprès des deux fonds américains, King Street et Fortress. Un club de ligue 1 de bonne réputation vaut entre 100 et 150 millions d'euros, selon le spécialiste. « Vous n'aurez rien sans moi. Avec moi, vous pourrez éventuellement regagner une partie de votre argent », ventriloque Gluzman à la place de Lopez. Comme à Lille, l'homme d'affaires espère rembourser ses emprunts en générant des plus-values sur les transferts de joueurs, notamment grâce à une équipe de scouts, des guetteurs de joueurs prometteurs. Puis en fin de parcours, revendre l'actif en générant un bénéfice.

Mais patatras. L'équipe a réalisé une saison 2021-2022 catastrophique et a été reléguée en deuxième division. Les conséquences financières sont lourdes le cas échéant : chute prévisible des revenus de sponsoring, de billetterie, de valeur marchande des joueurs et de droits TV. Pour franchir l'obstacle de la DNCG, qui ne laisse concourir que des clubs à même d'honorer leurs coûts de fonctionnement, Gerard Lopez a contraint ses créanciers américains de tirer un trait sur une bonne partie de la dette. Deuxième tour de force. « C'est brillant ce qu'il a réussi », juge Gluzman, mais au lieu d'assainir la structure de coûts, notamment la masse salariale, Gerard Lopez « est resté dans la démesure ». Elle est taillée pour l'élite du football français. Les salaires représentaient 130 pour cent du chiffre d'affaires, selon les données 2022-2023 de la DNCG. Cette année-là, le club a raté la marche de la première division à l'avant-dernière journée. L'actionnaire a dû repartir pour une année de pain noir. Pour cela, il a fallu à Gerard Lopez apporter quarante millions d'euros. Ce qu'il a accompli par un prêt d'actionnaire. Mais, cette année, le club a encore une fois échoué à l'accession au seul championnat permettant aux Girondins de financer leur train de vie. Ils affrontent aujourd'hui un mur de 90 millions d'euros de dette et 42 de déficit, « un montant trop important pour les moyens du club et de son actionnaire », a commenté Laurent Cotret, l'avocat des Girondins, mardi. Contacté par téléphone ce jeudi, un communicant lié à Gerard Lopez parle, lui, de trente

« Il enterre le club vivant. Le futur doit s'écrire sans lui. »

Ultramarines 1987

millions d'euros d'endettement (en sont exclus les vingt millions de loyers impayés du stade et le prêt actionnaire de l'année dernière).

Cette semaine, l'entrepreneur luxembourgeois aurait apporté quatre millions d'euros de garantie nécessaires au sursis du club en national. Mais l'avenir du Luxembourgeois à Bordeaux s'écrit en pointillés. S'il était initialement catégorique sur sa présence au chevet du malade girondin, l'arrivée d'un nouvel investisseur se profile. L'on reparle du groupe américain Fenway Sports en négociation pendant quelques temps avant de faire volte-face au dernier moment, la semaine passée. Les potentiels investisseurs ont été refroidis par l'impossibilité pour la Métropole de Bordeaux de tirer un trait immédiatement sur les arriérés de paiement du stade construit pour les Girondins voilà une dizaine d'années (même pas). Depuis quelques jours, des entrepreneurs locaux pointent le bout de leur nez. Ce qui surprendrait Lopez, lui qui a toujours dit que le capital était ouvert à toute personne intéressée, souffle son entourage.

Pour les Bordelais, le Luxembourgeois est responsable de la descente aux enfers de leur club. Ironie du sort, un autre Luxembourgeois, Camille Libar, avait permis aux Girondins de remporter son premier titre en première division. C'était en 1950. Contacté par le *Land*, l'économiste du sport, Mickael Terrien, relativise la responsabilité de Gerard Lopez. « Peu de monde arrive à rendre l'exploitation d'un club profitable. Souvent, l'actionnaire attend un retour d'investissement par ailleurs, par exemple s'il opère dans un secteur proche des décideurs politiques », comme l'ancien président du club de football de Montpellier, Louis Nicollin, propriétaire de la société responsable de la collecte des déchets dans la préfecture héraultaise. Selon le dernier rapport annuel de la DNCG, le résultat net des clubs de Ligue 1 est négatif (- 273 millions d'euros) pour la septième saison consécutive. Seuls huit des 18 clubs de Ligue 2 dégagent des bénéfices (contre douze la saison précédente), de maigres bénéfices. Car ils ne sont supérieurs à un million d'euros que pour un seul club.

Selon notre expert de l'économie du sport (et supporter des Girondins), Gerard Lopez a vu les clubs comme un portefeuille de joueurs, notamment après l'interdiction du *third party ownership* consistant à titriser les joueurs (des fonds détenant une part de leur valeur marchande), secteur dans lequel il avait des ambitions. Mais Mickael Terrien rajoute qu'avec qu'une telle masse salariale et devant un loyer de stade si élevé, « c'était inéluctable » pour les Girondins. Les multiples recours déposés et obtenus ces dernières années devant les différentes instances de la fédération et du sport n'ont que retardé l'échéance. Les clubs sont considérés « too big to fail par leur poids sociétal » et sont politisés, explique Terrien. « Les partenaires économiques, institutionnels, associatifs et sportifs locaux, et moi-même, espérons que notre club historique sera sauvé et reviendra dans l'élite du football français », avait par exemple déclaré le maire de Bordeaux, Pierre Hurmic (écologiste) en 2022. Il avait alors soutenu Gerard Lopez dans son appel contre la décision de rétrogradation administrative des Girondins en national 1. « Les choix de gestion hasardeux ont amené en trois saisons notre club qui évoluait dans l'élite de la L1 au niveau amateur », a tancé le même Pierre Hurmic la semaine passée en direction de Gerard Lopez. Flotte l'odeur de la disgrâce. ●

Le Luxembourgeois Camille Libar au Parc Lescure (ancien stade des Girondins) en 1950



Sud Ouest

66 Seiten Dissens

IIII Peter Feist

Rentenbericht des WSR: Die Gewerkschaften verteidigen *acquis*. Die UEL macht einen Vorschlag für Kürzungen, ohne die Rentner zu ärgern

Der Wirtschafts- und Sozialrat ist eigentlich ein Konsensorgan. Mit seiner Tripartite-Besetzung aus Vertreter/innen von Unternehmerverband UEL und den drei großen Gewerkschaften OGBL, LCGB und CGFP, ergänzt um drei hohe Beamte, soll er der Regierung einheitliche und koordinierte Stellungnahmen auch zu Fragen liefern, die zwischen Patronat und Salarat umstritten sind. Bei dem vor zwei Wochen von der WSR-Vollversammlung angenommenen *Avis Régime général d'assurance pension* hat das nicht geklappt.

Es hatte schon 2018 nicht geklappt. Zwar war damals nicht der WSR um eine Stellungnahme zu den Renten gebeten worden, aber die in einer Gruppe des *pensions spécifique* berufenen Delegierten von Handelskammer und Arbeitnehmerkammer kamen ebenfalls auf keinen grünen Zweig (*d'Land*, 31.8.2018). Um trotzdem etwas Gemeinsames liefern zu können, ließ der *Groupe spécifique* in seinem Bericht alle strittigen Fragen weg. Und schrieb, kurz- und mittelfristig sei das System „gesund“, nur langfristig gebe es „potenzielle Risiken“. In den beiden letzten Worten steckte der ganze Dissens, mit seiner politischen Brisanz: Die Handelskammer wollte ausdrücken, dass es Risiken gibt und der Rentenreform von 2012 schnell eine zweite nachgeschoben werden müsse. Die Arbeitnehmerkammer wollte sagen, dass die Risiken nur potenzielle sind, weil vier oder fünf Jahrzehnte im Voraus niemand wissen könne, was sein wird.

Dieselben Positionen stehen heute im Gutachten des Wirtschafts- und Sozialrats. Welches zwei Teile hat, 27 Seiten haben die Gewerkschaften beigezeichnet, 39 Seiten die UEL. Letztere schreibt: „Le Groupe patronal est d'avis

qu'il faut rapidement et avec ambition adapter le système actuel.“ Und die Gewerkschaften: „Nous rejetons toute dégradation du système solidaire basé sur la répartition et refusons sa privatisation, même partielle.“ Außerdem sei schon die Reform von 2012 zu weit gegangen: Der Mechanismus, der im Reformgesetz von 2012 die Anpassung der bestehenden Renten an die Reallohnentwicklung infrage stellt, müsse weg.

Das sind nicht gerade die besten Voraussetzungen für eine Reform im Konsens, damit die Regierungsparteien möglichst keinen zu hohen politischen Preis dafür bezahlen. Dass niemand langfristig wissen könne, was kommt, wie die Gewerkschaften sagen, trifft nur zur Hälfte zu. Wie viele Pensionierte es in 40 Jahren geben und was das kosten wird, lässt sich ziemlich genau schätzen – man rechnet dazu die schon bestehenden Berufskarrieren hoch. „Potenziell“ dagegen ist auf lange Sicht vor allem die Zahl der Aktiven, die durch ihre Beiträge die Renten der Pensio-

nierten finanzieren sollen. Im Moment finanziert rund eine halbe Million Aktiver im Privatsektor die Renten von 210 000 Pensionierten. Sind die heute Aktiven pensioniert, wären 1,2 Millionen Aktive nötig, wenn das System bei *législation constante* bleibt. Horizont 2070 ungefähr – da eine typische Beitragskarriere 40 Jahre dauert, ist ein Blick vier Jahrzehnte nach vorn so gewagt nicht.

Die Frage, ob Luxemburg imstande wäre, mit solch einem Wachstum umzugehen, ist ebenfalls ganz triftig. Eine andere ist, ob so viele zusätzliche Rentenbeitragszahler überhaupt zu haben wären, wenn nicht als Ansässige, dann als Grenzpendler. In einem Europa, wo sich im Grunde allen Ländern die Überalterung ihrer Gesellschaft als Problem stellt und Rechtsradikale Stimmung gegen Einwanderung und für mehr nationale Souveränität machen, lässt diese Frage sich nicht ohne Weiteres mit Ja beantworten.

Naiv-zuversichtlich sind die Gewerkschaften in ihrem Beitrag zum Bericht des WSR nicht, was die Wachstumsaussichten angeht. Doch finden sie, dass es reicht, alle fünf Jahre jeweils zehn Jahre nach vorn zu schauen, ob sich etwas an der Finanzierung der Renten ändern muss. Würde sich ein Problem abzeichnen, würden die Gewerkschaften den Beitragssatz anheben. Oder die im Privatsektor geltende Grenze zur Beitragsbemessung von fünf Mal den Brutto-Mindestlohn abschaffen, ohne im Gegenzug die Rentenleistungen zu erhöhen. Oder eine *contribution solidarité* einführen oder allgemein Steuern erhöhen. Nicht zu vergessen, dass die Rentenreserve 27 Milliarden Euro schwer ist. Vier Jahre lang könnten daraus Renten bezahlt werden wie 2023, „ohne einen Cent“ an Beiträgen einzunehmen, schreiben die drei Gewerkschaften tapfer.

*Bleibt alles, wie es ist,
wären 2070 im Privatsektor
rund 1,2 Millionen Aktive
nötig, um die Renten
von 500 000 Pensionierten
zu finanzieren*

Generationen in
Luxemburg-Stadt...





... und in Diekirch

So wenig neu diese Positionen sind, verteidigen OGBL, LCGB und CGFP damit eine Einheitsfront, noch ehe sie – wie 2011 – offiziell gebildet wurde. Ab 1987 hatten OGBL und LCGB immer wieder politischen Erfolg damit, die Renten im Privatsektor in Richtung von denen im öffentlichen Dienst erhöhen zu lassen. Schlusspunkt war der *Rentendesch* von 2001 mit einer allgemeinen Rentenerhöhung um fast elf Prozent. Daraufhin fand das ADR, mit dem Schüren von Neid auf Beamtenpensionen ließen sich keine Wahlen mehr gewinnen, und wurde zu der ADR. Heute sitzen OGBL und LCGB politisch ziemlich in einem Boot mit der CGFP. Gemeinsam verteidigen sie *acquis* aus der langen Wachstumsperiode ab Mitte der Achtziger.

Was der Unternehmerverband will, ist ebenfalls nicht neu: eine Garantie, dass der Beitragssatz bleibt, wie er ist. Ihn zu erhöhen oder neue Steuern als „alternative Einnahmequellen“ einzuführen, wäre für die UEL ein „schlechtes Signal“, an Investoren ebenso wie an international tätige Rekrutierer von „Talenten“. Signalisiert würde, dass Luxemburg ein Land ist, dass es nicht schafft, „seine Probleme zu lösen“. Der Hinweis an die Regierung des früheren Handelskammerpräsidenten, dass offenbar *leadership* gefragt ist, ist nicht zu übersehen. Rechnet die Gewerkschaftsseite in ihrem Kapitel vor, dass im EU-Vergleich der Anteil der Rentenbeiträge an den Brutto-Lohnkosten nur in Irland, Malta, Rumänien und Litauen noch kleiner ist als die 16 Prozent in Luxemburg, in Schweden und Frankreich dagegen sogar doppelt so groß, kontert die UEL, eben diesen Vorteil im Standortwettbewerb dürfe man nicht aufs Spiel setzen.

Und dann macht die UEL in ihrem Teil des WSR-Berichts ein paar Änderungsvorschläge. Der raffinierteste davon ist eine selektive Rentenkürzung, die mehr weiter ginge als die in der Reform von 2012. Diese hatte dafür gesorgt, dass ab 2013 und über 40 Jahre gestreckt neue Renten nach und nach kleiner werden: um 8,5 Prozent die niedrigen Renten, um fast 15 Prozent die hohen. Im Vorschlag der UEL jetzt würden die kleinen Renten um weitere fünf Prozent sinken, die großen um 28 Prozent. Mit Hilfe der Generalinspektion der Sozialversicherung (IGSS) hat die UEL das simuliert: Eine Rente von brutto 3 000 Euro monatlich in diesem Jahr betrüge im Jahr 2052 nur 2 623 Euro. Eine mittlere von 5 000 Euro brutto ginge auf 3 749 Euro zurück, eine von 10 000 Euro auf 6 567 Euro.

Im Reformszenario der UEL würde die Anpassung existierender Renten an die Reallohnentwicklung beibehalten. Das dürfte die Regierung interessieren

Dass CSV-Sozialministerin Martine Deprez und ihren Premier dieser Vorschlag interessieren dürfte, ist durchaus denkbar. Denn er enthält eine zusätzliche Idee: Passte man das System derart an, könne das jährliche *ajustement* der bereits bestehenden Renten an die Reallohnentwicklung beibehalten werden, schreibt die UEL auf Seite 35 ihres Kapitels im WSR-Bericht. Ein *ajustement* um ein Prozent jedes Jahr zwischen 2024 und 2052 ergäbe einen „Kaufkraftzuwachs“ um insgesamt 30 Prozent. Tatsächlich kleiner gegenüber den Berechnungsgrundsätzen, wie sie heute gelten, würden dann nur die großen Renten.

Große Renten zu senken, passt natürlich zu dem im Koalitionsvertrag von CSV und DP zwar nicht ganz ausformulierten, aber deutlich genug angedeuteten Vorhaben der Regierung, die Altersvorsorge stärker als bisher in den „zweiten“ und den „dritten Pfeiler“ zu verlagern: betriebliche Zusatzrenten und private Rentensparverträge. Hinzu aber kommt, dass *législation constante* im rentenpolitischen Jargon bedeutet, zur „Stellschraube“ im Reformgesetz von 2012 zu greifen, sobald die Beitragseinnahmen der nationalen Pensionskasse CNAP nicht mehr zur Deckung der laufenden Ausgaben reichen: Das *ajustement* der bestehenden Renten würde dann um mindestens die Hälfte gekürzt oder ganz gestrichen. Die IGSS unterstellt in ihren Projektionen seit 2022, dass es um drei Viertel gekürzt würde. Als Verwaltung und in Simulationen kann sie das annehmen. Es politisch tatsächlich umzusetzen, hieße dagegen, den Rentnern etwas vorzuenthalten, und könnte schwer absehbare Folgen an der Wahlurne haben. Diese Aussicht gefiel keiner der beiden DP-LSAP-Grü-

ne-Regierungen. Zumal im Rentenreformgesetz obendrein steht, dass die Kürzung des *ajustement* nicht einfach in einer Regierungsratssitzung beschlossen werden kann, sondern ein Spezialgesetz braucht, eine Mini-Rentenreform. Gegen die der OGBL schon 2012 Widerstand angekündigt hatte. Weil die IGSS 2016 schätzte, dass die Rentenausgaben 2023 höher werden könnten als die Beitragseinnahmen, wurde vor sieben Jahre der *Groupe spécifique* zusammengerufen, der sich 2018 nicht einig wurde. Weil die IGSS 2022 meinte, es werde 2027 so weit sein, beauftragte der damalige LSAP-Sozialminister Claude Haagen den Wirtschafts- und Sozialrat mit einer noch umfassenderen Betrachtung. Gut möglich, dass der CSV-DP-Regierung ein Vorschlag, der die Rentenausgaben senkt, ohne die Rentner zu ärgern, und obendrein die Kürzungen künftiger Renten selektiver macht, wie richtig gute Politikberatung erscheinen. Noch dazu wenn sie von der UEL kommt, die auf S. 12 ihrer Betrachtungen schreibt, das Luxemburger Rentensystem sei „le système le plus généreux du monde“.

Vor dem Hintergrund neuer Schätzungen der IGSS bekommt das noch mehr Gewicht: Vor ein paar Wochen fütterte sie ihre Renten-Simulationsmodelle mit aktualisierten makroökonomischen und demografischen Projektionen des Statec. Das Statec hält langfristig nur 1,7 Prozent BIP-Wachstum im Jahresschnitt für wahrscheinlich, keine 2,75 Prozent wie noch vergangenes Jahr. Mit 1,7 Prozent sei auch nur im besten Fall zu rechnen – sofern die Arbeitsproduktivität im Langfrist-Schnitt um 1,4 Prozent jährlich zunimmt. Statec-Direktor Serge Allegrezza schrieb am 6. Juli auf *Facebook*: „Finie la peur panique de la croissance économique sauvage et excessive. Le Luxembourg va subir un développement modéré, aux mieux, ou bien faire du surplace.“ Hoher Produktivitätszuwachs sei übrigens keine Selbstverständlichkeit: „Il faudra de l'investissement et de l'IA à gogo. Et être attrayant pour les talents et les investisseurs. Voilà la nouvelle réalité.“ Für die Renten übersetzte die IGSS die Statec-Projektionen (im untersten Szenario nur 0,2 Prozent BIP-Wachstum im Langfristschnitt), in eine nicht 2047, sondern womöglich drei Jahre früher aufgezehrte Rentenreserve. Solche Betrachtungen und Feststellungen wie die, dass ohne attraktiv zu sein für Investoren und Talente hierzulande das Licht ausgeht, dürften eine Rolle spielen, wenn CSV-Sozialministerin Martine Deprez nach der *Rentrée* zu „sondieren“ beginnt, wo vielleicht doch ein Renten-Reformkonsens liegen könnte. ●

« Boom, bust, quit »

IIII Jean Lasar

Le néolibéralisme, cette idéologie dont (presque) personne ne se revendique (ouvertement)

Bien qu'elle ait grandement contribué à plonger la civilisation humaine dans une situation catastrophique au cours des quatre dernières décennies, la doxa néolibérale continue d'en orienter les destinées. Mais, curieusement, elle le fait sans s'afficher : Il n'y a plus grand-monde pour s'en réclamer. Habilement escamotée des discours conservateurs, elle reste néanmoins le compas muet de ceux qui nient l'urgence d'un changement radical d'orientation et utilisent toutes les ressources à leur disposition pour hâter la course vers l'annihilation qu'entretient la civilisation thermo-industrielle. Dans leur livre *The Invisible Doctrine* paru en mai dernier, George Monbiot, journaliste et activiste, et Peter Hutchison, connu pour ses films documentaires militants, démontent en détail les mécanismes qui ont rendu possible ce formidable tour de passe-passe.

« Imaginez que les habitants de l'Union soviétique n'aient jamais entendu parler de communisme. C'est plus ou moins là où nous nous trouvons aujourd'hui », énoncent-ils dès le premier chapitre, intitulé « La doctrine anonyme ». La liste des méfaits attribuables à cette idéologie est longue comme le bras, tout comme l'est celle des sombres héros qui la défendent sans jamais en parler : inégalités croissantes, pauvreté infantile rampante, épidémies des maladies du désespoir, délocalisation et évasion fiscale, dégradation progressive de services de santé, d'éducation et autre prestations publiques, effondrement des infrastructures, érosion démocratique, crise financière de 2008, montée des démagogues contemporains (Orbán, Modi, Trump, Johnson, Bolsonaro...), crises écologiques et désastres environnementaux. Dès lors que l'idéologie qui sous-tend ce catalogue des horreurs n'est pas nommée, qu'elle est perçue comme une sorte de loi de la nature aussi indiscutable que la gravité, il est tentant pour ceux qui sont la victime de ces désastres de chercher à les affronter séparément. Tant que la cause commune des malheurs qui frappent l'humanité n'est pas identifiée, celle-ci est condamnée à se débattre de manière désordonnée pour les affronter.

Certes, le néo-libéralisme est lui-même un prolongement du capitalisme, sur lequel, après des décennies de keynésianisme, il a agi comme un turbocompresseur. Alors que l'on retrace généralement la genèse du capitalisme à la révolution industrielle de l'Angleterre du XVIII^e siècle, Monbiot et Hutchison remontent plus loin et avancent l'île de Madère comme un archétype plus pertinent de ce mode de production. Lorsque les Portugais l'ont découverte, en 1420, elle est déserte et couverte de forêts (ce qui lui vaut son nom). Après avoir reproduit sur l'île les cultures et élevages de leur terre d'origine, les colons se mettent à la culture de la canne à sucre vers la fin du XV^e siècle, important de la main d'œuvre esclave des Canaries et employant de l'argent avancé par les banquiers de Gênes et de Flandres.

Si les valeurs défendues par les politiciens et les médias les plus influents s'appuient sur une doctrine elle-même invisibilisée, la novlangue prend naturellement ses quartiers

Avec un tel succès que la minuscule île allait rapidement devenir le centre mondial de la production de sucre de canne, grâce à une productivité exceptionnelle. Un succès éphémère, cependant : Dès 1520, avec l'épuisement des forêts pillées pour faire bouillir les chaudrons et alors que les chemins parcourus par les esclaves pour rassembler du bois étaient devenus excessivement longs, les Portugais abandonnent cette culture pour se tourner d'abord vers l'île de São Tomé, puis vers le Brésil. À Madère, c'est la première fois que les éléments constitutifs de l'économie (terre, travail et argent), jusque-là employés strictement à l'intérieur des systèmes territoriaux dont ils émanent, sont détachés de leur signification sociale, importés séparément à des fins de production massive. Pour Monbiot et Hutchison, qui s'appuient sur les travaux du géographe Jason Moore, Madère inaugure ainsi la triptyque constitutif du capitalisme : confiscation, épuisement et abandon. Ou, en anglais lapidaire, « boom, bust, quit ».

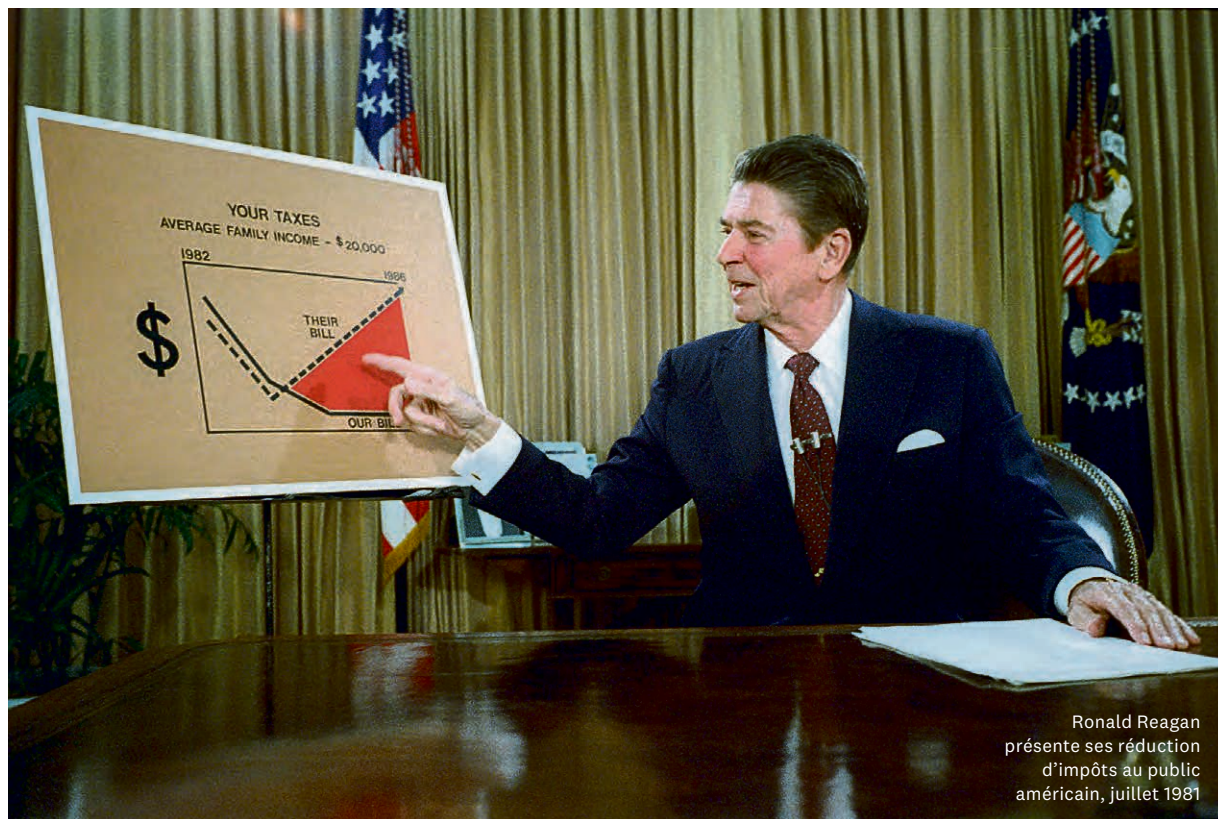
Ce modèle a été déployé par la suite par toutes les puissances coloniales, avec l'émergence d'un système financier taillé sur mesure pour cette mise en coupe réglée des ressources de la planète. Si l'accélération s'est produite vers la fin du XX^e siècle sous l'effet de la doctrine néolibérale, celle-ci a émergé bien plus tôt. Le terme a été utilisé pour la première fois en 1938 lors d'une conférence à Paris à laquelle participaient deux délégués qui allaient définir l'idéologie : Ludwig von Mises et Friedrich von Hayek. Leur thèse, exposée notamment dans le livre de Hayek *The Road to Serfdom*, était que l'État-providence, et la social-démocratie en général, en restreignant la portée

de l'action individuelle, allaient évoluer vers un autoritarisme comparable à celui pratiqué par Hitler et Staline. Cette thèse allait bénéficier du soutien de grandes fortunes de l'époque. En 1947 était créée la première organisation explicitement vouée à la défense du néolibéralisme, la Société du Mont Pèlerin. La doctrine prône le retrait de l'État pour laisser le champ libre aux entrepreneurs – alors que les véritables bénéficiaires de ce modèle sont les grands empires commerciaux et ceux qui s'approprient les rentes qu'ils génèrent. Hayek, apôtre infatigable invité sur toutes les estrades du monde, allait lui-même ajuster la doctrine, relativisant l'importance de la démocratie tout comme son opposition aux monopoles, pour mieux coller aux visées des grandes fortunes qui finançaient sa croisade. À partir de 1951, Hayek et son disciple Milton Friedmann cessent de se décrire eux-mêmes comme néo-libéraux. Leur idéologie commence à véritablement gagner du terrain à partir des années 1970, lorsque les Trente Glorieuses touchent à leur fin et que Margareth Thatcher et Ronald Reagan s'en font les apôtres.

Lorsqu'un discours dominant réussit à s'imposer sans apparaître comme tel, il n'y a pas lieu de s'étonner que la notion de vérité en subisse les conséquences. Si les valeurs défendues par les politiciens et les médias les plus influents s'appuient sur une doctrine elle-même invisibilisée, la novlangue prend naturellement ses quartiers. Les mots et concepts qui devraient pouvoir servir à forger un consensus à l'échelle des communautés, des nations et du monde pour prendre la mesure des crises qui les menacent sont pervertis, inversés ou à tout le moins neutralisés. C'est bien la situation dans laquelle se trouve le monde aujourd'hui : contraint dans ses choix par un cadre idéologique aussi « indépasseable » (comme le suggère l'acronyme *TINA*, pour « there is no alternative ») qu'habilement dissimulé, incapable de formuler des perspectives salvatrices parce que le système lui-même dilue et corrode au fur et à mesure la signification des outils mentaux nécessaires à leur articulation.

Loin de céder au découragement, Monbiot et Hutchison concluent leur essai en explorant des pistes qu'ils jugent plausibles pour sortir de cette camisole de force. « Quelles que soient les affirmations du néolibéralisme, Il n'y a pas de loi naturelle qui dicterait que les riches doivent diriger le monde. Leur domination ne se perpétue que grâce à notre peur collective, et notre absence d'imagination politique », avancent-ils. En tout cas, l'incrémentalisme, qui consiste à aborder les problèmes sujet par sujet, secteur par secteur, à la recherche d'améliorations progressives, ne fonctionnera pas, selon eux : la montée des droites radicales ne fait qu'une bouchée de cette approche, « démolissant l'administration, détruisant les protections publiques, captant le pouvoir judiciaire, le système électoral, l'infrastructure de gouvernement, et limitant le droit de protester ». Et de poursuivre : « Loin d'être un raccourci vers les changements désirables, (l'incrémentalisme) est le marécage dans lequel sombre l'ambition ».

L'objectif doit plutôt être celui des points de bascule sociaux, comparables à ceux qui existent dans les systèmes financiers ou les écosystèmes. Ces points de bascule interviennent dans les sociétés lorsqu'une cause qui semblait encore hors d'atteinte il y a peu s'établit soudain comme une évidence à laquelle une majorité adhère dès lorsqu'un seuil critique est atteint, comme celui de l'interdiction de fumer dans les lieux publics, la libération sexuelle, l'égalité en matière de mariage ou la légalisation du cannabis. Citant une recherche de Damon Centola de 2018, ils indiquent que lorsque 25 pour cent environ de la population sont acquis à un changement de normes, la plupart des autres, entre 72 et 100 pour cent, finissent par les rejoindre. Ces seuils reflètent à la fois des dynamiques propres aux systèmes complexes et le fait que nous soyons des mammifères éminemment sociaux. La majorité n'a pas besoin d'être persuadée de changer – il importe juste pour elle de ne pas être laissée en arrière. Mais pour y parvenir face aux immenses défis environnementaux, il faut d'abord « déchirer le manteau d'invisibilité » qui dissimule « tant le néolibéralisme que la véritable nature du capitalisme » et les nommer pour ce qu'ils sont. Le modèle qui a fait ses premiers pas à Madère il y a six siècles et qui nous propulse à présent vers l'abîme, affûté par une doctrine sophistiquée qui est d'autant plus efficace et résiliente qu'elle est adroitement cachée, n'a donc rien d'inéluctable. ●



Ronald Reagan
présente ses réductions
d'impôts au public
américain, juillet 1981

Paradoxes artificiels

III Georges Canto

Les gains de productivité liés à l’intelligence artificielle tardent. Explications



Sven Becker

Le Grand-Duc héritier Guillaume et Sophia, le robot humanoïde doté d’intelligence artificielle de Hanson Robotics, le 26 juin lors du Nexus2050

Dans les années 1970 et 1980, l’économiste américain Robert Solow avait observé que l’adoption massive des technologies de l’information et de la communication (TIC) laissait peu de traces dans les chiffres. En 1987, année où il obtint le prix Nobel d’économie, il faisait remarquer qu’aux États-Unis, les ordinateurs étaient visibles un peu partout, sauf dans les statistiques de productivité. Près de quarante ans plus tard ce paradoxe, qui porte son nom, pourrait s’appliquer à l’intelligence artificielle (IA).

L’IA désigne l’ensemble des techniques permettant à des machines de simuler l’intelligence humaine. Selon l’OCDE, elle fait partie des TUG, acronyme désignant les technologies à usage général, comme la machine à vapeur, l’électricité ou plus récemment

les TIC, qui depuis deux siècles et demi ont bouleversé les économies et les sociétés au niveau planétaire. L’apparition de l’IA remonte aux années 1950 (on parlait alors de robotisation), mais c’est surtout son accélération depuis moins de dix ans qui fait figure de révolution technologique. À l’instar des précédentes, elle pourrait générer d’importants bouleversements sur l’économie, la société et le travail en s’étendant à de nombreuses activités humaines. Mais son impact reste difficile à évaluer. C’est ce qui ressort du rapport « Les enjeux économiques de l’intelligence artificielle » publié en avril par la direction générale du Trésor français.

Selon ses auteurs, au niveau macroéconomique, l’IA génère de grandes attentes en termes de gains de productivité, ce carburant indispensable à la croissance. Ce fut le cas dans le passé avec les « grandes inventions » qui se sont traduites par une augmentation de la productivité globale, étalée sur une longue période via des innovations de produits, de procédés ou d’organisation (comme la production assistée par ordinateur), adoptées progressivement. L’IA se distingue des vagues d’innovations précédentes en permettant aussi des gains de productivité dans la production d’idées. Les modèles d’IA, en particulier les puissants « modèles de fondation », apparus en 2018 accélèrent le processus d’innovation car ils sont capables de traiter des bases de données extrêmement volumineuses et complexes (texte, son, image) et d’en tirer des idées, concepts et produits totalement nouveaux. Ainsi des modèles d’IA sont déjà utilisés à grande échelle pour mettre au point de nouveaux médicaments. Ils peuvent également accélérer le processus de recherche en facilitant la génération d’hypothèses de travail. De la sorte ils pourraient même constituer « l’invention d’une méthode d’invention ».

Plusieurs études exploratoires ont cherché à quantifier l’effet potentiel d’une adoption généralisée de l’IA sur le PIB. Avant la démocratisation des modèles de fondation, certaines études estimaient qu’elle pourrait générer une activité mondiale supplémentaire d’environ 13 000 milliards de dollars, soit une croissance moyenne supplémentaire du PIB mondial d’environ 1,2 point par an entre 2018 et 2030. Selon une étude plus récente menée aux États-Unis, l’IA générative pourrait à elle seule doper la croissance annuelle de la productivité du travail dans ce pays de presque 1,5 point sur une période de dix ans après une adop-

tion généralisée, alors qu’elle n’a augmenté que de 1,3 point sur la période 2005-2018, et de 0,8 point sur la période 2010-2018.

Mais ces estimations sont sujettes à caution à cause de l’hypothèse de départ (adoption massive), de la rapidité de l’évolution technologique et de la méthodologie utilisée. En pratique, l’effet macroéconomique de l’IA reste pour l’heure limité et incertain. Les travaux empiriques existants n’ont pas mis en évidence un effet statistiquement significatif de l’IA sur la croissance, surtout en Europe. C’est le retour du « paradoxe de Solow ». Plusieurs explications sont avancées.

La première est que l’IA a été encore relativement peu intégrée dans les processus de production, avec de fortes différences entre secteurs. Avant le développement récent des modèles de fondation, l’adoption de technologies liées à l’IA semblait même avoir atteint un plafond. Par ailleurs, le développement de l’IA est hétérogène au sein des entreprises, avec des bénéfices concentrés au sein de celles ayant adopté précocement ces technologies.

En second lieu, les bénéfices liés à l’IA n’excéderaient pas encore les coûts initiaux liés à son adoption. Comme pour les TUG l’ayant précédée, l’IA oblige à réorganiser les entreprises, à reconfigurer les modes de travail et les compétences, et à consentir des investissements complémentaires, ce qui implique des effets différés sur la productivité. En se plaçant maintenant au niveau micro-économique, on reste encore sur sa faim car les preuves que l’IA améliore la productivité des entreprises sont encore rares.

Si les premiers travaux empiriques menés sur des entreprises américaines montrent que celles qui innoverent en matière d’IA sont plus productives que les autres, les preuves d’une relation causale restent encore ténues. Dans les entreprises, l’adoption de l’IA semble avoir un effet modeste (et non significatif statistiquement) sur la productivité, qui peut s’expliquer par un « effet-retard », mais aussi par l’adoption conjointe d’autres technologies, empêchant d’attribuer à la seule IA l’amélioration constatée. D’autre part, les travaux ont été menés sur des entreprises d’une certaine taille, qui sont les plus performantes et les plus susceptibles d’adopter l’IA, leurs ressources leur permettant également de mieux déployer les actifs complémentaires à l’IA, pour en tirer tous les bénéfices.

En revanche, on dispose de données permettant de conclure en faveur d’effets positifs de l’adoption et de l’utilisation de l’IA (des modèles de fondation en particulier) sur la productivité individuelle de certains travailleurs. Dans le domaine informatique par exemple, un assistant de programmation s’appuyant sur les technologies d’IA aurait une productivité de 55 pour cent supérieure pour la codification des données. Pour des activités de rédaction basiques (comme des demandes de financements ou la synthèse de textes), les professionnels utilisant un agent conversationnel se fondant sur l’IA bénéficieraient d’un gain moyen de productivité de 37 pour cent. Avec le développement des nouvelles générations de modèles d’IA, ces constats pourraient s’étendre à de nombreux autres secteurs.

Toutefois, au sein d’une profession donnée, les gains semblent concentrés sur les travailleurs les moins productifs mais ne profitent pas (ou peu) aux plus productifs. Par exemple, l’introduction d’une technologie d’IA qui aide les chauffeurs de taxis par la suggestion d’itinéraires accroît l’efficacité des chauffeurs les moins productifs, mais pas celle des plus performants. Parmi les conseillers de clientèle, on observe un gain de productivité moyen de quatorze pour cent pour ceux qui ont accès à des agents conversationnels, mais qui sont en même temps les moins expérimentés. Le modèle d’IA utilisé permet en effet de mieux diffuser les « connaissances tacites » des salariés les plus expérimentés à leurs collègues de travail, ce qui comble en partie leurs lacunes. Par voie de conséquence, les écarts de productivité entre ces deux groupes de salariés se réduisent (de quatorze pour cent chez les chauffeurs de taxi).

Cet effet de rattrapage est également à l’œuvre au sein de professions plus qualifiées. En 2023 une étude publiée par l’université de Harvard portant sur les salariés d’un cabinet international de conseil, montrait que pour la réalisation de tâches créatives (création, lancement et promotion de nouveaux produits) l’utilisation de l’IA augmentait la productivité des employés initialement les moins performants de 43 pour cent, contre une amélioration de seulement 17 pour cent chez les plus productifs. ●

Choc de productivité

La contribution possible de l’IA à l’augmentation de la productivité suscite un grand espoir en Europe, où le besoin d’un « choc de productivité » se fait sentir. En 2023, le PIB par heure travaillée s’est contracté d’un pour cent en moyenne dans la zone euro, tiré vers le bas par la diminution observée dans quatre des cinq plus grandes économies : Pays-Bas, France, Allemagne et Italie. Elle affecte surtout l’industrie, la construction, les services de transport et de distribution, la finance, ou bien encore les services publics. Elle est d’autant plus surprenante qu’elle se conjugue à un niveau historique d’investissement des entreprises.

Plus inquiétant : non seulement cet indicateur semble avoir décroché de sa tendance de long terme, mais l’écart se creuse avec les États-Unis. La conséquence est visible au niveau de la croissance du PIB par habitant. Une étude de McKinsey a montré qu’entre 2010 et 2020, il avait augmenté, en moyenne annuelle, deux fois moins vite dans l’UE qu’aux États-Unis (0,8 pour cent contre 1,7 pour cent). La Banque mondiale a calculé qu’en 2010, le PIB par habitant américain était supérieur de trente pour cent aux à celui des pays de la zone euro. En 2022, la proportion était passée à 87 pour cent. GC

Et l’emploi dans tout ça ?

Selon le rapport français, les estimations de l’impact agrégé de l’IA sur l’emploi, peu nombreuses et limitées aux pays développés, suggèrent un effet encore modeste, mais sans présager des évolutions futures. Pour le FMI, soixante pour cent des emplois des économies avancées pourraient présenter un degré élevé d’exposition à l’IA : 27 pour cent en seraient fortement complémentaires, et donc les plus à même d’en bénéficier, tandis qu’elle pourrait se substituer à 33 pour cent des emplois. D’après l’OIT, dans les pays développés, le nombre d’emplois ayant un potentiel d’amélioration par l’IA (13,4 pour cent) est bien plus élevé que celui ayant un potentiel de remplacement par l’IA (5,1 pour cent). Une étude américaine, portant plus précisément sur l’arrivée des modèles de fondation, montrait que si 80 pour cent des salariés pouvaient voir au moins dix pour cent de leurs tâches remplacées, près du double pourraient voir cette part atteindre au moins la moitié, et feraient donc face à un risque important de substitution. GC



Oliver Helms

Feuilleton

Terre des champs

16

land

02.08.2024

CLÉS DE SOLS (1)

L'agriculture, terre de discorde

IIII Erwan Nonet

Parler des sols, une drôle d'idée ? Sans doute, mais parions que ce thème prendra de l'importance à l'avenir. Ce serait une excellente nouvelle. Qu'est-ce qu'un sol ? Le *Larousse* nous dit « 1. Couche superficielle de l'écorce d'une planète tellurique : Sol lunaire » et « 2. Couche superficielle de l'écorce terrestre considérée quant à sa nature ou à ses qualités productives. » Le *Trésor de la langue française* le définit ainsi : « Partie de la croûte terrestre, à l'état naturel ou aménagée, sur laquelle on se tient et se déplace. »

En fait, tout le monde croit savoir ce qu'est un sol, sans que personne ou presque ne se soit vraiment posé la question. Il est là, c'est tout. On vit dessus, on le creuse pour enfouir des parkings ou des caves, on le déplace par camions entiers quand on trace une route, on le malaxe pour faire de la poterie, on le passe cul par-dessus tête quand on laboure... Mais à chaque fois qu'on le triture, qu'on le pellette ou qu'on le transbahute, on se moque pas mal de ce qu'il est. On le voit au mieux comme un matériau, au pire comme une gêne. Sans jamais se dire que sans son sol, la Terre ne serait qu'une boule stérile voyageant au milieu de l'infini dans un silence absolu. Or comme le dit le titre du dernier ouvrage passionnant du pédologue Marc-André Selosse (membre du Collège de France), le sol est à « l'origine du monde ». Rien de moins.

Alors intéressons-nous-y. Cet été, nous en ferons le personnage principal d'une série de huit articles. On le trouvera sous toutes ses formes, de ses caractéristiques biologiques à la spéculation foncière qu'il subit au Luxembourg, en passant par son

statut de gardien de la mémoire de l'Homme, puisqu'il enferme aussi les traces de nos plus anciennes pérégrinations. Mais nous débiterons par trois textes qui placeront le sol dans son contexte agricole.

Premier outil de l'agriculteur, le sol est la condition *sine qua non* de son activité. Pourtant, tous les fermiers ne le voient pas du même œil. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le productivisme a pris la relève d'une agriculture paysanne et vivrière. Dans les grandes fermes en *openfield*, on parle davantage d'agro-industrie. Le modèle est l'exploitation intensive des ressources naturelles, qui ouvrira la porte à des gains de productivité permettant de gonfler le chiffre d'affaires.

Cycle de cultures

À l'opposé, d'autres agriculteurs n'imaginent pas placer le sol sous contrainte et préfèrent travailler avec et pas contre lui. Ceux qui ont choisi le bio, la biodynamie ou la permaculture ont emprunté cette voie-là, plus soucieuse des équilibres environnementaux. La bonne santé du vivant est la clé de voute de leur travail, qui demande moins (voire pas du tout) de produits issus de l'agrochimie, mais beaucoup plus de travail.

En disant cela, on enfonce beaucoup de portes ouvertes. Mais rien n'est jamais aussi simple. Tom Kass est un agriculteur âgé de la petite cinquantaine, très engagé, installé à Rollingen. Il travaille en biodynamie (certification Demeter), songe avec un soin rare au bien-être animal et il veut

partager sa vision d'une agriculture sensible. La Kass Haff est une ferme pédagogique qui accueille 350 groupes par an. Un jardin d'enfants et un magasin Naturata sont également installés au cœur de l'exploitation.

Le sol est pour lui un sujet primordial. « Il y a deux démarches contradictoires », développe-t-il. « D'un côté, on sait que la terre est une couche fine, fragile, un bien limité et précieux qu'il faut impérativement conserver et même améliorer pour la léguer dans de bonnes conditions aux générations futures. Et de l'autre, on nous dit qu'il faut produire davantage pour nourrir la planète. Mais combien d'hectares agricoles sont perdus chaque année à cause de l'urbanisation, la désertification, la salinisation ou l'érosion ? Ce sont des conséquences de l'activité humaine », remarque-t-il. L'Homme dans toute sa schizophrénie.

« Cette double attente est un sujet sur lequel, en tant que fermier, je travaille. Moi aussi je veux des récoltes satisfaisantes, mais pas au détriment de la santé de mes sols. Pour cela, il faut respecter des lois. Notamment celles qui laisseront au sol le temps de se reposer en mettant en place des cycles de cultures », poursuit Tom Kass.

Sur ses terres sableuses typiques du centre du pays, posées sur un socle de grès de Luxembourg, les cycles que l'agriculteur met en place ont une amplitude de six ou sept ans. « Les deux ou trois premières années, je vais construire la structure de la terre avec des légumineuses, comme la luzerne, le trèfle, les petits pois ou les haricots, qui vont naturellement attirer l'azote contenu dans

l'atmosphère jusque dans leurs racines et, donc, le stocker dans la sol. » À l'issue de cette première phase, il cultivera pendant le même laps de temps les céréales qui alimenteront son bétail : du blé, du seigle, de l'orge ou de l'avoine. « Quand ce cycle est achevé, on recommence à zéro », souligne-t-il. « De cette façon, on construit le sol et on l'enrichit pour qu'il reste productif sans avoir à ajouter d'engrais synthétiques. »

Une étude au long cours ayant débuté en 1978 en Suisse par l'Institut de recherche sur l'agriculture biologique (FiBL) vise à cultiver la même terre sous trois modes de cultures différents (conventionnel, biodynamique, bio-organique). Elle démontre que l'agriculture conventionnelle n'est pas beaucoup plus productive que la biologique. Surtout, les champs en biodynamie et en biologique gardent des taux d'humus et de matières organiques nettement supérieurs. Ils sont de surcroît plus économes en énergie, puisque si l'on calcule la fabrication des engrais et pesticides, elles en nécessitent 19 pour cent de moins pour la même unité de rendement.

Le bio, une croyance ?

Ce tableau est toutefois remis en question par Simone Marx, chef de service et pédologue au laboratoire de l'Administration des services techniques de l'agriculture (Asta) d'Ettelbrück. « Des études récentes montrent que les pesticides n'ont pas l'impact que l'on pensait sur la qualité d'un sol. Qu'un champ soit cultivé en bio ou en conventionnel ne changerait finalement pas grand-chose



Oliver Halmes

Guy Krier,
président des
Privatwënzer

Voie de la chimie ou recherche des équilibres naturels? Le monde agricole est loin d'être unanime sur la meilleure façon de s'occuper de ces sols

à la vie dans la terre. La différence se fait davan-
tage sur le travail du sol, sa structure. Plus on le
laboure, plus on passe avec les machines et plus
on perturbe l'activité des vers de terre, des mi-
cro-organismes et plus on casse le réseau de
mycélium, ces champignons essentiels à l'ab-
sorption des minéraux par les plantes, à travers
leurs racines. Or, puisqu'ils ne peuvent pas uti-
liser d'herbicides, ce sont les agriculteurs bios
qui labourent le plus pour gérer les adventices... »

De là à dire que le sol serait de meilleure qualité
chez les agriculteurs conventionnels que chez
les bios ? « Il est peut-être encore un peu trop tôt
pour l'affirmer, mais je crois que l'on pourrait
avoir des surprises », assène-t-elle. Ce serait à
contre-courant, mais Simone Marx est tentée
par cette vision. Elle, qui ne suit pas du tout les
préceptes des époux agronomes français Lydia
et Claude Bourguignon, grands spécialistes de
la régénération des sols, dont l'expertise est de-
mandée un peu partout dans le monde. Titulaires
du poireau, l'Ordre du Mérite agricole français,
ils alertent depuis longtemps sur l'appauvrisse-
ment des sols due à l'utilisation excessive de
produits phytosanitaires et proposent des modes
de cultures alternatifs qui se sont révélés efficaces.
« Ils vendent leurs concepts plutôt qu'ils font de
la recherche et sont davantage dans la croyance
que dans la science », juge Simone Marx.

La preuve par l'exemple

Guy Krier est également vigneron, président des
Privatwënzer depuis 2023. Il a converti son do-

Le sol enferme aussi les traces de nos plus anciennes pérégrinations

maine (Krier-Welbes à Ellange-Gare) au bio il y
a tout juste quinze ans. « Aujourd'hui, on ne peut
pas dire que travailler en bio ne sert à rien »,
s'offusque-t-il. « Il suffit de voir le nombre de
grands domaines qui sont en bio ou en biody-
namie. Si ça n'augmentait pas la qualité de leurs
vins, pourquoi ils se donneraient ce mal ? »

Citons quelques-uns de ces fleurons de la viti-
culture : le domaine de la Romanée-Conti et
Leflaive en Bourgogne, Pontet-Canet, Palmer
ou Yquem à Bordeaux, Zind-Humbrecht ou
Marcel Deiss en Alsace, la Coulée de Serrant,
Richard Leroy ou Fosse Sèche dans la Loire,
Chapoutier dans le Rhône, Roederer, De Sousa
ou Drappier en Champagne... l'énumération n'a
pas valeur de preuve, mais il serait étonnant que
toutes ces maisons portées par la recherche de
la plus haute qualité se fourvoient.

« Parfois, il faut savoir sortir du côté scolaire.
Aller voir ce qui se passe sur le terrain et quitter
son laboratoire n'est jamais une mauvaise idée »,
relève Guy Krier. Avant que je convertisse mon

domaine au bio, j'avais une vigne qui ne donnait
rien alors que toutes les analyses disaient que mon
sol était bon. L'azote, le phosphate, le potassium :
tout était correct, mais elle ne poussait pas. Pour-
tant, dès que je suis passé au bio, cette vigne s'est
relancée et, aujourd'hui, c'est l'une de mes plus
belles. Je ne peux pas vous dire ce qu'il s'est passé,
mais le fait est là, indubitable. »

Guy Krier connaît très bien Simone Marx. « Nous
étions à la Jeunesse agricole ensemble », se sou-
vient-il. Mais leurs points de vue sont complè-
tement opposés. « La différence entre un sol en
conventionnel et un autre en bio est flagrante »,
souligne le vigneron. « Chez moi, il n'a pas fallu
longtemps pour constater que le sol avait chan-
gé, qu'il était beaucoup plus meuble. Ça n'arrive
pas par hasard, s'il est plus aéré, c'est parce qu'il
contient davantage de vie, de vers de terre, mais
aussi de matière organique grâce à la plantation
de légumineuses dans les interrangs et à toutes
les racines qui restent en place puisqu'on n'utilise
jamais d'herbicides. »

Alors oui, il reconnaît que le compactage des sols
est un problème. Particulièrement cette année, la
plus humide qu'il n'a jamais connue. « Mais nous
faisons tout ce que nous pouvons pour limiter les
allées et venues, avance-t-il. Par exemple, quand
nous passons pour effeuiller, nous fixons aussi
derrière le tracteur la machine pour faucher l'herbe
pour éviter un roulage supplémentaire. »

Et il faut aussi traiter les vignes, davantage en
bio qu'en conventionnel, parce que les produits
utilisés ne sont pas systémiques. C'est-à-dire

que leurs composés restent à la surface des
feuilles, sans pénétrer dans la plante. Après
chaque pluie, il faut donc recommencer. « Ce
n'est jamais bon de rouler dans les vignes avec
le tracteur quand le sol est humide, ça le compacte
beaucoup plus que lorsqu'il est sec, regrette-t-il.
Cet hiver, je devrais griffer le sol pour l'aérer.
Mais ça ne changera pas grande chose par rap-
port aux autres vignerons en conventionnel.
Cette année, je vais passer quatorze fois dans les
vignes, mes collègues non bio, douze fois... pas
sûr que cela fasse une grosse différence. »

Ces querelles sont l'expression de deux mondes.
L'un qui soutient une agriculture dont la quête
des rendements est la priorité. L'autre qui veut
couper sa dépendance aux grands groupes de
l'agrochimie (Bayer, Monsanto...). Chaque camp
finance ses chercheurs, qui livrent des études
téléguidées. On se doute que les scientifiques
recevant les bourses de Bayer Crop Science ne
descendront pas en flèche les produits de leur
mécène. À contrario, le fait que la réputée uni-
versité de Geisenheim, en Allemagne, vienne de
recruter en mai une professeure pour l'enseigne-
ment de la viticulture bio (Johanna Döring)
confirme que le sujet est entré dans le champ
académique. Geisenheim est d'ailleurs loin d'être
la seule à proposer de tels cours.

La discorde perdurera, tant les convictions sont
solidement chevillées au corps des uns et des
autres. Mais dénigrer les bienfaits du bio, avec
l'expérience accumulée et les enjeux environne-
mentaux qui s'amplifient, ne semble pas être un
combat très moderne. ●

Phantom pain of memories

IIII Jeff Schinker



Oliver Halmes

M for Amnesia is a complex novel about memory loss and trauma

Melissa has cut all ties with her father Marcus Prenderghast, a brilliant doctor who seems to have been to neuroscience what Oppenheimer was to chemistry: a genius who triggered a technological revolution that turned out to be, in the long run, a nightmare for humanity – as scientist Millie, one of the two female narrators of *M for Amnesia*, puts it bluntly: “Once a discovery’s been made, it can’t be unmade.”

In a world where bodily optimisation is first achieved through the automatised reproduction of organs, then through digital enhancements and health laws, scientists have realised human suffering is mainly a matter of the mind – merely replacing a diseased liver won’t nip the problem in the bud, since the alcoholic will destroy organ after organ as long as nobody helps him recover from his addiction.

Hoping to put an end to mental illness, Marcus Prenderghast cofounds the prestigious Memory Research Center, where scientists work on overwriting traumatic memories with fragments of made-up past lives. As ever so often with fictional scientists, Prenderghast will soon turn dark. After initially following in the footsteps of her cherished dad, Melissa sees her idealised view of heroic Marcus crumble when she starts taking care of Millie, a former scientist saved from a fire who has lost all memory and struggles to recon-

struct her past. Disappointed by her manipulative father whom she suspects has lied to her about almost everything, including Millie’s past and the treatment he’s been giving her, Melissa has turned her back on a civilisation that struggles to challenge climate change, pandemics, and political uproar.

Despite her retreat from a digital autocracy where capitalism and eugenics have taken over and where the poor, merely called “creatures”, have lost all right to citizenship, news about her father’s death reaches her in the very first sentence of Anne-Marie Reuter’s ambitious first novel *M for Amnesia*. This is thanks to her best friend Styx, a cyborg-artist whose antenna keeps him connected to the so-called civilised world even when Melissa and him retreat to a commune installed in one of the few niches of microclimate where lakes and forest have survived.

It’s her father’s unsettling cremation ceremony that triggers Melissa’s investigation into her father’s enigmatic death – in a world where health is strictly monitored, her father succumbing to a heart attack appears suspicious –, leading her to recall those treacherously peaceful days taking care of Millie in the scientist’s suburban home.

Combining Philip K. Dick’s mind-bending science-fiction universes and Christopher Nolan’s reflections on planting ideas and false memories

in people’s minds (think *Inception* and *Memento*) with the deeply humane tone of Kazuo Ishiguro’s more recent melancholic sci-fi novels – Reuter borrows the nurse-patient-in-a-dystopian-setting-constellation from *Never Let Me Go*, the challenge of telling a story through the lens of a character whose narrative skills are impaired by technology from *Klara and the Sun*, the story of memory loss and the dangers of recovering from amnesia from *The Buried Giant* – Anne-Marie Reuter’s *M for Amnesia* is an utterly complex fiction whose multilayered, chronologically non-linear narrative strands are masterfully woven into a densely orchestrated novel about memory loss, trauma and our pathological craving for perfection and improvement.

At the core of its deceitful and labyrinthine layers lies a touching story about death, loss, and our inability to let go. In a beautiful scene, Melissa and Millie browse through the elderly scientist’s wardrobe, only to be confronted with yet another cognitive void: “All those dresses, trousers, blouses, skirts had their story to tell, the events of a life they had taken part in. A life I knew about but could only guess at. A life Millie had forgotten. The clothes knew more about the past than she did with her woolly memory.” And yet the common frustration of being unable to find out about Millie’s past will be overcome by the friendship connecting the two women.

Going back and forth between Melissa’s past life at Millie’s house and her present life in the commune, switching between the two homodiegetic narrators’ equally unreliable worldviews and, inside Millie’s narrative, between implanted, real and indeterminate recollections¹, *M for Amnesia* suffers at times from its convoluted story. There’s a plot twist revealed in the past that, for reasons of readerly suspense, seems to implausibly not affect Melissa’s present. There are moments where the narrative loops almost seem to spin out of control and where the reader’s attempts at meticulous reconstruction of what’s going on in the chaotic worlds of the novel are ruined or blocked by Millie’s and Melissa’s incoherent minds, leaving you not only wondering who can be trusted – but also whether anyone can be at all.

In the course of this sometimes voluntarily frustrating narrative that can only be read in a mood of generalised suspicion, Reuter admirably constructs a fictional world that shows the ontological consequences of toying with human memory – an inherently unreliable cognitive mechanism as such. Yet, as Reuter sometimes sensibly portrays, it is the only means we have for recalling our lives, the heart of all narrative and (auto-)biographical reconstruction of who we have been and how we want people to perceive us.

In our real world populated with (yet) unenhanced human beings, an unreliable narrator can be exposed through epistemic proof: if I pretend not to have been on a drunken night out with my publisher, a quick text message to any Gudde Wöllen waiter will quickly establish the truth I’d tried to hide. That’s what you call cross-referencing – the very basic of epistemology, without which truth can’t be recovered. In Reuter’s world of memory implants, a world whose ontological consistency and rules the reader can only guess through the intrinsically unreliable narrative fragments of its narrators, the cross-referencing of Millie’s and Melissa’s versions only leads us to realise they’re both biased, re- and overwritten like palimpsests, plunging us into an era of generalised paranoia and ontological plurality where reality becomes a malleable product sold to those who can afford to pay for their version to become the dominant narrative.

The reader of *M for Amnesia* therefore needs to be very careful in order not to miss different glitches in Millie’s and Melissa’s narratives, the moments where its metaphorical bees buzz too loudly, where you get the eerie and creepy sense that secondary characters are reprogramming the very lines you’re reading. If it is a challenging task at times, and if the hints are at moments a tad obvious, the novel rewards you with a cleverly constructed and breathhtakingly plausible fiction about a nightmarish world to come. ●

¹ In that sense, *M for Amnesia* pursues a reflection that also appears in Tomas Bjørnstad’s *Die Verlorenen*, even though Reuter traded Bjørnstad’s formal complexity for a narrative one.



T A B L O

MUSIK



Jazz Sommer

Der Blues and Jazz Rallye ist zwar bereits vorbei, doch Anfang August geht es in und um Luxemburg

mit Scat Singing, abwechslungsreichen Akkordfolgen, Off-Beats und Riffs weiter. Nächsten Donnerstag tritt im Rahmen der Esch-Summer-Session die Band The Nightcallers und Bmad auf. Die Freiluftbühne in Belval bietet dann ab 18 Uhr bis in die Nacht hinein Chicago Blues und Boogie-Sounds. In Saarlouis findet vom 9. bis 11. August ein internationalen Jazzfestival statt, der Eintritt ist frei. Unter anderem werden der Jazzvokalist Daniel Matter, das Quintett von Marcel Löffler und die Swing-Lindy-Hop-Band Gramophonics auftreten. Für das Sommerfestival hat man sich die am Saarlarm gelegene Vaubaninsel ausgesucht. Nicht weniger grün ist das Gaume-Jazz-Festival am gleichen Wochenende im

Schlosspark von Rossignol (40 Minuten von Luxemburg-Stadt entfernt). Hier musizieren neben klassischen Jazz-Bands auch experimentellere wie die Elektro-Jazz-Gruppe No Steam und die Jazzrock-Gruppe mit orientalischem Gesang Sarab. Insgesamt 25 Konzerte werden angeboten, die Tageskarten kosten jeweils 32 Euro (Foto: Gaume Jazz Festival). SM

BÜCHER

Mehr Leser

Es werden mehr Bücher in Luxemburg gelesen als noch vor 20 Jahren, schlussfolgert eine Umfrage, die das Kulturministerium bei Ilres in Auftrag gegeben hat. 84 Prozent der Befragten gaben

an, zumindest ein Buch in den letzten 12 Monaten gelesen zu haben; 2001 waren es nur 61 Prozent. Vor allem die Gruppe der 16-34-Jährigen sowie befragte Frauen treiben die Statistik nach oben. In der Statistik tauchen Vielleiter mit 14 Prozent auf; sie werden als jene erfasst, die mehr als 20 Bücher im Jahr lesen. Während Männer angaben, vorwiegend Sachbücher zu lesen, lesen Frauen eher Romane. Die meisten lesen zudem abends im Bett und nur sechs Prozent in öffentlichen Verkehrsmitteln. Die Leser/innen bevorzugen zu 96 Prozent gedruckte Bücher und kaufen sie vor allem im Buchladen (74 Prozent); ein „großer Onlineanbieter“ folgt mit 52 Prozent. Aus der Umfrage geht zudem hervor, dass das Englische stets beliebter wird:

Fast doppelt so häufig wie vor 20 Jahren greift man zu einer englischen Ausgabe. Das Französische liegt jedoch seit Jahren mit nahezu 80 Prozent vorne. Außerdem zeigt sich, dass ein Desiderat an Bibliotheken im Norden und Osten existiert. 1 030 Personen nahmen an der Umfrage teil, die Ergebnisse werden dem Kulturentwicklungsplan Orientierung bieten. SM

EVENT

Tanzbein

Es gibt es noch einen Retroabend, bevor Luxemburg endgültig ins alljährliche kulturelle Sommervortex verschwindet. Nächsten Dienstag organisiert das

Ferroforum gemeinsam mit dem zeitgenössischen Geschichtsinstitut C2DH der Uni.lu, insbesondere der Post-Doktorandin Laura Steil, zum zweiten Mal den Feierabend. Das Tanzbein soll geschwungen werden, wie es an der Grenze einst die Norm war. Der Jazzmusiker Luciano Pagliarini und sein Orchester werden „Danzmusek“ spielen, das Frauen-Duo Loon DJs spielt eine „retroplatinidisco“ in die laue (oder womöglich regenverströmte) Nacht hinein. Ziel sei es, „die Arbeitsgeschichte im Herzen der Fabrik“ im Zentralatelier der Metzschmelz wiederaufleben zu lassen. Ein *good-oldfashioned* „Dancing“, zu dem man, sollte man das wollen, mit elegantem Dress aufwarten kann. SP

EN RÉSIDENCE (2)

Lieu de recherche, espace de vie

IIII Karine Sitarz

Les résidences artistiques ont le vent en poupe. Elles fleurissent et à l'heure des quartiers d'été nous avons envie de rencontrer des résidents pour recueillir leurs impressions (*d'Land*, 26.07.2024). Nous reprenons la route avec une deuxième halte, le 23 juillet, au Casino Display à Luxembourg-Ville, pour rencontrer le plasticien franco-algérien Ludovic Hadjeras qui, depuis début mars, vit et travaille in situ (l'artiste préfère utiliser les minuscules: ludovic hadjeras). Pour sa restitution (sa résidence se termine), il a monté l'expo *sleeping swift, slipping – falls* à découvrir jusqu'à ce samedi 3 août. Si les animaux en général habitent son œuvre, ses recherches d'écriture et plastiques, « les oiseaux y ont toujours une place prépondérante » nous explique-t-il. Les martinets notamment, leurs mouvements, leurs migrations. Ses rencontres avec les oiseaux, ici ou en Algérie, sont cette fois le sujet même de son projet de résidence.

Nous le retrouvons dans ce Casino Display, dédié aux jeunes artistes, qui sert à la fois de studio, lieu de travail et galerie. Il nous accueille avec Charles Rouleau, programmateur des lieux, qui tient à préciser : « Une expo n'est jamais une obligation pour le résident », tout en rappelant les débuts de la plateforme en 2021-2022. Ludovic Hadjeras (né en 1996 à Besançon) est, lui, familier du Casino Display pour avoir participé au premier *Artistic Research Lab* en septembre 2022 après avoir investi en 2019 le Casino Luxembourg avec le collectif *No Name* affilié à son ancienne école, la Haute école des arts du Rhin (HEAR).

En arrivant devant l'ancien Beim Engel, une inscription sur l'une des fenêtres attire l'attention : «Where should the birds fly after the last sky ? », mots extraits de *The earth is closing on us* du fameux poète palestinien Mahmoud Darwich. La citation (design Inès Hosni) est en anglais et en arabe, une version se lisant de l'extérieur, l'autre de l'intérieur, explique Ludovic Hadjeras qui pointe « la cohabitation de ces deux langues avec la langue luxembourgeoise » tout en montrant du doigt la devise nationale qui s'affiche de l'autre côté de la rue...

La « parole palestinienne » est au cœur de l'expo tout comme l'est l'Algérie, pays natal de son père, mais que Ludovic hadjeras n'a pourtant découverte qu'à 25 ans. Et, depuis l'an dernier, nous confie-t-il, « j'ai la nationalité algérienne alors que mon père et mon grand-père ne l'ont jamais eue ». Le plasticien nous parle de Moktar, ce père qu'il a perdu à 9 ans, ce plasticien qui l'a inspiré, cet amoureux des oiseaux qui lui a transmis sa passion. Il nous guide vers l'installation « appeaux à papa » et en particulier vers cet oiseau en résine, phosphorescent, que Hadjeras avait exposé à Montbéliard déjà en hommage à ce père. Sur l'étagère au Casino Display, on remarque quelques *Péckvillercher*...

Une tradition luxembourgeoise que Ludovic Hadjeras découvre un mois après le début de sa résidence, le 1^{er} avril, lundi de Pâques, alors que les oiseaux-siffleurs s'affichaient dans la vieille



Ludovic Hadjeras
au Casino

L'artiste aime le mouvement, travailler in situ, passer d'un environnement à un autre

ville. On les retrouve encore dans son expo à travers un moule en plâtre (de 1958 !), prêt du potier Usch Biver, à côté de coucous d'horloges dénichés chez un antiquaire à Alger. D'autres oiseaux encore s'invitent sur les cimaises, représentés sur des dinars algériens recouverts de feuilles d'argent ou sur des timbres algériens de la fin des années 70 couvrant des enveloppes accompagnées d'images ou de « e-lettres » extraites du journal de bord de Ludovic Hadjeras.

Pendant sa résidence, il n'a presque pas quitté le pays. Depuis 2022, il n'a d'ailleurs plus d'atelier, il est itinérant. « Mon carnet est mon principal atelier » dit-il en le désignant sur la table. L'artiste aime le mouvement, travailler *in situ*, passer d'un environnement à un autre. « Les résidences de longue durée me permettent de développer le travail et prendre mon temps » souligne celui qui vit sur une ligne entre Amsterdam et Alger avec, sur sa trajectoire, d'autres villes comme Besançon, Marseille ou Luxembourg. Des lieux de résidence qui sont aussi ses espaces de vie.

Au Luxembourg, Ludovic Hadjeras a multiplié les rencontres, notamment avec des ornithologues de la réserve naturelle de la Schlammwiss à Schuttrange, zone humide qui abrite des oiseaux migrateurs de la fin du printemps au début de l'au-

tomne et où il a filmé et enregistré. Il a aussi organisé des workshops avec des élèves de trois lycées du pays.

Le plasticien a par ailleurs lancé moult invitations à des artistes, collectifs, amis, et organisé des événements. Il y a eu des films diffusés en simultané avec la galerie amie Rhizome d'Alger. Son directeur, Khaled Bouzidi, et l'artiste visuelle Lydia Ourahmane sont venus parler avec Ludovic Hadjeras de la place de l'Algérie dans leurs œuvres. Khaled Bouzidi, « un merveilleux passeur », a ramené le dessus d'une vieille table en bois d'un bureau de poste d'Alger, objet insolite recouvert d'auto-collants d'oiseaux, à voir sur les cimaises du Casino Display.

Il y a eu enfin des discussions publiques avec le collectif palestinien Waassermeloun, pour « débattre du rôle de la politique dans l'art », du rôle de la culture dans les mouvements de libération de la Palestine, qui ont permis à différentes communautés de se rencontrer. Ludovic Hadjeras a créé un oiseau aux couleurs palestiniennes en impression riso, vendu au profit d'une association qui travaille à Gaza.

Et puisque le Casino Display est équipé d'une imprimante Riso, Ludovic Hadjeras s'attelle à une publication, « mes deux dernières semaines de résidence y sont consacrées » souligne-t-il alors qu'il nous guide dans l'expo. Au rez-de-chaussée, *watching the fall* capte le regard : un plan fixe provenant de la caméra installée par l'artiste sur la fenêtre de son studio dans l'espoir de capter l'envol des bébés martinets, « cela devrait se produire au cours des vingt prochains jours », précise-t-il... Toute autre atmosphère dans la cave pour l'inédit « lever de soleil sur les toits d'Alger », installation vidéo et sonore (sur fond de cris de goélands) où il en va d'un « revirement de l'espace », d'un jeu d'ombres et de lumières entre pierres et mur-falaise. Enfin, on s'attarde devant un vinyle accroché au mur. Il tourne en boucle sur un morceau à peine audible, *To France* de Mike Oldfield, où il est question de voyage, de traversée, de mer dangereuse, d'insularité... une chanson qui ramène Ludovic Hadjeras à cette Algérie dont le nom même signifie « les îles ». ●



Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays. Sur papier et en digital. Gratuitement pendant un mois. Faites le test.

zbelgacem@land.lu
(+352) 48 57 57 . 1





Wouda aus Holland auf dem „little bit boring“ Mosel – Radweg

„Where are all the people?“

IIII Ema Mehic

Luxemburg hat als Fahrradland enormes Potenzial. Doch fehlendes Marketing bremst das aus

Entlang der idyllischen Mosel erkundet das holländische Radfahrerpaar Jack und Wouda auf dem Weg nach Verona die luxemburgische Landschaft, profitiert von der ruhigen Atmosphäre und der gut ausgebauten Fahrradinfrastruktur. Wie es den beiden bis jetzt gefällt? „Honestly... a little bit boring.“ Wie kommt's? „There is nobody here! In the hotel this morning, there were only the two of us! Where are all the people? It's summer, it's holidays!“, meinen die beiden verdutzt.

Wie das Sprichwort so schön sagt: Von nichts kommt nichts. Wenn Touristen aus der Großregion und anderen Ländern nicht über Luxemburgs Fahrradkapazitäten und das 700 Kilometer lange, gut ausgebaut Radwegenetz informiert sind, ebenso wenig wie über Initiativen wie „Move We Carry“ oder „Rent a Bike“, dann ist es wenig verwunderlich, dass nur wenige Menschen diese Angebote nutzen. „Seit 20 Jahren bauen wir ein gutes Netzwerk auf, das eigentlich nie richtig vermarktet wurde“, sagt Monique Goldschmit, Präsidentin der ProVelo-Initiative, im Gespräch mit dem *Land*. Bei Hobbyfahrern gehört es nicht zum Allgemeinwissen, dass die EuroVelo 5, die im englischen Canterbury anfängt und im italienischen Brindisi endet, auch durch Luxemburg führt. Oder dass der Voie-Bleue-Radweg Luxemburg direkt mit Lyon verbindet. Im Ausland ist das Großherzogtum – und das zu Recht – für den Müllerthal-Wandertrail bekannt, dank gezielter Marketingstrategien und intensiver Werbung in den

letzten Jahren. Zahlreiche Reiseagenturen in der Großregion, die Wanderungen organisieren, haben den Müllerthal-Trail fest in ihre Pläne integriert. Aber ausländische Agenturen, die Radreisen durch Luxemburg planen und bewerben? Fehlanzeige. Dabei haben wir einiges zu bieten: Vom kostenlosen öffentlichen Nahverkehr, der die Mitnahme verschiedener Fahrräder, E-Bikes und BMX-Räder ermöglicht, bis hin zum Vëlosommer. „Man muss die vorhandenen Angebote entsprechend bekannt machen“, so Monique Goldschmit.

Entlang des nahezu menschenleeren Mosel-Radwegs trifft man auf eine Handvoll Fahrradtouristen aus der Region. René (71) lebt nur wenige Kilometer von Schengen entfernt in Frankreich und radelt regelmäßig im Großherzogtum entlang der Mosel. Auf die Frage, ob er am Vëlosommer 2024 teilnimmt, antwortete er überrascht: „Dans notre presse locale j'ai rien vu“, obwohl er sie regelmäßig verfolgt. Ob das daran liegt, dass Luxemburger Pressemitteilungen jenseits der Grenze nicht berücksichtigt werden, oder weil man davon ausgeht, dass die angrenzende Region sich schon irgendwie über den Vëlosommer informieren wird, bleibt unklar. Martine Kneip, Direktorin des Europäischen Museums in Schengen, erklärt dem *Land*, dass das Schengener Ponton sich bemühe, den Vëlosommer „proaktiv zu promoten, weil er nicht so bekannt ist“. Es sei „schade, wenn die Leute das nicht wissen“. Im Ponton wurden beispielsweise die Flyer vom Vëlosommer letzten Jahres noch Wochen nach der Veranstaltung liegen gelassen, damit Touristen sich im Nachhinein über den Vëlosommer informieren können. Eine kleine Geste, die sicherlich die Mundpropaganda ankurbeln kann. Doch allein das Auslegen von Flyern reicht nicht, um Aufmerksamkeit zu erzielen.

„Natürlich macht Luxemburg ein bisschen Werbung“, meint Monique Goldschmit. Aber was gemacht wird, genüge bei weitem nicht. Frage man im Tourismusministerium nach, würden Vorwürfe mangelnder Werbung für den Radtourismus wahrscheinlich zurückgewiesen und beteuert, dass man natürlich etwas für den Radtourismus im Land unternehme. Allerdings werde dieser stets im Rahmen von Aktivtourismus oder Business-tourismus vermarktet. Der Fahrradtourismus selbst aber nicht als „eng grouss Iwwerschrëft“, so Goldschmit.

Man könnte beispielsweise mit einer verbesserten Beschilderung der großen Fahrradrouten beginnen, die durch Luxemburg führen, wie etwa der EuroVelo 5. Während diese Route in Martelingen und Schengen, den Start- und Endpunkten, relativ gut ausgeschildert ist, fehlt es in der Hauptstadt an

ausreichender Kennzeichnung. Es wäre jedoch entscheidend, Radtouristen bis nach Luxemburg-Stadt zu führen und sie dort gezielt auf die EuroVelo 5 hinzuweisen. Zusätzlich könnte das *Luxembourg for Tourism Office* (LFT) auf großen Radmessen präsent sein, um die Radwege Luxemburgs vorzustellen und Aufmerksamkeit zu erzeugen. „Mit einem Netz von fast 700 Kilometern in unserem kleinen Land, das vier verschiedene geologische Regionen umfasst, findet man eine solche Vielfalt in so konzentrierter Form sonst nirgendwo.“ Genau das sollte man vermarkten. Gelänge es, Touristen aus Deutschland und Frankreich, die regelmäßig entlang der Mosel radeln, bis nach Luxemburg-Stadt zu bringen und sie dort zwei bis drei Nächte verweilen zu lassen, hätte das erhebliche wirtschaftliche Vorteile, meint die ProVelo Präsidentin.

Das mangelnde Gespür für das Potenzial des Fahrradtourismus sei vor allem bei der diesjährigen Radreisemesse im Aëril in Bonn offensichtlich gewesen. Luxemburg war als Gastland vertreten, die politische Repräsentation jedoch ließ zu wünschen übrig: Kein Minister, kein Vertreter der Politik war vor Ort, lediglich ein paar Beamte. Besonders ins Auge stach ein Programm der Messe mit dem Titel „Luxemburg, das unbekannte Nachbarland“.

Die große Frage stellt sich natürlich: Warum wird nicht mehr gemacht? „Weil es auf der politischen Agenda nicht die oberste Priorität hat“, meint Goldschmit. In der vorherigen Regierung hatten DP-Tourismusminister Lex Delles zu Beginn seines Mandats mit großem Elan das „Veloland Lëtzebuerg“ angekündigt und den Eindruck erweckt, dass die Förderung des Fahrradtourismus in Luxemburg und Marketing oberste Priorität hätten. Doch mittlerweile? „Hört man gar nichts mehr darüber“. Stattdessen bleibe alles beim Business- oder Kongresstourismus hängen. (Auf Nachfrage im Tourismusministerium wird dem *Land* erklärt, dass es dieses „Veloland Lëtzebuerg“-Projekt nie gegeben habe.)

Ein kurzer Blick nach Ostbelgien genügt, um das wirtschaftliche Potenzial der Förderung des Fahrradtourismus zu erkennen. Vor etwa zwanzig Jahren, noch bevor der Bau des Vennbahn-Radwegs begann, war die Lage der örtlichen Hotels eher trostlos. Der Zugverkehr der Vennbahn war in den Achtzigerjahren definitiv stillgelegt worden. Die Entscheidung, die ehemalige Bahntrasse als touristisches Projekt massiv zu unterstützen, erwies sich als erfolgreich. Bereits drei bis vier Jahre vor der Fertigstellung des Vennbahn-Radwegs begann man mit umfassender Werbung. Marketing wurde zur Priorität, und parallel zum Bau der Strecke wurde intensiv geworben. Heute hat der Vennbahn-Radweg eine eigene Webseite, die verschiedene Reiseangebote, Informationen über die historische Bedeutung der Vennbahn, deren Finanzierung sowie einen Überblick über nützliche Services wie Shuttle-Services und Taxis bietet – alles an einer Stelle, ohne dass man die Informationen mühsam einzeln suchen muss. Die positiven Auswirkungen haben sich auf ganz Ostbelgien ausgewirkt, das sich zu einem Hotspot für Rad- und Wandertourismus entwickelt hat. Zahlreiche neue Infrastrukturen entstanden, darunter familienfreundliche Hotels und kleine Bed & Breakfasts, die in der Saison gut ausgelastet sind. Die aufkommende Dynamik belebte auch kleine Cafés und Restaurants entlang der Strecke, die sowohl Einheimische als auch Touristen anziehen. Ähnlich könnte Luxemburg von gut vermarkteten Radwegen profitieren – insbesondere durch die gezielte Förderung und den Ausbau verschiedener Initiativen und Konzepte. Zwar gibt es bereits einige gute Beispiele wie die Eco-Lodges in Useldingen und das Bed & Breakfast in Niederaanven entlang der EuroVelo 5. Eine umfassende Promotion und gezielte Vermarktung könnten dazu beitragen, dass mehr solcher Angebote, sowie auch Cafés und Restaurants entlang der Radwege entstehen und zugleich die touristische Attraktivität Luxemburgs für Radreisende weiter wächst.

Um mit den Nachbarländern Schritt zu halten, Marketingstrategien und Fördermaßnahmen entwickeln zu können, fehlt es allerdings an Daten und Zahlen zum Fahrradtourismus und seinem wirtschaftlichen Potenzial. Daten des Stater liefern dazu kaum Informationen. Besonders wichtig wären Statistiken darüber, wie viele Fahrradtouristen in Bed & Breakfasts oder Hotels übernachten. „Momentan unterscheiden wir nicht zwischen Wandertouristen und Fahrradtouristen“, erklärt die asbl Auberge des Jeunesse du Luxembourg dem *Land*. In Deutschland hingegen werden seit 1999 nahezu jährlich umfassende Analysen zum Radreiseverhalten der Bevölkerung durchgeführt. Diese Erhebungen bieten wertvolle Einblicke in die Zielgruppe der Radreisenden, um deren Verhalten und Bedürfnisse besser zu verstehen und darauf basierend geeignete Maßnahmen abzuleiten. Es wäre auch für Luxemburg entscheidend, das Verhalten von Radreisenden zu untersuchen. Der Mangel an statistischem Interesse erschwert die Entwicklung politischer Initiativen zur Förderung des Radtourismus in einem Land, das eigentlich viel zu bieten hat und über eine vielfältige und gut ausgebaut Fahrrad-Infrastruktur verfügt. ●

Besonders ins Auge stach ein Programm der Bonner Radmesse mit dem Titel „Luxemburg, das unbekannte Nachbarland“.

Étudier la Shoah au Luxembourg : Un travail de bénédictin ?

IIII Ben Fayot

Un travail de bénédictin : qui exige beaucoup de patience et de soins (Le Robert)

Je viens de terminer la lecture de la thèse de doctorat de Blandine Landau, intitulée « À la recherche des Juifs spoliés : Pillages et ‘Aryanisation’ au Luxembourg pendant la Seconde Guerre Mondiale », soutenue avec succès le 25 mars 2024 au C2DH de l’Université du Luxembourg en co-tutelle avec l’EHESS de Paris.

Ce sont 764 pages avec plus de 1 700 notes de bas de page et des annexes d’une soixantaine de pages, donc une somme de travail impressionnante qui s’est étendue sur cinq ans, de 2019 à 2024.

Comment étudier la Shoah aujourd’hui, après tant d’études ? C’est la micro-histoire qui fait apparaître la détresse des individus et des familles face au pillage imposé par les nazis. Se plaçant d’emblée dans un mouvement de recherche international, Blandine Landau s’est inspirée de travaux récents sur la Shoah. Ainsi les historiennes françaises Isabelle Backouche et Sarah Gensburger (des professeures qui ont fait partie du jury de sa thèse) ont étudié l’antisémitisme dans la politique du logement et le pillage des biens juifs dans certaines rues de Paris durant la guerre.

La thèse de Madame Landau est faite de deux parties. Dans la première, piquée au vif par l’affirmation de Paul Cerf qu’il n’y avait point de Rothschild parmi les Juifs luxembourgeois, donc pas de grand collectionneur dans le pays, Blandine Landau a défriché le terrain des œuvres d’art. Elle décrit les collectionneurs et les marchands luxembourgeois ou étrangers à Luxembourg dans les années d’avant-guerre. Contrairement à ce qu’avait laissé penser le rapport de la commission d’études de 2009, il y avait bien en 1940 des familles juives riches à Luxembourg qui possédaient des tableaux et des objets d’art. Ceux-ci ont été saisis par les nazis et ont fait l’objet d’un commerce juteux dont ont profité des acteurs allemands, évidemment, mais aussi luxembourgeois. Reconstituer les chemins des œuvres saisies pendant et après la guerre reste fastidieux aujourd’hui, et l’a été particulièrement pour les familles qui ont essayé de récupérer leurs biens après la guerre.

La seconde partie de la thèse étudie comment les nazis ont accaparé les logements et mobiliers des familles juives, dont celle de Paul Cerf, habitant les rues de l’Alzette, du Brill et des Boers à Esch-sur-Alzette. La chercheuse a essayé de saisir qui a profité des saisies de biens immobiliers dans cette zone. Parmi les profiteurs institutionnels, il y a les autorités allemandes mais aussi vingt communes luxembourgeoises. Quant aux individus, il y en eut qui profitaient directement en reprenant gratuitement ou à vil prix les logements, le mobilier et les marchandises, d’autres qui participaient aux opérations de la dépossession comme gestionnaires, démenageurs et autres artisans et commerçants.

Cette recherche a été un travail de bénédictin. L’expression implique les efforts pour dénicher les sources, les réticences à surmonter pour y accéder, le dépit à avaler devant tant de portes fermées. Elle rappelle les documents mal conservés, les inventaires inexistant, les bureaucraties soupçonneuses. La commission d’études des spoliations en avait déjà fait l’expérience. Elle avait mis huit ans (2001-2009) pour rendre son rapport dont deux années consacrées à restaurer les dossiers des dommages de guerre.

La loi de 2018 sur l’archivage a certainement rendu l’accès aux archives plus difficile pour les historiens

Au cours de sa lecture, le lecteur s’étonne des remarques de l’auteure qui se plaint de n’avoir pas eu accès à telle ou telle source. Son étonnement croît quand il arrive à l’épilogue intitulé « Réflexions sur les conditions d’exécution d’un ‘travail de bénédictin’ » où elle écrit : « [...] nous n’avions pas anticipé l’ampleur que prendraient les problématiques liées à l’accès aux sources jusqu’à la fin de la thèse, en particulier celles conservées dans des institutions publiques. »

L’étonnement du lecteur est d’autant plus fort quand il sait que cette thèse est un rejeton de la politique officielle de l’État grand-ducal en matière de mémoire de la Shoah.

D’abord, la décision de commander une recherche scientifique sur la Shoah à Luxembourg découle d’une convention que la Fondation pour la Mémoire de la Shoah a signée le 25 mars 2019 avec l’Université du Luxembourg pour rédiger une thèse de doctorat consacrée à l’histoire de la spoliation des biens juifs au Grand-Duché de Luxembourg entre les années 1930 et 1950.

Ensuite, l’accord du 21 janvier 2021 de l’État avec le Consistoire israélite est venu conforter cette démarche en intégrant explicitement la recherche sur la Shoah dans sa lutte contre l’antisémitisme. La recherche universitaire indépendante, la recherche de provenance d’œuvres d’art, l’accès aux dossiers afférents des Archives nationales y figurent explicitement.

On peut ajouter que depuis la création du C2DH (Center for contemporary and digital history) en 2015 le mouvement de recherche sur la Shoah a pris de l’ampleur. Le mémorial de la Shoah en construction au C2DH, piloté par Denis Scuto et Yannick Frantz, avec l’aide d’une vingtaine de chercheurs indépendants (*memorialshoah.lu*) y contribue en se concentrant sur les destins d’individus et de familles.

Par ailleurs, dans le cadre de l’accord de 2021, plusieurs doctorants et postdoctorants s’activent sur des sujets qui n’ont pas été abordés dans le rapport de 2009. Benoît Majerus et Nina Graul étudient les spoliations bancaires. Le projet Provilux, confié à Yasmina Zian et Anna Jagos, recherche la provenance des œuvres d’art au Musée d’histoire et d’art et à la Villa Vauban. Marc-Antoine Kolakowski travaille sur le pillage des livres. Le récent numéro de la *Revue d’Histoire de la Shoah* (n°219, mars 202) sur le Luxembourg apporte des synthèses intéressantes d’autres recherches terminées ou en cours.

Les sources de la micro-histoire, ce sont des sources primaires qui sont sauvegardées dans des archives

publiques ou dans les familles elles-mêmes. Or, depuis la loi sur l’archivage de 2018, le débat fait rage sur les délais et les modalités qu’elle impose aux historiens pour consulter ces archives, à tel point que le nouveau ministre de la Culture a lancé une consultation publique pour la modifier.

Dans le cas de la recherche de Blandine Landau, on aurait pu penser que le fait d’être commise officiellement pour un objectif d’utilité publique faciliterait la tâche à la chercheuse. On a l’impression que c’est plutôt le contraire. Vincent Artuso l’avait déjà fait remarquer en 2015 pour sa recherche sur la Commission administrative. D’autres chercheurs comme Denis Scuto et Benoît Majerus ont évoqué les mêmes problèmes. Quant aux difficultés pour accéder aux archives d’institutions publiques autres que les ANLux, elles ne s’expliquent pas.

Madame Landau énumère pas moins de sept archives inaccessibles dans des institutions publiques, dont des communes. Elle donne l’exemple de l’administration du Cadastre aux archives de laquelle elle n’a pas eu accès. Les dossiers de dommages de guerre sont largement inaccessibles aux chercheurs, probablement pour un siècle, pour des raisons fiscales. La chercheuse n’a pas eu accès au Fonds Paul Cerf au Centre national de littérature. De même aucun accès aux archives du Musée d’Histoire et d’Art pour l’étude sur les provenances.

Sans doute les archivistes responsables – s’il y en a – appliquent des règles déterminées par leur

institution pour accéder à leurs archives, à moins qu’il manque tout simplement un inventaire.

À lire les observations de la chercheuse, on se demande à quoi sert la loi de 2018 sur l’archivage. Elle a certainement rendu l’accès aux archives plus difficile pour les historiens. L’empire de la protection des données personnelles s’étend très loin dans le passé. En outre, la loi ne semble pas concerner certaines administrations et institutions qui gèrent pourtant aussi des archives publiques. Faut-il en conclure que les administrations publiques qui ne sont pas exceptées nommément par la loi ne se sentent pas concernées par cette loi et qu’elles gèrent leurs archives comme bon leur semble ?

L’expérience ainsi décrite sur l’accès aux archives publiques du Luxembourg aujourd’hui est consternante. À quoi sert-il de conclure des accords pour pousser à la recherche sur un des sujets les plus douloureux de notre histoire quand les institutions et administrations ne suivent pas ?

On aimerait que l’État ait plus de suite dans les idées. Pour construire la mémoire du pays en y engageant des gens intelligents et responsables, il faut qu’il cesse de se méfier d’eux par une politique néfaste de l’archivage public.

Dans un État moderne, c’est la confiance et la transparence qui devraient mener à un large accès intelligemment réglé aux archives publiques. ●



Dans les archives nationales



Christophe Reynaud

Hécube,
pas
Hécube

FESTIVAL D'AVIGNON

Une édition contre vents et marées

IIII Paul Rauchs

Les trompettes de Jean-Michel Jarre qui sonnent les trois coups des spectacles d'Avignon se veulent trompettes de Jéricho cette année pour ébranler les remparts de haine dressés par le RN entre les Français et leurs invités. En témoigne la grande nuit de sororité qui réunit le 5 juillet, de minuit à l'aube, tous les opposants à la France rance. C'est dans la nature des gens de théâtre de préférer l'optimisme du futur à la nostalgie du passé. Au point qu'on a même l'impression, parfois, que les théâtres se méfient de leur passé, qu'ils aient honte de remettre sur le chantier leur répertoire. Loin de moi de plaider, comme le fait le Front National, pour un patrimoine pétrifié, mais le théâtre semble avoir perdu pour ses ancêtres le regard de Chimène que portent sur leurs aînés les musiciennes, écrivains, peintres et autres architectes. Leur rapport au temps a changé, on produit ici et maintenant des spectacles qui sont souvent peu écrits et ne demandent pas à faire répertoire. Mais à confondre l'art et le théâtre avec la sociologie et le travail documentaire, on fait l'impasse sur la nécessaire distance offerte par la durée, le temps et sa patine.

Ces idées m'assaillent quand j'essaie d'assister au semi-marathon de cinq heures d'*Absalon*, *Absalon !* Autant dire que je ne franchirai point la lignée d'arrivée du spectacle de Séverine Chavrier, pourtant encensé par la critique. Il est vrai que ce jour du 7 juillet, je suis, comme beaucoup de mes semblables, légèrement éméché afin de noyer mon angoisse devant l'apocalypse électorale annoncée pour ce soir-là. Le roman de Faulkner, dont est tirée la pièce, met pourtant en garde contre le danger du racisme et l'obsession de la pureté. Je ne plaide pas non plus pour graver dans le marbre les règles aristotéliennes de l'unité du temps, de l'espace et de l'action, mais j'ai du mal à faire face à cet excès de stimuli provenant d'une vidéo envahissante, de voitures et d'animaux sur la scène, de la bande sonore (excellente au demeurant, signée et interprétée par le bassiste Armel Malonga) et, j'oublie, des acteurs qu'on a de la peine à distinguer en chair et en os sur le plateau. On l'aura compris, la metteuse en scène fait preuve d'une virtuosité si extraordinaire qu'elle finit par nuire à sa cause. Je m'accorderai néanmoins une séance de rattrapage lors du passage, la saison prochaine,

*Dans le genre
Publikumsbeschimpfung
Peter Handke a fait mieux
et plus subtil, il y a plus
d'un demi-siècle*

de la troupe au Grand Théâtre de Luxembourg qui co-produit le spectacle.

Poussé ce cri de gueule, j'assistais à *Hécube, pas Hécube*, le spectacle écrit et monté par Tiago Rodrigues *himself* dans les Carrières de Boulbon et je suis bien obligé de ravalier mon encre et mon fiel, le Portugais rendant, en partant d'Euripide, un extraordinaire hommage aux pères fondateurs de sa discipline, au théâtre, à tout le théâtre et rien qu'au théâtre. Le paysage tellurique des carrières fait écho à la Grèce antique, et dans son milieu se dresse, comme un loup solitaire, une énorme statue de chien qui veille (ou qui menace) sept personnages en quête de pièce. Les acteurs de la Comédie Française répètent *Hécube* d'Euripide qui se met à résonner avec le vécu des comédiens, et particulièrement avec la lutte de Nadia qui interprète le rôle d'Hécube. Nadia intente un procès à l'État qui n'a pas su ou pu ou voulu organiser ses lieux de vie pour enfants handicapés. Otis, le fils autiste de Nadia, dont le nom fait référence (comme la bande son du spectacle) à Otis Redding et non à son autisme (comme le précise sa mère), a fait l'objet de maltraitance dans l'institution où il a été placé. La plainte judiciaire de Nadia se pose alors comme un palimpseste sur le combat d'Hécube, reine déchue de Troie qui demande justice pour le meurtre de son fils qu'elle a pourtant confié aux bons soins du roi de Thrace. La trame est limpide, le chœur commente et explique (parfois un peu trop) le

cheminement du drame, l'humour et la jubilation, mais aussi la tendresse et la douleur sont omniprésents, déclamés avec tout le métier classique de la troupe du Français, entraînée par un Denis Podalydès (en Agamemnon et procureur) espiègle et autoritaire à souhait et un Loïc Corbery volubile et virevoltant. Et que dire d'Elsa Lepoivre qui incarne Hécube en (très) grande tragédienne et Nadia en femme d'aujourd'hui, fragile et déterminée ? Elle vous émeut aux larmes et vous laisse pétrifié d'admiration. Merci pour cette jubilante soirée de matrimoine non pétrifiée !

L'espagnol, langue invitée de cette 78^e édition, fait la part belle à l'Amérique du Sud, en accueillant notamment la joyeuse troupe de l'Argentin Tiziano Cruz, qui raconte dans *Soliloquio* son accession et sa trahison, se hissant du statut de pauvre indigène homosexuel à celui de l'intellectuel reconnu et fêté par ceux-là même qui sont responsables de la misère des siens, à commencer par celle de sa mère. Tout cela est exposé avec les moyens de la fête et du verbe. Après une parade à travers la ville aux sons des fifres et tambours, l'extraordinaire acteur qu'est Cruz monte sur scène, à peine vêtu d'un slip blanc, pour un soliloque-manifeste « vide de langue, vide de territoire » superbement écrit et interprété.

Elles cochent toutes les cases : femmes, trans et queer, sorties de prison, victimes de violences, elles font de leurs propres histoires une histoire racontée par l'Argentine Lola Arias dans son spectacle, dans leur spectacle plutôt, *Los Dias afuera*. Comme les protagonistes, c'est une pièce trans, ni comédie musicale, ni documentaire, ni concert, ou plutôt tous ces genres à la fois. C'est efficace, c'est sans surprise, et honni soit le critique qui mâle y pense.

Le critique, justement, reçoit son content de gnons dès le premier soir du festival. Angelica Liddell choisit en effet le vénérable Palais des Papes pour faire cour et honneur à son cul qu'elle exhibe, aux sons de Bach, au public et aux critiques dont elle cite, grandes projections à l'appui, les mauvais papiers qu'ils ont osé signer contre elle. Dans le genre *Publikumsbeschimpfung* Peter Handke a fait mieux et plus subtil, il y a plus d'un demi-siècle. Ah oui, il paraît que *Dämon*, soustitré *El funeral* de Bergman,

est un hommage au cinéaste suédois, mais la performeuse espagnole crie plus qu'elle ne chuchote. Que n'a-t-elle pris exemple sur Elisabeth, le personnage de *Persona*, autre film de Bergman, devenue muette en pleine représentation d'*Electre* ? Liddell évolue parmi une foultitude de personnages baroques, des vieillards poussés sur des chaises roulantes, un nain et même un pape qui nous fait songer à Bacon et qui nous interroge : est-ce de l'art ou du bacon ? Soyons juste : la Liddell connaît son métier, ou plutôt ses métiers : grande actrice quand elle débite son monologue de trois quarts d'heure, talentueuse scénariste quand elle fait descendre des hommes noirs de la paroi du Palais, habile polémiste quand elle installe toilettes et bidets le long de la scène, inventive chorégraphe quand elle dirige sa troupe de danseurs et de comédiennes qui ne rechignent pas à se dénuder eux aussi devant un public qui communie dans la provocation. Dehors, le peuple a beau s'apprêter à voter RN, dedans, les bobos parisiens restent dans un entre-soi qui cultive ses codes, tout en feignant de s'en moquer.

Lacrima de la Française Caroline Guiela Nguyen, est une dénonciation efficace du système capitaliste et monarchique du Nord qui exerce sa domination sur ce qu'on appelle aujourd'hui le Sud global. La mise en scène n'empruntant pas que le flashback à la technique cinématographique, nous ne critiquerons donc pas l'usage parfois pertinente, mais souvent stéréotypée de la vidéo. Du désir d'une somptueuse robe d'une princesse anglaise à son élaboration laborieuse dans un atelier de haute-couture à Paris et jusqu'à sa réalisation laborieuse dans les bas-fonds indiens, de traitant en sous-traitant, Madame Nguyen nous prend à témoin de l'exploitation des « ressources » humaines, dans tous les milieux, dans tous les pays. Du *burn-out* et du suicide de la cadre parisienne à la maladie professionnelle de l'artisan indien, le cynisme des patrons répond à la misère des travailleuses. Tout cela est juste, mais, pour le dire avec Brecht, l'émotion l'emporte sur la réflexion et l'action. Si le spectacle veut manifestement répondre aux « Fragen eines lesenden Arbeiters », il y est aussi question d'une histoire de couple, d'une femme (artiste, cadre, épouse, mère) au bord de la crise de nerfs et, de l'autre côté du globe, d'une relation père-fille digne d'un conte de Dickens. La soirée se fait alors sitcom, dérivant vers un mélodrame qui nous fait passer un moment bien divertissant. L'histoire est, en effet, habilement ficelée et la dramaturgie ne fait jamais relâcher le suspense. Les acteurs sont excellents, et les comédiennes émouvantes. Admettons alors que nous avons la conscience peut-être un peu moins tranquille quand nous contemplons, au sortir de ce spectacle de trois heures, nos robes et autres accessoires made in. Car nous sommes tous, ici, des princesses anglaises.

L'anecdote du vécu devient ainsi le symptôme du système

Après cette pièce qui dénonce l'absence de justice, voici Lorraine de Sagazan qui met en scène les excès de la justice, en l'occurrence le scandale des comparutions immédiates. Pas de sentimentalisme ici, mais du théâtre, rien que du théâtre. Encore que. Son *Léviathan* convoque Hobbes, bien sûr, Brecht aussi, le cirque (un cheval apparaît sur scène), la danse, le chant et jusqu'au « Sprechgesang », la parodie, le tragique et le comique. La philosophe, actrice, metteuse en scène s'est immergée pendant plusieurs semaines dans les prétoires de la vingt-troisième Chambre du Tribunal de Paris et en a ramené un spectacle qui, tout en mêlant l'absurde à l'hypermérealisme, n'a pas peur d'assommer le spectateur avec des chiffres bruts, terriblement efficaces : 19, 16 et encore 19 minutes pour 6, 12, respectivement 8 mois de prison ferme. Dans la formidable troupe de comédiennes et d'acteurs tous masqués et professionnels, un amateur non masqué s'est égaré comme le justiciable devant la juge. À la façon du chœur grec, il commente l'action et témoigne de son propre parcours. L'anecdote du vécu devient ainsi le symptôme du système dans ce qui restera sans doute comme l'un des moments forts du festival.

On ne saura dire de même de la très attendue *Elizabeth Costello*, d'après l'œuvre de J.M. Coetzee, mise en scène dans la Cour d'Honneur par Krzysztof Warlikowski. Le metteur en scène assène un trop plein de stimuli au spectateur qui ne sait plus où donner de l'œil et de l'oreille entre la vidéo qui se filme elle-même, les comédiens qui s'expriment en polonais et les sous-titres qui les traduisent, l'ombre tutélaire du vénérable palais, enfin, qu'on ne remarque même plus. L'indéniable virtuosité du Polonais dessert son propos qui devient verbeux et bavard et fait fuir nombre de spectateurs bien avant la fin des quatre heures que dure le spectacle.

C'est une tradition : en Avignon, le théâtre partage de plus en plus l'affiche avec la danse. Ce n'est donc pas un hasard si, cette année, le chorégraphe Boris Charmatz soit l'artiste

complice. Dans *Forever* il rend hommage à la regrettée Pina Bausch, dont il vient de reprendre la troupe de Wuppertal. Sept heures durant, il donne des variations sur le mythique Café Müller, mêlant les artistes d'aujourd'hui à ceux d'hier, celles qui ont connu Pina et ceux qui la découvrent. Les spectateurs sont conviés par tranches de deux heures, la queue qu'ils font avant d'accéder à la salle fait partie intégrante du spectacle qui joue avec les corps certes, mais aussi et surtout avec le temps. On se régale de quelques très beaux moments de corps à corps notamment qui exaltent et dénoncent la rencontre qu'elle soit annoncée, furtive, avortée, violente ou tendre.

Mention spéciale pour *Close*, spectacle de danse de Noé Soulier qui fait honneur à son nom en faisant des gros plans sur les pieds des danseurs, mais aussi, évidemment, sur les jambes, les bras, les têtes. Sur des airs de Bach, interprétés par l'excellent Ensemble Il Covito, les six danseuses et danseurs sculptent avec leurs membres et avec beaucoup de grâce une agressivité stylisée et fort esthétique qui fait répondre l'espace au mouvement, à moins que ce ne soit l'inverse, réconciliant ainsi, comme le dit la chorégraphe, les danses classique et contemporaine.

Et si on gardait le meilleur pour la fin ? Non pas tellement pour le titre *Terminal*, mais pour la qualité du spectacle des Portugais Inês Barahona (texte) et Miguel Fragata (mise en scène et jeu) ? La nuit tombe sur le Cloître des Célestins dont la scène est bordée, comme d'un rideau ouvert, par deux majestueux platanes, génialement inclus dans le décor qui place à leurs pieds des énormes racines, gisant comme des ruines antiques et qui avertissent du mal qui ronge la planète, notre Pacha Mama. Quatre acteurs et deux musiciens qui, respectant la parité, se croisent et se décroisent, se rencontrent et se dé-rencontrent, à l'image de la femme sans racines et de la femme qui s'enracine. Dans cette forêt enchantée, Shakespeare rencontre Beckett, et c'est dans un songe d'une nuit d'été, dans une clairière, une « Lichtung » dirait Heidegger, le nazi écolo, que la femme, chassée par le fleuve qui menace, croit trouver une nouvelle patrie en se faisant ensevelir sous une montagne de laine. La voilà, telle la Winnie de Beckett, recouverte jusqu'au cou. Mais plus que des beaux jours, c'est une triste nuit qui s'annonce. Les lumières baignent ce véritable conte dans un halo de couleurs irréelles et oniriques qui nous laissent comme des enfants face à la grand-mère qui raconte la triste histoire des enfants abandonnés, livrés aux ogres et aux loups. Dans un grand moment d'émotion qui ne bannit pas la lucidité, elle constate : « Le théâtre peut encore raconter des histoires, mais il ne sauvera pas la planète. » ●

Terminal
(L'État du monde)



Christophe Reynaud



Des phrases et des images

IIII Lucien Kayser

Chantal Akerman, romancière du grand écran

On ne rappellera jamais assez, ou trop, que la revue britannique *Sight and Sound* a désigné, non, sacré, en décembre 2022, *Jeanne Dielman, 23 quai du Commerce, 1080 Bruxelles*, comme meilleur film de tous les temps dans son classement décennal. Chantal Akerman, la cinéaste belge née en 1950, l'a tourné en 1975, à un très jeune âge donc, et avec beaucoup de courage et autant de perspicacité. Delphine Seyrig lui avait fait confiance pour le rôle de cette mère de famille, ménagère au long de deux cents minutes. Sacre amplement mérité pour l'engagement féministe des deux, il y a quand

même une cinquantaine d'années, qui a fait se demander au critique du *Monde* à l'époque comment dire chef-d'œuvre au féminin. Pour la radicalité du propos, cette plongée incessante dans les tâches quotidiennes, les rites pour vaincre l'ennui, l'absurde, jusqu'au dérèglement final, le meurtre du troisième client de Jeanne qui se prostitue comme elle fait la cuisine, jusqu'au moment de l'intrusion subite du plaisir, de la vie. Les dernières images montrent Jeanne assise à la table du salon, avec des traces de sang sur la chemise, les mains. Elle a basculé, vers quoi, ça reste ouvert.

L'exposition sur Chantal Akerman, *Travelling*, au Bozar – Palais des Beaux-Arts, à Bruxelles, ces derniers mois, qui sera reprise à Paris, fin septembre, au Jeu de Paume, a ramené à un (autre) épisode caractéristique, lui carrément originel, générateur : Treize minutes, dans un 35 mm en noir et blanc, de 1968, où une jeune femme, la réalisatrice elle-même, s'enferme dans son appartement de HLM, s'adonne à toutes sortes de nettoyages avant de faire tout exploser, la tête posée sur la gazinière. Cela s'appelle *Saute ma ville*, du Chaplin, du Keaton, avant le drame, le burlesque avant le tragique : Akerman, adepte de pareil glissement, renversement.

Avant, il n'y avait eu que quatre films en 8 mm standard pour l'entrée à l'Institut national supérieur des arts du spectacle. Après, elle quitte Bruxelles pour Paris, c'est là, pense-t-elle, qu'on écrit des romans, dans une chambre de bonne. Et il est vrai que ses films sont et resteront comme des romans (d'ailleurs n'ont-ils pas une étrange parenté avec la littérature qui se fait au même moment). On vient de publier, chez l'Arachnéen, un coffret de trois volumes, les deux premiers comprenant *L'Œuvre écrite et parlée* de Chantal Akerman, le dernier une présentation, des informations, des commentaires. Eh bien, tant de ces textes, les scénarios en premier, se lisent comme de la littérature justement, irais-je jusqu'à dire me

Il est dans ses films, dans ses personnages, un bouillonnement, une violence, des rites impuissants face au dérèglement

trouver des fois dans Duras (et d'autres noms peuvent de même venir à l'esprit).

Il y a également des entretiens qui jettent une belle lumière sur la cinéaste et ses films. Toujours la relation des images et des phrases, passage avec Godard par exemple, en 1980, où elle dit écrire très précisément ce qu'elle veut montrer. Ajoutant, au grand dam du



Chantal Akerman, à l'entrée de son exposition bruxelloise

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Abendlandmahl

III Michèle Thoma

Ich hätte Haare wie Maria Magdalena, behauptete einst ein kroatischer Dichter. Woher er denn die Haare von Maria Magdalena kenne? reagierte ich skeptisch. Na, vom Abendmahlbild. Aber das waren doch lauter Männer! Eben nicht. Eben nicht, weise lächelnd offenbarte mir der Dichter das Geheimnis, das, so meinte er, in einem Weltbestseller enthüllt worden war. Und das außer mir sowieso schon jede/r konnte. Zumindest die, die überhaupt noch irgendetwas mit dem rätselhaften Personal auf jenen Abbildungen anfangen konnten, mit denen Museen, einstmals Kirchen genannt, denen aufwarten, die sie mit erwartungsvoll gezücktem Handy durchstreifen.

Abgesehen von den Highlights und Hotspots des Christentums, den immer wieder bemühten Kunstevents und Kulturkicks, ist es ja bekanntlich still um den Christengott. Gott allein zu Haus. Wo sind sie alle? Im Kulturkampf? Bei den Pegida-Märschen, sich unbeholfen grölend an einem holden Knaben im lockigen Haar vergreifend? Im Schatten der Dome, die mit empörtem Glockendonner kontern. Alle linken Teufel an die Wand malend, um dann auf sie los zu preschen, auf in den Kampf! Aufs Schlachtross gegen die Reiterin auf der Seine, das muss die apokalyptische Todesreiterin sein!

Und dann dieses Bild, das über Nacht zur kollektiven Wahnvorstellung mutiert. Als hätte die selbstverständlich christliche Belegschaft des fabulierten Konstrukts Abendlands lebenslänglich dieses Bild gehütet wie seinen Augapfel, bevor Zerstörung und Blasphemie über es hereinbrachen. Aber worin besteht die Blasphemie? Die Zentralfigur dieses Bildes strahlt unerschütterlich über Jahrhunderte, inmitten von Verrat und Verwirrung Milde aus, eine resignierte Schwermut, so könnten wir es

War hier läuft ist nur die Empörungsmaschine. Es ist nur die Empörungsmasche. Es ist nur der kalkuliert gefütterte Empörungsreflex

deuten, v.a. Gelassenheit inmitten der Panik-Truppe. Eine Ergebenheit. Gottergebenheit, eine Eigenschaft, die uns nicht mehr besonders geläufig ist und schon gar nicht erstrebenswert erscheint. An der Seite der Zentralfigur, Jesus genannt, der Mann oder die Frau, das Geschlecht ist unklar, wurscht, der Lieblingsmensch.

Diese Zentralfigur, Jesus genannt, kennt meine Degeneration noch von unzähligen Darstellungen, Bildern, aus Gleichnissen und Geschichten, wahrlich, wir haben Jesus intus. Es ist nicht der Jesus der Jesus-Freaks, die auf Jesus sind wie auf einer Droge. Dennoch ist er keiner, vor dem man sich fürchtete, wie vor seinem voyeuristischen, terroristischen Vater. Meist wird er sanftmütig dargestellt, mit beinahe weiblich konnotierten Gesichtszügen,

fließendem Haar, einem offenen, lodernen Herzen. Auf Heiligenbildchen, die aktuell in vielen Kirchen aufliegen, trägt er einen Conchita-Wurst-Bart und Conchita-Wurst-Haupthaar, das Flammendreieck, das aus seinem Herzen bricht, erinnert zumindest auf meinen ersten Blick an ein Regenbogengewand. Jesus, die Figur jenseits des Geschlechts. Jesus vereint die Geschlechter, wenn er für etwas zuständig ist, dann für das Vereinen. Er ist kein Spalter, er ist inklusiv und divers. Warum sollen an seiner Tafel nicht alle sitzen? Ob man den blauen, sich fläzenden Dionysos hätte einladen müssen, darüber kann man streiten – Streiten ist immer gut, Streitkultur nannte man das mal –, aber moralisch hyperventilieren deswegen? Nein, nicht einmal Hyperventilieren, was hier läuft ist nur die Empörungsmaschine. Es ist nur die Empörungsmasche. Es ist nur der kalkuliert gefütterte Empörungsreflex. Weil sich die Rechte was ausrechnet.

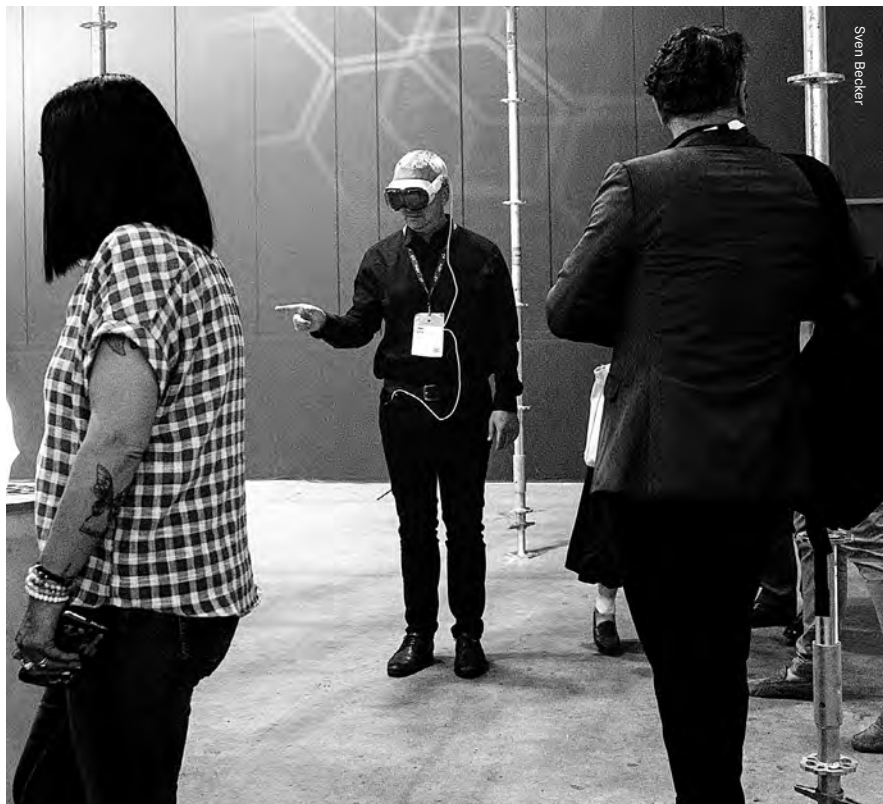
Dort, wo die Kultur kaum in Spurenelementen vertreten ist, sind die eifrigsten Kulturkämpfer/innen zugange. Aufgestachelt von denen, die verdrehen und bewusst missverstehen und frohe, fröhliche Botschaften in Szenarien des Untergangs umdeuten. Dass das Objekt ihrer Empörung das falsche ist, spielt dann kaum noch eine Rolle. Dass Bacchus der Star ist und die Antike, immerhin die Erfinderin der Olympischen Spiele, zum Mahl lädt, egal. Hauptsache empört.

So kommen alle zu ihrer Empörung. Die schnappatmenden Konservativen, die ultrarechten Kulturkrieger/innen, die im grellen Licht der Aufmerksamkeit badenden Eröffnungs- Künstler/innen. Und vielleicht, vielleicht haben Letztere ja mit dieser Zweideutigkeit gespielt? Wenn ja, wäre es ein gefährliches Spiel. ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH

Langage simple (Novlangue)

III Jacques Drescher



Sven Becker

Suisse, qu'il est plus facile de faire des images que des phrases... « Il y aura (toujours) quelque chose sur la pellicule, tandis que l'écriture, il faut tirer chaque mot ». Ailleurs, tant de choses s'éclairent, de même dans le catalogue de l'exposition, par exemple où son opérateur cadre pour *Un jour Pina a demandé*, documentaire sur la chorégraphe de Wuppertal, évoque la Shoah (et la mort d'une partie de la famille de Chantal Akerman), et d'un coup le jugement de la cinéaste prend tout son sens, qui n'arrive pas à définir ce qui ressemble peut-être à du bonheur, elle ajoute qu'à des moments, « elle doit se défendre de ce qui est exprimé, fermer les yeux, et je ne comprends pas pourquoi... ».

Littérature, cinéma, un autre pas a été franchi, dès 1995, avec une première installation de 24 moniteurs en triptyque, un dernier où Chantal Akerman s'exprime en voix off. Et dans son œuvre ultime, *Now*, cinq écrans suspendus « pour un vrai face-à-face avec les images », c'est du côté de Venise et des arts plastiques que le monde la retrouve, en 2015, peu de temps avant qu'elle ne décide de nous quitter définitivement. Avec *Jeanne Dielman*, la romancière et cinéaste s'était étendue d'emblée dans le temps, elle l'a fait alors dans l'espace, « ça vous intéresse d'être dans la transgression », lui avait demandé Godard, « oui probablement ». ●

Ministère de la Digitalisation:

„Le GovTech Lab a lancé le partenariat d'innovation ‚AccessiLingua‘ en faisant appel aux acteurs externes pour développer

une solution technologique capable d'assister les rédacteurs de textes à générer plus efficacement l'équivalent en langage simple.

Le jury a terminé l'évaluation d'un total de 13 candidatures et la seconde étape a été déclenchée: le POC (Proof of Concept).“

Domm gebueren,
Näischt bäigeléiert
An de Rescht vergiess.
(Lëtzebuerger Spréchwuert).

Von den Grenzen des Zeigbaren

IIII Marc Trappendreher



Szene aus *Die Ermittlung* von RP Kahl

„Nach Auschwitz ein Gedicht zu schreiben, ist barbarisch“, hat Theodor W. Adorno einmal überaus mehrdeutig formuliert und eröffnete damit eine Diskussion über ein grundlegendes Misstrauen in die Fähigkeit der Kunst sich den Gräueltaten, die unter dem NS-Regime in der Logik der Massenvernichtung begangen wurden, anzunehmen. Immer wieder begleitet die künstlerische Aufarbeitung des Holocaust die kontroverse Frage nach einem Bilderverbot; jeder Annäherung an eine Darstellung sei schon ein Moment des entwürdigenden Missbrauchs inhärent, das nur auf die Entweiheung zielen könne. *Die Ermittlung* – das Theaterstück von Peter Weiss, 1965 uraufgeführt, ist ein monumentales Werk, das den ersten Frankfurter Auschwitzprozess von 1963 bis 1965 künstlerisch nachzeichnete und verdichtete. Der Text des Stücks ist den Protokollen Bernd Naumanns entnommen, die sehr genau Tatbestände, Täter- und Opferrollen innerhalb der NS-Vernichtungsmaschinerie aufschlüsseln. Es war der erste bundesdeutsche Prozess, bei dem Deutsche über Deutsche richteten, nicht die alliierten Siegermächte. Der deutsche Regisseur RP Kahl hat den Stoff nun für den Film adaptiert – und ein ganz sonderbares wie eindringliches Werk zur Erinnerungskultur um den Holocaust, zwischen Film und dokumentarischem Theater, geschaffen.

Die Frage nach den Bildern muss RP Kahl umtrieben haben, dergestalt, dass er gerade sie zum Zentrum seines Films macht. Der Kunstgriff ist so schlicht, wie er bildgewaltig ist: Er bebildert nicht die Gräuelt und die Unmenschlichkeiten von Auschwitz, er evoziert sie über die individuelle Vorstellungskraft. Das Vertrauen in die Imagination seines Publikums spiegelt *Die Ermittlung* zunächst in seiner Form: Überaus reduktionistisch vereint er in einem Filmstudio rund 60 Schauspieler, die die Protokolle abwechselnd in einer Art Theaterinstallation vortragen. Keine aufwändigen Kostümierungen, keine detailreichen Requisiten – nicht dem Naturalismus in der Darstellung gilt hier das Augenmerk, sondern der Abstraktion, der Verfremdung. Mikrofon, Podest, aufgereichte Stühle und neonfarbenes Hintergrundlicht bestimmen das äußere Erscheinungsbild. Dazu die befremdliche Sprache, das nachdrücklich Rezitative in der Sprechweise aller Beteiligten – all das macht aus *Die Ermittlung* einen ebenso beklemmenden wie eindringlichen und mitreißenden Film, der zuvorderst über die menschliche Sprache als Ausdrucksmittel funktioniert. Da gibt es den Zynismus der Lagerkommandanten, die Entrüstung der Opfer und Zeugen, den Zwiespalt der Mithelfer und es gibt die Ohnmacht der Richtinstanz einen Sinn in all dem zu finden. *Die*

Ermittlung ist auch und besonders ein Film über das gesprochene Wort, wie es auf Anschuldigung drängt, aber sich auch in Entschuldigungsversuchen verlaufen kann. Aufmerksames Zuhören und analytische Konzentration treten anstelle des emotionalen Erlebens.

In einem filmhistorisch übergeordneten Kontext der Darstellungsweisen der Shoah im Kino lässt sich *Die Ermittlung* wohl am ehesten an der Schnittstelle zwischen Stanley Kramers *Judgment at Nuremberg* (1961), Claude Lanzmanns *Shoah* (1985) und Steven Spielbergs *Schindler's List* (1993) situieren – von Kramer übernimmt er die illusionistisch-beschreibende Dimension, von Lanzmann die nüchternen Zeugenaussagen und auch die Frontalkamera als bevorzugtes Stilmittel, verzichtet aber auf den Originalschauplatz und fiktionalisiert seine Vorlage, ohne dabei aber den Grad von Spielbergs Film anzustreben, vielmehr verzichtet Kahl auf dessen dramatischen Effekt. Man sollte diesen außergewöhnlichen Film deshalb nicht übergreifend als abgefilmtes Theater betrachten – nichts wäre weniger richtig. RP Kahl umfährt sein oberflächliches Erscheinungsbild sehr geschickt: Zu eindringlich sind die überaus scharfen Großaufnahmen der Gesichter, in denen wir ansatzweise lesen sollen, in der beherrschten Mimik des Richters (Rainer Bock) oder noch des Staatsanwalts (Clemens Schick), zu präzise die subtilen Kamerafahrten, die den Zeugenstand, das Richterpult und die Anklagebank umkreisen, zu untermalend die pointierten Musikeinlagen. Dann die Montage: Sie verknüpft Großaufnahmen miteinander im Sinne des Wortgefechts und erreicht dabei eine intensive Form der unmittelbaren Nähe, die das Theater so nicht leisten kann und die letztlich in der Medienspezifik des Films begründet liegt. Unter diesem Aspekt der minimalistischen Theaterdekoration, die doch mit subtilen filmischen Mitteln angetrieben wird, erinnert *Die Ermittlung* ferner an Lars von Triers *Dogville* (2003) ohne aber in irgendeiner Form moralisierend oder emotionalisierend zu wirken.

Genrespezifisch betrachtet ähnelt *Die Ermittlung* noch am ehesten einem Gerichtsdrama über die Sezierung des systematischen Völkermords, aber nichts bei Kahl ist Dramatik, keine Zuspitzungen, keine Sympathieleanungen und: keine Einfühlung – weil Einfühlung in die KZ-Erlebnisse ohnehin nur in die Leere laufen muss. Sogar die „Spannungskurve“, von der Rampe bis zu den Gaskammern, die dem Gesprochenen eine Struktur geben,

ist realhistorisch so vorgegeben. Der Untertitel Oratorium in elf Gesängen drängt bereits auf das Facettenhafte dieser Ermittlung, eine Steigerung der Unmenschlichkeit beobachtend, die auch Bezüge herstellt zur engen Verknüpfung zwischen NS-Tötungsmaschinerie, Wirtschaft und Sklavenarbeit – von Auschwitz zu erzählen, meint auch, immer neue Facetten offenzulegen, immer Neues dazuzulernen. Kahl inszeniert dies mit einer überaus eindringlichen Strenge. Sie verleiht diesem Film etwas ungemein Zwingendes: Es ist das entschiedene Hineinwerfen des Zuschauers in die stille Beobachterposition, der er sich nicht mehr entziehen kann – darin liegt die Intensität dieses Films, der beim Schauen weh tun soll, dessen Zugang man sich erarbeiten muss, über die belastende Drastik des Vorgetragenen, eine Drastik, die stört, die aufreißt.

Eigentlich rüttelt *Die Ermittlung* an den Wessenzügen des Kinos als Bildermaschine und überhöht es paradoxerweise zugleich: Kahls Film zeigt nicht über was er spricht, er beschreibt es und löst damit ein Kopfkino bei jedem Zuschauer aus. Er zeigt Auschwitz und zeigt es nicht. Die Leinwand weist über sich hinaus auf unzählige Leinwände dahinter. Und er setzt einen Bilderkatalog frei, der selbst wieder ein hochgradig filmischer ist: Man kennt die fiktionalisierten Schwarz-Weiß-Bilder aus Steven Spielbergs *Schindler's List*, die bei aller Dramatisierung die sie betreiben auch einen dokumentarischen Charakter haben, weil sie die ikonisch gewordenen Originalaufnahmen, etwa das Eingangstor zu den Lagern, reproduzieren. Die wenigen zeitgenössischen Originalaufnahmen, die von Auschwitz existieren, setzt Kahl als Standbilder lediglich rahmend ein. Es ist so auch ein Film über die Grenzen des Zeigbaren. Da wo der moralische Streitpunkt erreicht ist, gewinnt die Verlagerung an Bedeutung. Es ist ebendiese Verlagerung, die Kahls Film so sonderbar und einzigartig macht. Nicht der Gerichtssaal an sich, wo sich die Absurditäten und die Kälte dieser Kriegsverbrechen a posteriori manifestieren, schiebt sich als Handlungsort wahrlich nach vorn – Kahl unterdrückt dies in diesem sehr antinaturalistischen Setting – sondern die Lagerstätte Auschwitz selbst. Es sind die Leerstellen, die Absenz, die seinem Film zur Wirkungsmacht verhelfen und zu einem wichtigen Baustein der Erinnerungskultur machen. Die Ermittlung eröffnet auf entschieden provokative und radikale Weise die Bildwelten jenseits des Darstellbaren, er setzt auf die Bilder hinter den Bildern. Auch das ist Kino. ●

AVIS



Ville de Luxembourg
Communication et relations publiques

Avis de marché

Procédure : 13 européenne négociée
Type de marché : Services

Date limite de remise des plis :
06.09.2024 10.00 heures

Lieu :
Luxembourg

Intitulé :
Création du site web de la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg.

Description :

- Ce marché de prestations de services porte sur la création d'un site web autonome pour la Cinémathèque comprenant :
 - L'architecture d'information ;
 - L'expérience utilisateurs ;
 - Le design des interfaces ;
 - Des tests utilisateurs ;
 - Le développement et un

contrat de maintenances corrective, préventive et évolutive sur une période de 5 ans.

Conditions d'obtention du dossier :
Tous les documents relatifs à ce marché sont disponibles sur le portail des marchés publics du Grand-Duché de Luxembourg.

Réception des plis :
Par le biais du portail des marchés publics du Grand-Duché de Luxembourg uniquement.

N°. avis complet sur *pmp.lu* :
240175

Administration communale de Wormeldange

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
18.09.2024 10.00 heures

Intitulé :
Construction d'un atelier communal à Wormeldange.

Description :

- Travaux de chape (industrielle et terrazzo) et d'isolation au sol.

Conditions d'obtention du dossier :
électronique par l'intermédiaire du portail des marchés publics.

Réception des plis :
électronique par l'intermédiaire du portail des marchés publics.

N°. avis complet sur *pmp.lu* :
2401677

Le Collège des Bourgmestre et Échevins

d'Lëtzebuurger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant** Stephan Kinsch (48 57 57-1; land@land.lu). **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu). **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), Luc Laboulle (48 57 57-28; llaboulle@land.lu), Stéphanie Majerus (48 57 57 35; smajerus@land.lu), Sarah Pepin (48 57 57 36; spepin@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Letzeburger Land **Instagram** letzeburger_land **Impression** Editpress S.A. **Prix par numéro** 6,00 € **Abonnement annuel** 200,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000

La photographie à l'épreuve du temps

III Loïc Millot

La patrie qui a vu naître Edward Steichen ne sera pas insensible à la vaste exposition photographique conçue par l'un des éminents spécialistes du genre, Sam Stourdzé. Il fut directeur du Musée de l'Élysée à Lausanne et des Rencontres d'Arles avant de prendre les rênes de l'Académie de France à Rome en 2020. Le titre de la manifestation du Centre Pompidou-Metz, *Voir le temps en couleurs. Les défis de la photographie*, semble réducteur. La couleur n'en est que la destination finale, le parcours s'étendant longuement sur les diverses avancées et expérimentations accomplies au sein de la longue tradition du noir et blanc. Et après tout, le noir et le blanc ne sont-ils pas également des couleurs ? Toujours est-il que les artistes ont dû dépasser les préjugés tenaces qui assignaient à la photo une simple mission conservatrice, comme « humble servante des arts et des sciences » pour paraphraser le poète de la modernité, Charles Baudelaire. Mais aussi ne pas se limiter aux seules vertus scientifiques devant lesquelles la photographie aurait pu abdiquer, tel l'astronome Jules Janssen percevant en elle « la rétine du savant », en 1877. Tout l'intérêt de cette exposition consiste à mettre en tension les avancées techniques et les usages esthétiques contemporains qui ont émergé en se les réappropriant à leur avantage.

Le parcours débute à partir d'expériences optiques, du côté des théâtres d'ombre et de la camera obscura. Ce dispositif optique, dont le principe consiste à faire entrer de la lumière dans une boîte ou un espace entièrement noir à travers un petit trou, permet d'obtenir une image inversée du réel. Plusieurs artistes se sont récemment inspirés de ce procédé. Avec *Shadow Play* (2011), Hans-Peter Feldmann rassemble une soixantaine de bibelots issus de sa collection pour en projeter sur le mur les ombres mouvantes, animant un spectacle spectral qui lui importe davantage que les objets eux-mêmes. De son côté, l'artiste cubain Abelardo Morell sillonne le monde au début des années 1990 pour convertir des chambres d'hôtel et des appartements en chambres noires. C'est d'ailleurs une immense vue de la Skyline de New York au lever du jour qui accueille le spectateur à l'entrée de l'exposition. Le Japonais Hiroshi Sugimoto, quant à lui, part en quête de théâtres et de cinémas abandonnés : ses clichés en noir et blanc, réalisés avec des temps de pose extrêmement longs, rassemblent 170 000 images en une seule. Autre façon de s'emparer des balbutiements de l'image fixe, le miroir convexe noir de Ann Veronica Janssens met le spectateur sens dessus dessous, celui-ci contemplant de lui une image inversée, en tête bêche, sur le principe de la camera obscura.

Plus avant dans le parcours, une pièce convoque l'une des 110 copies avérées de *La Joconde* – celle-ci est d'un peintre italien du 17^e siècle. À ses côtés, des photographies de la vraie *Joconde* prises deux siècles plus tard par Gustave Le Gray, qui ont contribué à diffuser massivement ce chef-d'œuvre dans la culture visuelle de l'époque. Le photographe français, peintre de formation, insiste, dans ses écrits théoriques, sur la fonction interprétative des œuvres d'art au moyen de la photographie. Aussi manipule-t-il les agents chimiques de ses tirages afin d'étudier la variété de leurs tons. On apprend que la conservation de la *Cène* de Leonardo, au début du vingtième siècle, a pris pour modèle les épreuves photographiques de la fresque. Autre usage artistique : avec l'aide de Man Ray, qui le conseilla pour établir son propre studio de développement et de tirage, Constantin Brancusi a photographié lui-même ses propres sculptures, qu'il met en scène sous diverses conditions lumineuses. Des images, plutôt que de longs discours explicatifs : « Pourquoi écrire sur mes sculptures ? Pourquoi ne pas simplement montrer leurs photos ? », se demande ainsi l'artiste roumain, au principe de sa démarche.

Donner à voir le réel, mieux que ne le pourraient le faire des yeux humains, telle est la fonction de la photographie, cet œil mécanique, *expanded*.

La Joconde par un peintre italien, et le tableau original photographié par Gustave Le Gray



Donner à voir le réel, mieux que ne le pourraient le faire des yeux humains, telle est la fonction de la photographie

Et en effet : elle voit plus loin, à des échelles astronomiques inaccessibles à l'humain. La conquête de la montagne comme de l'espace ont révélé des images et des points de vue inédits. On a tous en tête ces images lunaires où flotte le drapeau américain, véritables lieux communs de la culture visuelle du vingtième siècle. Moins connues sont toutefois ces photos du Mont-Blanc, encore *terra incognita* lorsque les frères Bisson y mènent entre 1855 et 1862 une expédition de grande ampleur, transportant avec eux de lourds appareils – plus de 250 kilos de matériel – qui leur ont permis de produire des panoramiques de grande qualité. Si elle a la capacité d'atteindre des lieux

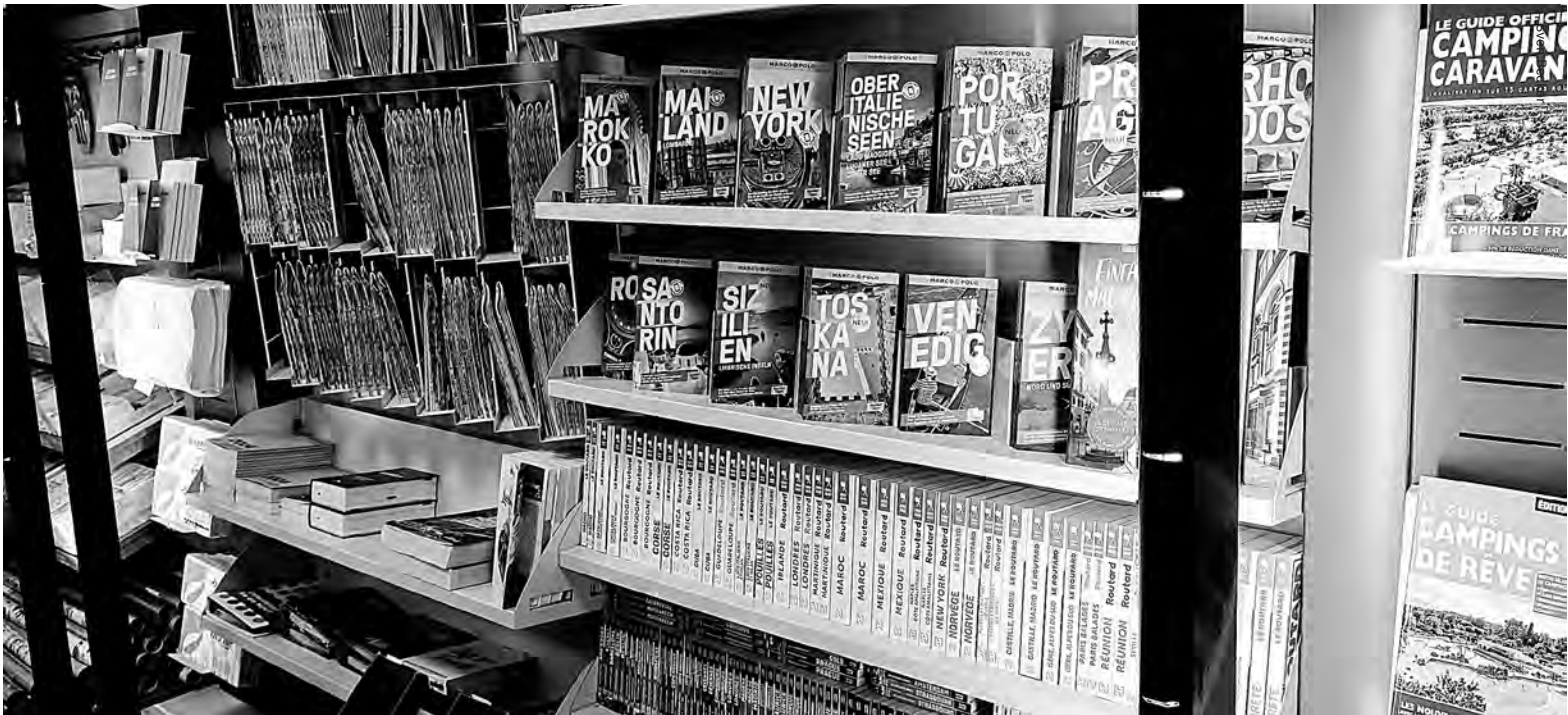
reculés, la photographie peut aussi rendre visible l'extrêmement petit. La microphotographie procède de la découverte des rayons X en 1895 par Wilhelm Röntgen, qui est aussi, significativement, l'année de naissance du cinématographe (le grand oublié de cette exposition). À côté des radiographies qui mettent à nu les squelettes humains ou des clichés scrutant en détails la faune marine, à l'instar de Jean Painlevé, figurent les clichés foisonnants de couleurs obtenus par Dove Allouche à partir d'une lame prélevée sur un bloc de gypse. L'œil mécanique a la faculté d'objectiver le mouvement en le décomposant en de petites unités : tel est le principe de la chronophotographie de Muybridge, auquel une salle entière est dédiée. On comprend alors comment galope un cheval, déployant sa foulée selon une métrique rigoureuse, rectifiant les peintures équestres jusque-là trompeuses sur ce point. On admet qu'un chat se retournant sur lui-même vient corriger le postulat des physiciens de l'époque selon lequel un objet ne peut effectuer un mouvement de rotation dans les airs. Ce qu'ébauche Muybridge, l'ingénieur Harold Edgerton l'a accompli en inventant le flash stroboscopique, capable de clignoter à un millionième de seconde. De saisissants instantanés sont ainsi dévoilés : le geste du golfeur en pleine extension, la balle de tennis s'enfonçant dans une raquette, une goutte de lait dans un verre... L'ordinaire devient spectaculaire.

Enfin la couleur fait une entrée remarquée à la moitié du parcours. Et quelle entrée ! Toute aérienne au travers de la « Jumpology » initiée par Philippe Halsman, procédé que de nombreuses stars, de Monroe à Dali, feront connaître en se prêtant au jeu du saut photogénique. On pénètre ensuite dans les paradis perdus d'Albert Kahn grâce aux opérateurs qu'il aura missionnés afin de répertorier un monde sur le point de disparaître : faune, flore et coutumes sur plaques autochromes composent ses *Archives de la planète*. La dernière partie du parcours est dominée par l'École de New York et la popularisation de la couleur. Dans le prolongement de la poésie de Walt Whitman célébrant les « Common People », place est donnée aux diapositives d'Helen Levitt documentant la vie quotidienne, ainsi qu'aux remarquables poèmes visuels de Saul Leiter, coloristes et remarquablement composés. Seule exception à ce final américain, les natures mortes photographiques de Gerhard Richter entamées au début des années 1960, qui en inversent le questionnement : que devient la photographie une fois reproduite par la peinture ? ●

L'exposition *Voir le temps en couleurs. Les défis de la photographie* est à voir au Centre Pompidou-Metz, jusqu'au 18 novembre



Jumpology par Philippe Halsman



Guides de voyage à l'époque TripAdvisor

N’oubliez pas le guide

|||| Cyril B.

Les vacances ne sont pas seulement l’occasion de redécouvrir ses proches en mode H-24, c’est aussi le moment de belles découvertes pour ceux qui optent pour de nouvelles destinations. Parmi celles-ci, il n’y a pas que les paysages, le climat, les langues, les coutumes, l’architecture, la gastronomie ou la façon de conduire qui nous réservent des surprises, mais également ce qui, en principe, est prévu pour nous y préparer : le guide de voyage. Il n’est pas question ici de la personne, munie d’un parapluie surmonté d’un ours en peluche ou d’un fanion, que les groupes organisés suivent tel leur berger, mais de l’opuscule que vous êtes allés chercher sur Internet ou chez votre libraire, et dont les 450 pages finiront de faire exploser le poids de vos bagages.

En effet, si la plupart des adeptes de ce genre d’ouvrage a sa collection de prédilection (Michelin, Lonely Planet, Marco Polo ou Routard) c’est souvent une relation de type « amour-haine » qui se construit avec cet innocent compagnon. Au début, vous lui faites une confiance aveugle pour planifier votre voyage, dénicher des hébergements et vous éviter les fameux « pièges à touristes ». Il est en effet assez répandu de croire que porter bermuda et lunettes de soleil vous transforme en un gibier particulièrement prisé des autochtones qui en voudraient à votre portefeuille. Pourtant, vu le prix du verre de vin au Luxembourg, il y a peu d’endroits sur la planète où nous courons des dangers plus graves que sur une terrasse au Grand-duché.

Ainsi, malgré le ton blagueur, désabusé ou moralisateur de certaines éditions qui vous feront soit culpabiliser de ne pas avoir suffisamment pris le temps de parler aux autochtones, ou d’avoir aggravé le réchauffement climatique en prenant un avion puis une voiture de location alors que vous auriez pu organiser des déplacements en train et bus (avec juste le double de jours de congés), soit regretter de n’avoir pas suivi le conseil en page 234 ou d’être passé à côté du « coup de cœur », nous sommes encore nombreux à ne pas concevoir la découverte d’un nouveau pays sans nous munir d’un guide. Et merci de ne pas nous demander à quoi servent les conseils d’hébergement alors que nous avons déjà tout réservé il y a six mois via *booking.com* : Il est question de principe. Il reste encore des personnes pour croire qu’un ouvrage imprimé est un moyen efficace pour se prémunir des désagréments de l’inconnu, tout en ouvrant l’esprit sur les charmes de la nouveauté.

Comme pour beaucoup d’entre nous, finalement, la survie économique des éditeurs de guides de voyage est mise en danger par les nouvelles technologies. Pourquoi dépenser 25 euros pour transporter un bouquin qui sera dépassé dans un an alors que nous pourrions consulter TripAdvisor et Wikipedia sur notre smartphone ? Outre le fait qu’elle a été rédigée par des spécialistes, et non par d’obscur « influenceurs voyages », la version imprimée présente l’avantage de comporter un nombre déterminé de pages.

Vous pouvez ainsi mesurer le pourcentage d’avancement de vos découvertes. C’est plus utile si vous avez prévu quelques excursions et musées que si votre programme consiste à buller au bord de la piscine homologuée Luxair Club. Mais même dans ce second cas, il est probable que la destination choisie recèle de trésors, à portée d’excursions, auxquels un petit guide de voyage pourrait vous donner l’idée de participer. Feuilleter un guide, c’est un bon moyen de se donner des idées.

Cependant, il est normal d’être saisi de doutes quand vous réalisez que pour accéder à une cascade secrète, qui était finalement assez banale, vous avez failli tuer toute votre famille et dire adieu à votre caution de location de voiture. Ou lorsque vous tournez en rond pendant vingt minutes à la recherche d’un restaurant qui a finalement changé de nom depuis la parution du guide, et qu’entretemps les terrasses devant lesquelles vous êtes passé se sont remplies, et qu’il ne vous reste plus qu’à choisir au hasard, en vous fiant à de repoussantes photographies de plats qui datent d’une époque « pré-Instagram ». Pour éviter ce genre de déconvenue, il aurait suffi d’un petit tour sur Google Map, ou d’une simple ouverture d’esprit quant à la possibilité de ne pas laisser étouffer son instinct (ou les envies de vos compagnons de voyage) par les prescriptions des spécialistes.

Ce genre d’ouvrage est la source de menues satisfactions, qui font également le sel des vacances. En particulier, se dire qu’on a bien profité de nos congés en voyant l’état désastreux de la reliure, ou pouvoir compléter l’album photo avec des indications plus précises que la seule date et le nom de vos enfants, et surtout pouvoir demander « où sont les toilettes » dans la langue locale (qui semble la phrase la plus importante pour survivre dans n’importe quel pays, si l’on en croit la fréquence avec laquelle elle est reprise dans les pages « comment dire »). D’ailleurs, la preuve qu’on n’est pas encore prêt à renoncer à acheter de tels guides c’est que, une fois rentré, vous hésitez à le déposer tout de suite dans une Bicherbox ou à le ranger dans votre bibliothèque, entre « Dolomites 1997 » et « îles grecques 2014 ». Au moins une partie de l’héritage pour laquelle vos enfants ne se déchireront pas... ●

EINZELHANDEL

Hauch von Wirtsfrau

Die DP-Abgeordnete Corinne Cahen stand dem *Wort* vergangene Woche Rede und Antwort zum „Erfolg ihres Schuhgeschäfts“. Seit 24 Jahren



ist sie in der Geschäftsleitung von Chaussures Léon, seit Juni 2023 ist sie Geschäftsführerin. „Zwischen Journalismus und Geschäft gibt es Gemeinsamkeiten: Man arbeitet mit und für die Menschen“, erklärt die liberale Politikerin. Sie erzählt, wie „herrlich“ es ist, wenn jemand mit Fußschmerzen die richtigen Latschen bei Léon bekommt und dann schmerzfrei ist. Das Geschäft habe einen Hauch von „Bistro“ und sie den einer „Wirtsfrau“. „Die Kunden schütten uns ihre Seele aus.“ Trotz dieser positiven Erlebnisse gebe es auch Nebenwirkungen für Corinne Cahen. Ihre poli-

tische Arbeit habe sich eher „negativ auf den Betrieb“ ausgewirkt, erklärt sie, sie habe „zurückgesteckt“ und keine Hilfen, etwa beim Baustellenproblem, beantragt. Zwischen 100 000 und 200 000 Euro verdient Corinne Cahen mit ihrem Schuhgeschäft jährlich zum Abgeordneten- und Schöffengehalt hinzu (Foto: sb). *SP*

Umwelt

Draußen lernen

Noch bis Ende August bietet Natur an Ęmwelt verschiedene Aktivitäten an: Spaziergänge durch das Naturschutzgebiet Schlammwiss, um dort Ausschau nach Fledermäusen zu halten oder Vögel zu beringen. In Kayl-Düdelingen kann man am 14. August an einer Nachtwanderung teilnehmen und am 6. August in Kockelscheuer etwas in einem Lehmofen backen. Jüngst hat Natur an Ęmwelt

zudem den Qualitätsrundgang Riedergrĕnn von knapp neun Kilometern und einem Höhenunterschied von 300 Metern eingeweiht. Der Weg ist rund um die Ortschaft Rued (Gemeinde Ell) angelegt. In einer Broschüre wird erläutert, dass die Ortschaft bereits 1295 Erwähnung findet; fränkische Bauern rodeten den Wald, um sich dort ansiedeln zu können – deshalb der Name „Rued“. Der Wanderweg führt durch typische Öslinger Wiesentäler, wo seit dem Mittelalter *geflĕizt*, also eine Wiesenflutung zur Bewässerung angewendet

wurde. Die feuchten Talwiesen waren für die Bauerndörfer überlebenswichtig: Je höher deren Heuertrag, desto mehr Tiere konnten die Bauern durch den Winter bringen und desto mehr Rindermist – Hauptdüngequelle vor dem 20. Jahrhundert – konnte sie auf die Felder bringen. *SM*

